

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

29 Mars 2018

N°179

SOMMAIRE

RAA du 29 MARS 2018

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS (Conseil du 20 décembre 2017)	8
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS (Conseil du 20 décembre 2017)	246
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES REGLEMENTAIRES	369
<u>PARTIE 4</u> : ARRETES INDIVIDUELS	441
<u>PARTIE 5</u> : CERTIFICATS D'AFFICHAGES - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME	497

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	Pages
AGRO ECOLOGIE ET ALIMENTATION	8
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	12
CULTURE	28
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	40
FINANCES	57
HORS COMMISSION	64
LOGEMENT	105
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	126
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTIONS DES MILIEUX AQUATIQUES	160
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	166
RELATIONS INTERNATIONALES, PARCS D'ACTIVITE	170
RESSOURCES HUMAINES	176

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	211
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	218
TRANSITION CLIMATIQUE ET ALIMENTATION	231
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	235

PARTIE 1 – SOMMAIRE

N°DÉLIB	AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION	PAGES
M2018-107	Agro-écologie et alimentation - Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Conventions et attribution de subventions - Autorisation	9
N°DÉLIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGES
M2018-121	Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Attribution de subventions - Approbation	13
M2018-122	Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Attribution de subvention à la MLJ3M - Approbation	19
M2018-123	Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Association Le Passe Muraille - Chantier d'Insertion Berges du fleuve Le Lez - Subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature	22
M2018-124	Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Pacte Territorial d'Insertion - Approbation - Autorisation de signature	25
N°DÉLIB	CULTURE	PAGES
M2018-130	Culture - Convention de partenariat avec l'association Grain d'Image et la Ville de Montpellier relative à l'organisation de la manifestation "Les Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier" - Autorisation de signature	29
M2018-131	Culture - Direction des médiathèques et du livre - Adhésion à l'Association Occitanie Livre & Lecture - Approbation	32
M2018-132	Culture - Direction des médiathèques et du livre - Prise en charge de frais de déplacements dans le cadre d'une rencontre avec un auteur jeunesse organisée par le réseau des médiathèques - Approbation	35
M2018-133	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le musée du Louvre et le musée Denys Puech de Rodez - Autorisation de signature	37
N°DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT	PAGES
M2018-109	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet des Bibliothèques Inter-Universitaires (BIU) aux Learning Center - Autorisation de signature	41
M2018-110	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Mission Canada (Québec) - Participation au Pixel Challenge - du 3 avril au 8 avril 2018 - Financement de la mission - Autorisation de signature	44
M2018-111	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Adhésion au Label Ville et Métiers d'art - Approbation	47
M2018-112	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Montpellier Capital Santé - Pôle de compétitivité Eurobiomed - Accélérateur Go4biobusiness - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	50
M2018-113	Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Industries Culturelles et Créatives (ICC) - Attribution de subventions dans le cadre de la semaine des ICC - Conventions - Autorisation de signature	53

PARTIE 1 – SOMMAIRE

N°DÉLIB	FINANCES	PAGES
M2018-90	Finances - Taux d'imposition des taxes directes locales pour 2018 - Adoption	58
M2018-91	Finances - Taux d'imposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) pour 2018 - Adoption	62
N°DÉLIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2018-92	Hors commission - Participation au salon The web conférence à Lyon du 23 au 27 avril 2018 - Autorisation	65
M2018-93	Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Montpellier Méditerranée Métropole - Notification d'avis relatif à la saisine du GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) - Information	68
M2018-94	Hors commission - Organismes extérieurs - Actualisation des représentations de Montpellier Méditerranée Métropole - Désignations	74
M2018-95	Hors commission - Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation	77
M2018-96	Hors commission - Mission d'information et d'évaluation sur la mise en œuvre du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole - Élection des membres	102
N°DÉLIB	LOGEMENT	PAGES
M2018-115	Logement - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour l'année 2018 - Autorisation de signature	106
M2018-116	Logement - Construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Modern'Art ', Rue Proudhon à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	109
M2018-117	Logement - Construction de 34 logements sociaux - Résidence ' Pégase ', lotissement ' Le Domaine du Petit Paradis ' à Vendargues - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	113
M2018-118	Logement - Construction de 17 logements sociaux - Résidence ' Amaya ', 983-999 avenue du Pont Trinquat à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	116
M2018-119	Logement - Construction de 3 logements sociaux - Résidence ' les Serres du Pradas ', avenue du Béranger à Saint-Drézéry - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature	120
M2018-120	Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 94 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature - Délibération n°14492 du 22 février 2017 - Modification	123
N°DÉLIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGES
M2018-97	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Création de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le site du Méjean au bénéfice de la Commune de Pérols - Avis sur la création de la Zone d'Aménagement Différé	217
M2018-98	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain de Montpellier (quartiers Mosson et Cévennes) - Convention de cofinancement Montpellier Méditerranée Métropole / Caisse des Dépôts et Consignations - Missions d'ingénierie - Autorisation de signature	130

PARTIE 1 – SOMMAIRE

M2018-99	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Approbation	133
M2018-100	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Proposition de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis	136
M2018-101	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune du Crès - 4ème modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	140
M2018-102	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Sussargues - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	143
M2018-103	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Fabrègues - Révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Modernisation du contenu du PLU - Exercice du Droit d'Option	146
M2018-104	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - ZAC Extension Eureka - Commune de Castelnau-le-Lez - Garantie d'un emprunt de 6 M€ à la SERM - Autorisation de signature	150
M2018-105	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefraise - Convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie	154
M2018-106	Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Zac Cantauessel - Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) - Concessionnaire - Approbation	157
N°DÉLIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
M2018-138	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Baillargues - Aménagement de protection contre les inondations du ruisseau de l'Aigues Vives - Site stratégique Plaine du Colombier - Enquête publique unique - Approbation des dossiers d'enquête	161
N°DÉLIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
M2018-141	Prévention et valorisation des déchets, propriété de l'espace public - Contrat de délégation de service public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation conclu avec la société AMETYST - Avenant n°1 - Autorisation de signature	141
N°DÉLIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE	PAGES
M2018-114	Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	171
N°DÉLIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
M2018-125	Ressources Humaines - Véhicules de fonction 2018 - Désignation des bénéficiaires - Approbation	177
M2018-126	Ressources Humaines - Harmonisation des Plans de Mobilité (PDM) de la Ville et de la Métropole - Approbation	179
M2018-127	Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs	184
M2018-128	Ressources Humaines - Conventions de mise à disposition de services ascendantes et descendantes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information	206

PARTIE 1 – SOMMAIRE

M2018-129	Ressources Humaines - Recours à des vacances - Création de nouvelles vacances pour les médecins de prévention - Approbation	209
N°DÉLIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
M2018-139	Service public de l'eau et de l'assainissement - Protection des captages du Flès à Villeneuve-lès-Maguelone - Mise en place de suivis de la qualité de l'eau sur l'aire d'alimentation - Demande de d'aides financières- Approbation	212
M2018-140	Service public de l'eau et de l'assainissement - Protection des captages du Flès à Villeneuve-lès-Maguelone : lancement de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) en groupement de commandes avec les communes volontaires - Demande d'aides financières - Approbation	215
N°DÉLIB	SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
M2018-134	Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Piscine Caron de Castelnau-le-Lez - Proposition d'élargissement des horaires d'ouverture au public - Approbation	219
M2018-135	Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Centre Nautique Neptune - Animations estivales - Dispositif Été Mosson 2018 - Tarification - Approbation	222
M2018-136	Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Piscine Les Néréides de Lattes - Opération "La Nuit du Sport" - Gratuité d'accès - Approbation	225
M2018-137	Sports et Traditions sportives - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Organisation de la 4ème édition 2018 - Affectation de subventions - Convention d'attribution - Approbation	228
N°DÉLIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ALIMENTATION	PAGES
M2018-108	Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Rénovation thermique de copropriétés dans le cadre du projet EcoCité - Modification du programme technique - Autorisation de signature	232
N°DÉLIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
M2018-142	Voirie, Espace public - Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (IDRRIM) - Approbation	236
M2018-143	Voirie, Espace public - Programmation 2018 - Hérault Énergies - Travaux de mise en discrétion des réseaux aériens sur la commune de Beaulieu - Travaux de renforcement et de sécurisation du réseau de distribution publique d'électricité sur la commune Restinclières - Modification de la convention pour les travaux sur la commune de Saint Jean de Védas - Approbation - Demande de subventions - Autorisation de signature	239
M2018-144	Voirie, Espace public - Convention de fonds de concours entre la Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature	243

AGRO-ECOLOGIE ET ALIMENTATION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Agro-écologie et alimentation

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Rabii YOUSSEF.

Agro-écologie et alimentation - Gouvernance et mise en œuvre opérationnelle - Conventions et attribution de subventions - Autorisation

Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit et anime une politique volontariste en matière de transition agroécologique et d'alimentation durable autour de cinq grandes finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et d'adapter face au changement climatique
- Favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

Montpellier Méditerranée Métropole construit activement cette politique en s'appuyant sur un réseau de partenaires de plus en plus étoffé et bénéficie depuis octobre 2017 de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Dans ce cadre et pour l'exercice 2018, il est proposé des partenariats, incluant des attributions de subventions, aux acteurs suivants :

- Une subvention de 5 000 € à l'association *OCEBIO-Occitanie Entreprises Bio* qui rassemble les entreprises Bio d'Occitanie (transformateurs et distributeurs).

La convention 2018 définit les objectifs communs de promotion de l'offre locale auprès des citoyens, d'augmentation de la part de bio local dans la restauration collective et d'amélioration de la connaissance de l'Agriculture Biologique(AB) sur le territoire de la Métropole.

- Une subvention de 2000 € à l'association *Terre Nourricière* qui œuvre pour la valorisation des initiatives locales pour l'agroécologie et l'alimentation durable.

Basée à Montpellier depuis 12 ans, l'association *Terre Nourricière* propose des outils pédagogiques efficaces afin de promouvoir et d'étendre la portée des actions des ONG, associations, établissements scolaires et institutions qui nous mènent vers un monde plus éthique, responsable et solidaire. Elle apporte une valorisation différente et performante, avec un réel souci de l'éthique autour notamment de l'environnement et du développement durable, de l'alimentation et de l'agriculture.

- Une subvention de 1 700 € à l'association *Let's Food*, dans le cadre d'une contractualisation sur la période 2017-2020, via une convention-cadre. L'objectif de cette association est de développer la coopération internationale autour de l'alimentation durable en s'impliquant dans le projet *Let's Food Cities*.

Ce projet de trois ans a pour objectif principal d'encourager la transition des villes vers des systèmes alimentaires territoriaux durables en favorisant la coopération entre collectivités françaises et leurs groupements et étrangères en profitant du cadre facilitateur fourni par le pacte de Milan.

- Enfin, il est proposé d'effectuer une régularisation au bénéfice de l'association *CPIE APIEU*. Il s'agit de régler la somme de 2 750 € prévue dans la convention cadre 2013-2015 pour l'année 2015, non versée à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement de quatre subventions, telles que proposées, pour un montant total de 11 450 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 au chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

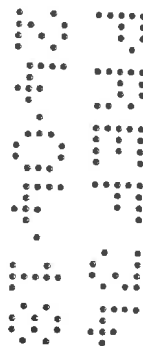
Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix



Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

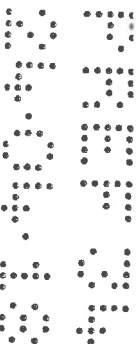
Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31787-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauvage TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Attribution de subventions - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre du Contrat de Ville (2015-2020) et pour l'année 2018, il a été proposé aux porteurs de projets de reconduire leur demande de subvention pour les actions financées en 2017. Cette reconduction pouvait être identique au projet initial ou intégrer des modifications à la marge (territoire cible, nombre de personnes concernées, partenariat modifié, budget ajusté...). La demande de subvention dans le cadre de cette reconduction ne pouvait être présentée que sous réserve de la fourniture d'un bilan précis, analysé par les partenaires au regard des résultats de la première année, du croisement avec les autres projets et des nécessités du territoire.

Pour rappel la mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, concerne 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- La mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

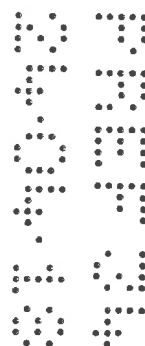
A l'issue de l'instruction partenariale et territoriale, de l'analyse des dossiers au regard des objectifs inscrits au contrat de ville et du bilan intermédiaire du projet, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à 70 projets proposés par 51 associations et ce pour un total de 211 700 euros dont :

- 93 500 € pour l'axe développement économique - emploi – insertion,
- 42 200 € pour l'axe culture,
- 76 000 € pour les autres axes du contrat de ville.

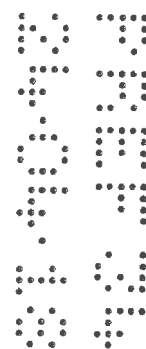
Ces projets sont financés sur les crédits de la politique de la ville mais aussi par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi qui consacre depuis déjà 2 ans une enveloppe de son budget pour le financement d'actions spécifiques sur les quartiers. Depuis 2018, la Direction de la culture mobilise également des crédits spécifiques.

Pour 3 dossiers relatifs au domaine plus large de la cohésion sociale, après instruction, il est proposé également un soutien financier de la Métropole, le tout pour un montant total de 2 300 €.

La répartition des subventions, en fonction des différents projets présentés, est la suivante :



Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi (Direction du Développement Economique et de l'Emploi)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2018
ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education)	Dynamique Jeunes Cévennes	2 000 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Guidance socio-économique	3 000 €
ALIFE CONSEIL	Plateforme d'Insertion professionnelle	3 000 €
APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Médiemploi	7 500 €
	Webactions	3 000 €
APIEU (Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain)	A la découverte des métiers verts	2 000 €
APIJE (association pour l'insertion par l'économique)	EXPERIENCE SOUHAITEE : Jeunes femmes en mouvement vers l'emploi	6 000 €
	Femmes VIP (Vers l'Insertion professionnelle)	4 500 €
CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Hérault)	Femme Egalité Emploi (Fée)	5 000 €
CORALINE	Passeport mise en situation professionnelle	6 000 €
DéFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	IVAL.COM: Insertion et Valorisation des Compétences de bases	3 000 €
FACE	Ecole Teknik	2 000 €
Gammes	Appui administratif au réseau Rapsol3M	3 000 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Atelier Socio linguistique femmes à visée professionnelle	3 000 €
INFORIM Léo Lagrange (Institut de formation et d'insertion Méditerranée)	LE CLUB : formation linguistique à visée professionnelle	5 000 €
KAINA TV	Reporters Citoyens Numériques	10 000 €
Kalisi	Facilité l'accès à l'emploi et à la professionnalisation pour TOUTES	2 000 €
Octopus Expression	Chantiers d'expressions	3 000 €
RESURGENCES 34	Sas diagnostic projet	2 000 €
Table de Cana	Des Etoiles et des Femmes Montpellier	10 000 €
UNI'ONS	Les Coulisses Solidaires	5 000 €
VIA VOLTAIRE	Interface	3 500 €
Total financements DDEE		93 500 €



Actions relatives au pilier Culture (Direction de la Culture)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2018
Acord Prod	EMERGENCY	1 500 €
ATELLINE	La Hurlante au Lemasson	4 000 €
BALTHAZAR (Centre des Arts du Cirque)	Arts du cirque à Figuerolles	1 000 €
	Arts du cirque sur les Hauts de Massane	1 500 €
BRAND a PART	Le cinéma pour tous - les projections et rencontres mensuelles	1 000 €
	Les ateliers cinéma	500 €
CARTHAGE	Atelier musique	500 €
CCI-MSF (Centre Culturel International Musique Sans Frontières)	Solidarité, éducation, pédagogie	4 500 €
Cie Didier Théron	Allons'Z'Enfants	5 000 €
CSS 34 (Culture et Sport Solidaires 34)	Luttons contre l'exclusion sociale par le développement de la pratique artistique et sportive	1 500 €
ESSOR	Les arts au Petit Bard: ateliers et événements	1 500 €
i. PEICC (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Tiers Lieu Culturel et artistique	1 500 €
IKG (Idéokilogramme)	Expérience artistique et sociale Armand Gatti	1 000 €
KAINA TV	kaina.tv	4 000 €
La Vista	Actions culturelles du Théâtre La Vista	2 000 €
	PASS VISTA	1 000 €
M'S (Mot'son)	Urban ciné	2 000 €
O.D. (Odette Louise)	Pass 2018	2 500 €
SPF 34 (Secours Populaire Français)	Les chemins de la culture et la lutte contre l'exclusion	2 000 €
UNI'SONS	Atelier Hip Hop	2 200 €
	Renc'Art	1 500 €
Total financements Culture		42 200 €

Actions relatives aux autres piliers du Contrat de Ville (Service Politique de la Ville)		
Nom de l'association	Intitulé du projet	Subvention proposée 2018
ACLE (Association des Cévennes pour l'insertion, les Loisirs et l'Education)	Dynamique Jeunes Cévennes	2 500 €
	LAM - Lieu d'Accès Multimédia	2 000 €
	Médiation sociolinguistique	1 500 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Promotion des actions éducatives	1 500 €
APAJ (Association Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Webactions	1 000 €
APDOC (Association Française des Petits Débrouillards Occitanie)	Sciences au quotidien - Petit Bard Pergola	1 000 €
	Sciences dans mon quartier - Petit Bard Pergola	1 000 €
BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	Citoyenneté et apprentissage du français	4 000 €
	Education et parentalité	4 000 €
C.D.S.A.H. (Comité départemental sport adapté de l'Hérault)	SPORT ADAPTE QUARTIER MOSSON	1 000 €
CBLR (Compagnons Bâisseurs L.R)	Atelier de quartier de Montpellier	7 000 €
	Espace Ressource Habitat (ERH)	2 500 €
CGPME Occitanie	TOP PME	2 000 €
Cité Citoyenne	Tremplin vers un stage réussi	1 000 €
CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier et environs)	Le rapport locatif dans deux copropriétés de la Mosson	500 €
	Les habitants du petit Bard, contrôle des charges et décence	1 500 €
Clos de la Fontaine	Autonomie et Maitrise des NTIC	1 500 €
DéFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	POLE ATELIERS SOCIO LINGUISTIQUES	5 000 €
ESSOR	Echange et partage : soutien à la parentalité	1 000 €
FACE	Pour un stage réussi	2 000 €
FJT CASTELLANE – Habitat Jeunes	BOUTIQUE LOGEMENT JEUNES	2 000 €
Gammes	Ateliers linguistiques, vers l'accès à l'autonomie et la connaissance	3 000 €
GSC (générations solidaires et citoyennes)	OBJECTIF STAGE REUSSI	1 000 €
IVLR (Institut de Victimologie Languedoc Roussillon)	Accompagnements Psychologiques psychotrauma	4 000 €
KAINA TV	Reporters Citoyens Numériques	5 000 €
MDA 34 (Maison des Adolescents)	Actions spécifiques pour permettre aux adolescents des QPV de bénéficier de l'ensemble des services MDA 34	1 000 €
Oiseau lyre	Ateliers contes	1 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Générations solidaires à la Mosson	3 500 €
RAIPONCE	Raiponce	5 000 €
UFOLEP 34 (Union française des œuvres laïques d'éducation physique)	Accueil Jeunes Mosson	5 500 €
	Sport Citoyen 12/17 ans	1 500 €
Total financements Appel à Projet Politique de la Ville		76 000 €

Actions relatives aux autres piliers du Contrat de Ville (Service Politique de la Ville)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2018
ESSOR	Arrimage en scène	1 000 €
	Promotion du sport au féminin	1 000 €
Association Soutien et Aide	Amusons-nous ensemble	300 €
Total financements Droit Commun Politique de la Ville		2 300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans le tableau ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits aux chapitres 936 (Développement économique), 933 (Culture) et 935 (Politique de la Ville) du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Caroline NAVARRE.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31279-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Attribution de subvention à la MLJ3M - Approbation

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du Contrat de Ville (2015-2020) et pour l'année 2018, il a été proposé aux porteurs de projets de reconduire leur demande de subvention pour les actions financées en 2017. Cette reconduction pouvait être identique au projet initial ou intégrer des modifications à la marge (territoire cible, nombre de personnes concernées, partenariat modifié, budget ajusté...). La demande de subvention dans le cadre de cette reconduction ne pouvait être présentée que sous réserve de la fourniture d'un bilan précis, analysé par les partenaires au regard des résultats de la première année, du croisement avec les autres projets et des nécessités du territoire. Pour rappel la mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, concerne 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- La mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- Faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

A l'issue de l'instruction partenariale et territoriale, de l'analyse des dossiers au regard des objectifs inscrits au contrat de ville et du bilan intermédiaire du projet, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à la reconduction du projet porté par la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), spécifiquement sur les quartiers en politique de la ville, à savoir les « commissions insertion et accompagnement ».

Ce projet s'inscrit dans l'axe développement économique - emploi - insertion du contrat de ville et constitue une des actions du Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM).

Il vise à coordonner et mettre en synergie une pluralité d'acteurs de terrain intervenant auprès des jeunes des quartiers prioritaires rencontrant des difficultés particulières dans leur insertion professionnelle. L'objectif est de les inscrire dans un véritable parcours d'insertion durable et coordonné.

Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi (Direction du Développement Économique et de l'Emploi)		
Sigle organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2018
MLJ3M (Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole)	Commissions Insertion et Accompagnement	20 000 €
Total financements		20 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 20 000 € à la MLJ3M ;
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 936 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que la subvention sera versée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la MLJ3M,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 6 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, M. Gilbert PASTOR, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-32432-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la
Ville, Lutte contre les
discriminations, insertion par
l'emploi, aires d'accueil des gens
du voyage

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Association Le Passe Muraille - Chantier d'Insertion Berges du fleuve Le Lez - Subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences Insertion par l'économie, Politique de la ville et Développement économique.

De surcroît, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir le chantier d'insertion « Entretien des berges fluviales » porté par l'association Le Passe Muraille.

L'association Le Passe Muraille a pour objet social de préparer à l'insertion professionnelle des personnes en recherche d'emploi grâce à des chantiers d'insertion ayant pour objet la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur du patrimoine ainsi que la protection de l'environnement.
Ce chantier a pour support l'entretien des berges du fleuve Le Lez et de son affluent la Mosson et les ruisseaux adjacents et s'inscrit en concomitance avec des travaux spécialisés commandités par les communes et par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole a déjà apporté son soutien à l'action en 2014 avec une subvention de 15 000 €, de 15 000 € en 2015, puis en 2016/2017 au titre de l'insertion par l'activité économique et de 38 000 € au titre de supports de chantier.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite donc accorder à nouveau son soutien à cette action, au titre de l'exercice 2018, pour la 5ème année consécutive, par une subvention de 15 000 € au titre de l'insertion par l'activité économique et de 38 000 € au titre de supports de chantier sur un budget total de 238 551 €.

Les travaux prévus sur 9 mois comprennent l'abattage d'arbres, de levées d'embâcles et de nettoyage des berges.

Il est prévu que chaque salarié alterne à différents postes de travail et découvre, ou se perfectionne, sur l'ensemble des techniques mises en œuvre sur le chantier.

Ce chantier permettra de créer 12 postes de travail destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, habitant le territoire métropolitain. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de quatre mois et demi renouvelable une fois. Le chantier pourra ainsi bénéficier à 24 personnes a minima.

Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale permettra de pré-qualifier les bénéficiaires de l'action dans les métiers de technicien de rivière, de technicien de protection du patrimoine naturel, des jeunes et adultes en insertion habitant le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, recrutés en CDDI.

Pour mener à bien cette action, Montpellier Méditerranée Métropole propose donc son soutien à hauteur de 53 000 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Économique, de la signature de la Convention, et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- DIRECCTE : 125 448 euros (C.D.D.I. aide au poste)
- Montpellier Méditerranée Métropole :
 - . 15 000 € au titre de l'insertion par l'activité économique
 - . 38 000 € au titre de supports du chantier
- Le Fonds Social Européen : 60 103 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association Le Passe Muraille, une subvention de 53 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion et d'utilité sociale « réhabilitation des berges fluviales », sous réserve de l'accord du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Économique et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018, aux chapitres 936 (15 000 €) et 937 (38 000 €) ;
- approuver les termes du projet de convention tels que définis ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31185-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Département de l'Hérault - Pacte Territorial d'Insertion - Approbation - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Le Pacte Territorial d'Insertion (PTI), élaboré par le Département, est le document de gouvernance des politiques d'insertion instauré par la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, modifié par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013. Il définit les modalités de coordination des actions entreprises par les acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, dont les bénéficiaires du RSA en lien avec le PDI (Programme Départemental d'Insertion).

Pour le Pacte Territorial d'Insertion 2017 – 2020, le Département de l'Hérault souhaite associer les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à la signature de celui-ci.

A noter que le PTI associe des acteurs tels que l'Etat, la Région, Pôle Emploi, la Caisse d'Allocations Familiales, l'Union Départementale des Centres Communaux d'Action Sociale de l'Hérault, l'Association Régionale des Missions Locales, etc....

Sur la durée du Pacte Territorial d'Insertion, les partenaires s'engagent à :

- contribuer à l'animation du partenariat autour de la déclinaison opérationnelle des orientations territoriales, définies conjointement et annexées au PTI départemental,
- réaliser des actions s'inscrivant dans un ou plusieurs des objectifs proposés,
- apporter leur offre de services en mobilisant leurs moyens humains et financiers,
- faciliter les synergies et la mutualisation entre les différentes parties,
- participer à l'analyse et à l'évaluation des réalisations et des résultats au niveau départemental et local.

Par ailleurs, la volonté du Département est d'aboutir à l'élaboration de « *plans d'action locaux* » par territoire de mise en œuvre du Pacte territorial d'insertion 2017-2020, dont un à l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'échelle du territoire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ont engagé le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020 et dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs, dont le Département de l'Hérault, tient une place centrale.

Ainsi dans un souci de cohérence et d'efficience, la bonne articulation entre le Podem et le Pacte Territorial d'Insertion à l'échelle du territoire métropolitain constitue un enjeu important.

Il est donc proposé que Montpellier Méditerranée Métropole puisse signer, aux côtés du Département, et de l'ensemble des partenaires, le Pacte Territorial d'Insertion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du Pacte Territorial d'Insertion du Département de l'Hérault,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le Pacte Territorial d'Insertion, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31181-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonja KERANGUEVEN, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Marie-Hélène SANTARELLI.

Culture - Convention de partenariat avec l'association Grain d'Image et la Ville de Montpellier relative à l'organisation de la manifestation "Les Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier" - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'association Grain d'Image, basée à Montpellier dans le quartier Boutonnet, organise depuis 2001 une manifestation dédiée à la photographie contemporaine, les « Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier ». Développée à partir de son quartier d'origine, cette manifestation se déroule depuis 2008 dans différents lieux d'exposition du centre historique de la ville de Montpellier. Contribuant à la promotion des jeunes photographes européens, elle se déploie autour d'un événement central, une exposition au Pavillon Populaire de la Ville de Montpellier, présentant les œuvres d'une douzaine de jeunes créateurs, complétée d'une vidéo-projection montrant le travail d'une vingtaine d'artistes supplémentaires. L'exposition de l'année 2018 aura lieu du 5 au 27 mai.

Pour la mise en œuvre du festival des « Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier », l'association bénéficiaire Grain d'Image a sollicité une subvention auprès de la Ville de Montpellier, ainsi qu'un soutien en nature de la part de Montpellier Méditerranée Métropole.

Considérant que ce projet contribue au développement de sa politique culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole mettra gracieusement à sa disposition l'auditorium et la cour Vieu du musée Fabre pour l'après-midi et la soirée du samedi 5 mai 2018, jour d'inauguration du festival. L'association y organisera dans l'après-midi du samedi 5 mai, une rencontre avec des artistes, une cérémonie de remise des prix et, dans la soirée, un cocktail apéritif. Cette mise à disposition peut être valorisée à hauteur de 4 500 €, conformément aux tarifs 2018 approuvés par délibération n°15124 du 20 décembre 2017.

Cet engagement se formalise par une convention tripartite avec l'association Grain d'Image, et la Ville de Montpellier, qui contribue également à soutenir l'édition 2018 des « Boutographies - Rencontres photographiques de Montpellier ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Grain d'Image et la Ville de Montpellier relative à l'organisation de la manifestation « Les Boutographies - Rencontres photographiques » de Montpellier ;
- dire que cette mise à disposition à titre gratuit constitue une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite au compte administratif de la Métropole et dans les comptes de l'association ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

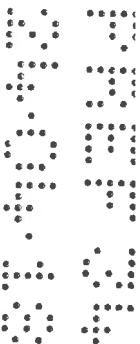
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL



Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-32098-CC
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Marie-Hélène SANTARELLI.

Culture - Direction des médiathèques et du livre - Adhésion à l'Association Occitanie Livre & Lecture - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans la perspective du développement et du rayonnement de ses activités, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pour la Direction des Médiathèques et du livre adhérer à l'agence « Occitanie Livre & Lecture », pour la durée du présent mandat. Cette adhésion prend la suite de l'adhésion à l'association Languedoc Roussillon Livre et Lecture (LR2L) fusionnée désormais avec le Centre régional des lettres de Midi Pyrénées, au sein de cette nouvelle entité.

Cette agence à statut associatif est financée essentiellement par la Région Occitanie et par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Ministère de la Culture). Elle a pour but de rassembler tous les professionnels du secteur du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires et médiateurs du livre), afin d'assurer un développement harmonieux et pérenne du livre et de la lecture en région. Elle œuvre au plus près des acteurs du livre pour répondre à leurs besoins en matière de formation, d'accompagnement et d'échanges.

Elle a également pour objet de promouvoir le livre et la lecture ainsi que les industries du livre de la région dans toutes leurs dimensions : création, vie littéraire, lecture publique, patrimoine et économie du livre. Le réseau des médiathèques collabore notamment avec cette association pour l'accueil de colloques et d'auteurs ou pour la numérisation de la presse ancienne, ainsi que dans le cadre du pôle associé Languedoc-Roussillon en partenariat avec la Bibliothèque Nationale de France.

Le montant annuel de l'adhésion est de 300 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole (Direction des médiathèques et du livre) à l'association « Occitanie Livre Lecture »,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30420-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Marie-Hélène SANTARELLI.

Culture - Direction des médiathèques et du livre - Prise en charge de frais de déplacements dans le cadre d'une rencontre avec un auteur jeunesse organisée par le réseau des médiathèques - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa programmation annuelle autour de la littérature jeunesse, la Direction des médiathèques et du livre a le privilège de recevoir Monsieur David Dumortier, écrivain, poète et auteur jeunesse français très reconnu dans le domaine.

Son intervention au sein de la médiathèque Émile Zola est prévue les 6 et 7 avril 2018.

Compte tenu de l'importance de cet événement liée à la notoriété de cet écrivain, il est proposé que soit prise en charge la totalité des frais réels liés à sa venue à Montpellier, pour un montant maximal évalué à 400 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge, aux frais réels, des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue de cet auteur pour un montant maximum de 400 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30423-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET.

Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec le musée du Louvre et le musée Denys Puech de Rodez - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis sa réouverture en 2007, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole a renforcé sa politique des publics en matière d'accessibilité en proposant une offre diversifiée et adaptée à chaque public, particulièrement aux personnes aveugles et malvoyantes. Riche de cette expérience, le musée Fabre a souhaité donner la parole aux personnes aveugles pour la restituer auprès du grand public en lui proposant une autre expérience de visite, intime et singulière.

Du 9 décembre 2016 au 10 décembre 2017, le musée Fabre a présenté une exposition intitulée « L'art et la matière – Galerie de sculptures à toucher ». 80 000 visiteurs ont pu bénéficier de ce dispositif culturel. Fort de ce succès, le musée Fabre a souhaité faire bénéficier d'autres publics de ce dispositif culturel en le mettant gracieusement à disposition d'autres musées.

Le musée Denys Puech de Rodez a souhaité accueillir l'exposition dans son intégralité du 6 avril au 31 décembre 2018, en associant le musée du Louvre à ce partenariat.

Une convention de partenariat est prévue en ce sens, avec pour objet de définir les modalités d'accueil de l'exposition « L'art et la matière : galerie de sculptures à toucher » au musée Denys Puech.

Le musée Denys Puech s'engage à :

- prendre en charge la totalité des frais liés au transport et à l'installation de l'exposition dans ses murs, y compris les frais d'assurance des moulages et de la muséographie,
- prendre en charge les frais de communication liés à l'exposition et au partenariat.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- prêter gracieusement les 5 moulages de l'exposition lui appartenant ainsi que la totalité de la muséographie, y compris les dispositifs multimédias,
- mettre à disposition son savoir-faire et ses compétences en matière de médiation tactile auprès des équipes du musée Denys Puech.

Le musée du Louvre s'engage à :

- prêter gracieusement les 5 moulages provenant de ses collections.

La convention entrera en vigueur le jour de sa signature par les parties et s'éteindra au retour définitif et complet des moulages au musée du Louvre et au musée Fabre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec le musée Denys Puech de Rodez et le musée du Louvre,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

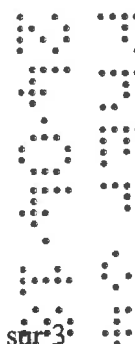
Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Sonia KERANGUEVEN.



Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

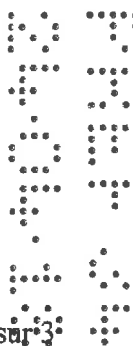
Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31774-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 91

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Claire JABADO, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Joël RAYMOND, Rabii YOUSOUS.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université de Montpellier pour le projet des Bibliothèques Inter-Universitaires (BIU) aux Learning Center - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa politique menée pour la préservation des ressources durables, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir la transformation des Bibliothèques Interuniversitaires (BIU) en Learning Center - portée par l'Université de Montpellier.

Les universités anglo-saxonnes ont été les premières à valoriser les atouts des bibliothèques universitaires et dès le début des années 2000 ont émergé en Europe les premiers Learning Centers : il s'agit de repenser les lieux, les services et les ressources en mettant l'utilisateur au cœur du dispositif et en le rendant acteur du changement. En écho aux mutations de la pédagogie, le Learning Center favorise l'autonomie de l'utilisateur dans l'accès à une information adaptée disponible dans un lieu repensé.

Depuis 2010, chaque université ou grande école française affiche l'ambition de se doter de Learning Center. La cartographie des réalisations ou projets en cours a montré le rayonnement de ce nouveau standard au niveau national et le manque de projet pour Montpellier ainsi qu'un déséquilibre au sein de la Région. Soulignons dans l'environnement méditerranéen les Learning Centers des Universités de Nice, Aix-Marseille (pour ne parler que des plus récents) et plus largement ceux des Universités de Lyon. Cette situation ne correspond pas au rang de l'Université de Montpellier, 6ème université de France et lauréate de l'I-SITE, la labellisation Initiatives - Science - Innovation - Territoires - Économie (projet MUSE).

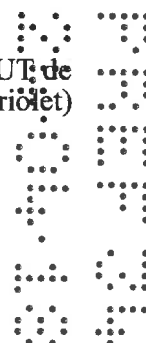
A Montpellier, la dimension interuniversitaire qu'apporte l'existence d'un service interuniversitaire de documentation avec la BIU favorise la conduite d'une politique de site cohérente et pertinente, la mise à disposition de ressources variées et très riches (la BIU se situe au 1^{er} rang sur ce point après les bibliothèques d'Ile-de-France) ainsi qu'une offre importante et de qualité de services sur place et à distance.

Le projet inscrit au CPER 2015-2020 vise à rendre les bibliothèques universitaires de Montpellier plus attractives et performantes sur le plan des locaux, services et ressources et à les mettre à niveau sur le plan national. Il concerne la réhabilitation de 5 sites existants, et inscrit cette réhabilitation dans un contexte global de rénovation de l'offre de formation.

Les BU de l'IUT de Nîmes, BU de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de Béziers, BU de l'IUT de Montpellier-Sète (site de Montpellier), BU Richter (Droit-Economie-Gestion), BU Sciences (campus Triollet) sont concernées.

Cette opération sera réalisée en deux tranches :

- 1ère tranche : 1 200 000 € (BU IUT Nîmes, IUT Béziers, BU Sciences, BU Richter)
- 2ème tranche : 1 400 000 € (BU IUT Montpellier, BU Sciences (suite), BU Richter (suite)).



La contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole au projet s'élèvera à 500 000€ avec une première tranche en 2018 de 100 000€ et une seconde tranche prévisionnelle en 2019 de 400 000€. Le financement de Montpellier Méditerranée Métropole concernera uniquement les sites situés sur le territoire métropolitain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier pour le projet BIU aux Learning Center d'une première subvention sur l'exercice 2018 de 100 000€ et une seconde tranche en 2019 de 400 000€ sous réserve de l'inscription des crédits au budget concerné et de la signature de la convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

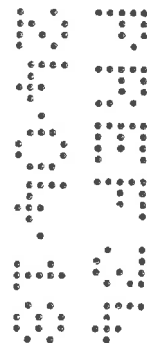
034-243400017-20180329-32158-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Claire HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, Rabii YOUSSEUS.

Excusés :

Geniès BALAZUN.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Mission Canada (Québec) - Participation au Pixel Challenge - du 3 avril au 8 avril 2018 - Financement de la mission - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine, en Russie, aux Etats-Unis et au Canada et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Le label « French Tech », initiative gouvernementale française lancée en 2014, vise à accélérer le développement des startups notamment à l'international. French Tech est un grand mouvement de mobilisation collective et de mise en réseau des écosystèmes territoriaux les plus dynamiques de France avec les écosystèmes internationaux.

Ces écosystèmes concentrent tous les ingrédients (culture entrepreneuriale, talents, maîtrise technologique, financement, etc.) répondant aux besoins des startups françaises et étrangères, des investisseurs et des talents étrangers.

L'écosystème de l'innovation de Montpellier Méditerranée Métropole a été labélisée parmi les 9 premières métropoles françaises ayant obtenu le label French Tech.

L'écosystème French Tech montpellierain s'est engagé sur un plan d'actions ambitieux notamment à l'international grâce à son réseau de partenariats avec la Chine, l'Amérique du Nord et du Sud ainsi que la Russie.

Il est proposé dans le cadre de ce réseau de partenariats d'effectuer une mission au Québec afin de participer au Pixel Challenge. La mission se déroulera du 4 au 8 avril pour le Pixel Challenge, concours international de jeux vidéo, qui réunit des équipes d'étudiants et professionnels du monde entier. Ce concours s'inscrit dans le cadre de la semaine du numérique à Québec.

Les objectifs de la mission sont :

- contribuer à la connaissance du tissu québécois,
- faire rayonner l'industrie numérique et plus particulièrement la filière ICC (Industrie Culturelle et Créative) de la Métropole,
- participer au Pixel Challenge : compétition internationale de création de jeux vidéo (une équipe de la Métropole composée de 3 professionnels et 3 étudiants).

Lors de cette semaine, plus de 2 500 participants convergeront à Québec pour participer à au moins un des 12 événements de la Semaine numérique.

La participation au Pixel Challenge est financée par l'Ambassade du Québec qui propose pour les participants entreprises ou étudiants de moins de 35 ans une aide de 250 €.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports internationaux et nationaux, hôtels, restauration, inscriptions au Pixel Challenge, etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'appel à participer de l'Ambassade du Québec.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 8 500 € TTC.

Il est proposé la participation d'un(e) technicien(ne) à la mission.

La sélection des étudiants et professionnels de l'équipe du Pixel Challenge est organisée par l'association montpellieraine Push Start, auprès de toutes les écoles métropolitaines.

Il est proposé la participation d'une équipe composée de 3 professionnels et 3 étudiants au Pixel Challenge.

Le coût estimé au maximum est de 8 500 € réparti comme suit :

- environ 1 000 € TTC par étudiants et professionnels pour le Pixel Challenge, soit 6 000 € TTC, le reste des frais (environ 1 000 €/personne) étant pris en charge par l'Ambassade du Canada et par les écoles montpelliéraines.
- Le reste du montant prévisionnel soit environ 2 500 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : transport interne de la délégation, mise en place de rencontre avec l'écosystème de Québec, etc., ainsi qu'aux frais de mission du (de la) technicien(ne) de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission au Québec du 3 au 8 avril 2018,
- approuver la participation de 3 étudiants et 3 professionnels des jeux vidéo qui représenteront l'équipe de la Métropole au Pixel Challenge,
- approuver la participation d'un(e) technicien(ne) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 8 500 € TTC,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-28506-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, Rabii YOUSSEUS.

Excusés :

Geniès BALAZUN.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Adhésion au Label Ville et Métiers d'art - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique volontariste de soutien à l'artisanat d'art. Alliant technique et artistique, les savoirs faire locaux conjuguent tradition et création contemporaine. L'ambition est de faire du territoire de la Métropole un pôle d'excellence des métiers d'art en soutenant l'installation des artisans d'art mais également en ouvrant les portes des ateliers au grand public.

Un partenariat actif existe déjà entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Ateliers d'art de France, notamment pour l'organisation du salon Ob'Art qui accueille depuis 2013 au Corum des artisans d'art locaux et venus de la France entière. Ce salon attire un public de curieux ou d'amateurs éclairés chaque année plus nombreux. L'ouverture de la « NEF » en 2015, rue de l'université, est également une vitrine prestigieuse pour les métiers d'art.

Il est majeur de conforter et valoriser les artisans d'art du territoire à l'échelle des trente et une communes de la Métropole. C'est pourquoi, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole soit candidate au label « Ville et Métiers d'art ».

Il s'agit d'un label national, créé en 1992 et qui réunit aujourd'hui 70 communes et groupements. Son but est de promouvoir les métiers d'art, facteurs d'animation et d'attractivité des villes. Le label est octroyé pour trois ans renouvelables.

L'obtention du label permettra à Montpellier Méditerranée Métropole d'adhérer à l'association Ville et Métiers d'art.

Cette association œuvre auprès du réseau de collectivités membres afin que soient mises en place des actions visant à :

- Favoriser le développement des métiers d'art dans la ville, notamment par l'aménagement d'ateliers d'accueil, la création de pépinières pour les jeunes créateurs, la mise en valeur de l'espace urbain (sculptures dans la ville, fontaines, signaux, sols et luminaires, espaces de jeux...),
- Assurer la pérennité des savoir-faire, musées, films, vidéos, éditions...,
- Développer le tourisme culturel : visites et circuits à thème, journées « portes ouvertes »,
- Favoriser les actions d'éveil en faveur des scolaires,
- Accompagner les actions de formation en faveur des professionnels.

La cotisation d'adhésion annuelle pour Montpellier Méditerranée Métropole est fixée en 2018 à 7 965 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Ville et Métiers d'art,
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31299-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, Rabii YOUSSEUS.

Excusés :

Geniès BALAZUN.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Montpellier Capital Santé - Pôle de compétitivité Eurobiomed - Accélérateur Go4biobusiness - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le pôle de compétitivité santé EUROBIOMED a pour objectif de contribuer au développement économique du territoire en favorisant l'innovation, en fédérant les entreprises, laboratoires publics, structures de formation et d'accompagnement, en mettant en place des actions de soutien au développement de la filière et de ses entreprises.

Dans cette optique et pour répondre aux nouveaux enjeux de la politique des pôles 3.0 (« usines à produits »), Eurobiomed a développé de nouveaux services aux entreprises de la santé tels que Cell Comp depuis 2014 et Go4biobusiness depuis 2016.

Si Cell Comp permet un accompagnement d'une entreprise à toutes les étapes de son développement (toutes les entreprises peuvent être accompagnées, sur des durées très variables, quel que soit le besoin, qu'il soit réglementaire, commercial, organisationnel, levée de fonds ...), Go4biobusiness est un accélérateur très sélectif qui va accompagner peu d'entreprises, à fort potentiel, pour en faire les pépites de demain à travers un programme d'accompagnement premium de 18 mois.

Cet accélérateur Go4biobusiness prévoit un accompagnement « VIP » par le pôle Eurobiomed et ses partenaires (BPI, SATT, incubateurs...), ainsi qu'un mentoring par un entrepreneur ou un investisseur du réseau tout au long de l'année. De plus, des prestations premium par des consultants experts – sélectionnés par le pôle selon les besoins des entreprises accélérées – sont délivrées, avec une logique de financement à risque (rémunération au succès). In fine l'objectif est de permettre des levées de fonds plus rapides et plus importantes, pour un amorçage plus efficace des projets et une accélération commerciale majeure.

Cet accélérateur se positionne dans un paysage où de nombreux accélérateurs généralistes existent mais très peu sont dédiés aux biotech et medtech, qui nécessitent des expertises particulières, qui plus est lors des phases précoces.

De plus, Go4BioBusiness n'est pas orienté par un grand groupe donneur d'ordre, comme le sont plusieurs autres accélérateurs, et mobilise l'ensemble de l'écosystème local.

Pour l'exercice 2018, Eurobiomed propose d'étendre le périmètre d'intervention de Go4BioBusiness, initialement déployé en Provence Alpes Côte d'Azur sur 2016-2017, au territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, où se concentre de nombreux acteurs de la filière Santé.

Le soutien à cet accélérateur aura un impact majeur en termes de développement économique avec notamment la création d'emplois, des levées de fonds sur le territoire et une visibilité importante de la Métropole grâce à la visibilité nationale dont bénéficie l'accélérateur.

Ce projet entre ainsi dans les objectifs stratégiques de Montpellier Capital Santé et permet à Montpellier Méditerranée Métropole de conforter sa place de leader dans la filière Santé.

Dans ce contexte, il est donc proposé de soutenir l'accélérateur Go4biobusiness porté par Eurobiomed, à hauteur de 15 000 € pour la promotion 2018-2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le versement d'une subvention de 15 000 € à Eurobiomed au titre de l'exercice 2018, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont disponibles au budget 2018, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

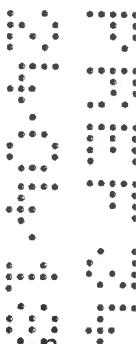
034-243400017-20180329-30783-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Rabii YOUSOUS.

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Industries Culturelles et Créatives (ICC) - Attribution de subventions dans le cadre de la semaine des ICC - Conventions - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole accueille sur son territoire plus d'une soixantaine d'acteurs du secteur des Industries Culturelles et Créatives (ICC), constituant un écosystème complet où sont représentés les entreprises, de la start-up au groupe international, les centres de formations et de recherches, les réseaux d'animation, les équipements mutualisés.

Considérant l'importance du secteur des ICC sur le territoire et son potentiel de croissance, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se positionner en tant qu'institution phare du domaine au plan national et international.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit son engagement auprès des entreprises et acteurs des ICC, avec notamment le soutien aux clusters et associations, la mise en place de rencontres entre entrepreneurs et chercheurs, mais également le projet de Cité Créative sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI).

Par ailleurs, un des enjeux majeurs du développement d'une filière ICC concerne le développement d'événements marquants qui permettent, notamment, d'assurer une visibilité, nationale et internationale, du territoire et de ses acteurs.

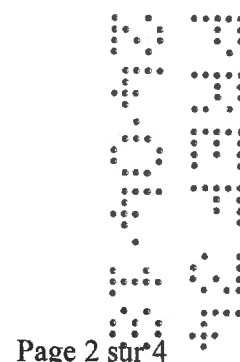
C'est dans ce contexte qu'a été impulsé le Montpellier Industries Culturelles et Créatives (MICC) qui se déroulera du 9 au 12 avril 2018.

L'objectif de cette semaine est de faire émerger une dynamique collective par et pour l'écosystème ICC autour d'ateliers, conférences, moments d'échanges entre les professionnels du secteur.

Un appel à idées a été adressé à ces acteurs pour les inviter à proposer un événement qui leur ressemble pendant cette semaine dédiée aux ICC.

Les projets proposés sont d'une grande diversité et ont en commun de créer un lien entre l'industrie, le numérique, l'économie et la culture.

Considérant l'intérêt de ces projets qui s'inscrivent pleinement dans la stratégie métropolitaine visant à renforcer le positionnement de territoire clé du secteur des ICC, il est proposé d'attribuer aux structures associatives impliquées des subventions visant à soutenir l'organisation de ces événements.



La répartition des financements proposés, par organisme et par projet, est la suivante :

Projet	Structure	Montant (€)
Forum des Industries Créatives (FIC)	Idate	24 880,00
Montpellier Ubisoft GaCha	Idate	9 960,00
Atelier Blender	APIFAPM	1 500,00
Conférence Isi Lab	Cellanova Org	1 100,00
Atelier Arcademie Tour des Etoiles	ECDC	1 500,00
A few second after darkness	NU Collectif (Nos Urgences Collectif d'artistes)	1 500,00
Braquage Sonore le Live	U-Structure Nouvelle	1 500,00
Conférence droits propriété intellectuelle	Le Garage Electrique	900,00
Sous-total Subventions		42 840,00

Le montant total des subventions proposées s'élève donc à 42 840 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions à hauteur de 42 840 euros aux différentes structures identifiées pour le soutien à l'organisation d'événements entrant dans le cadre du MICC entre le 9 et le 12 avril 2018,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31946-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



FINANCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Hervé MARTIN, Marie-Hélène SANTARELLI, Noël SEGURA.

Finances - Taux d'imposition des taxes directes locales pour 2018 - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Depuis la réforme de taxe professionnelle, la Métropole se prononce sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti et cotisation foncière des entreprises (CFE).

Les autres taxes transférées, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) et TAxe sur les Surfaces COMmerciales (TASCOM) se voient appliquer un taux national.

Les bases nettes d'imposition notifiées par la Direction Départementale des Finances Publiques le 27 mars dernier s'établissent comme suit :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 167 931 000 €,
- Taxe d'Habitation : 698 406 000 €,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 606 610 000 €,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 2 356 000 €.

En appliquant pour 2018 les taux identiques à 2017, soit une évolution de 0%, conformément aux engagements de stabilité de la fiscalité :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 36,58%,
- Taxe d'Habitation : 12,08%,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167%,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69%.

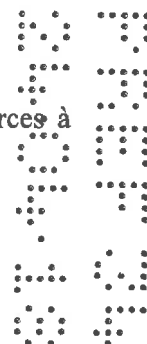
Le produit attendu s'élève à :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 61 429 160 €,
- Taxe d'Habitation : 84 367 445 €,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 1 013 039 €,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 134 056 €.

A titre d'information, la DDFIP (Direction Départementale des Finances Publiques) a également notifié les montants suivants :

- Allocations compensatrices : 5 695 808 €
- Taxe Additionnelle au Foncier Non Bâti : 729 313 €
- Impositions Forfaitaires sur les Entreprises de Réseaux : 1 958 688 €
- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises : 32 246 858 €
- Taxe sur les Surfaces Commerciales : 5 687 113 €

Par ailleurs, la Métropole est contributrice au Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources à hauteur de 18 616 655€.



Synthèse des produits prévisionnels 2018 :

Taxes	Bases d'imposition 2018	Taux d'imposition 2018	% d'évolution des taux en 2018	Produit d'imposition 2018 (en euros)
Taxe d'habitation	698 406 000 €	12,08%	0%	84 367 445 €
Taxe sur le Foncier Bâti	606 610 000 €	0,167%	0%	1 013 039 €
Taxe sur le Foncier Non Bâti	2 356 000 €	5,69%	0%	134 056 €
Cotisation Foncière des Entreprises	167 931 000 €	36,58%	0%	61 429 160 €
Total				146 943 700 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Cotisation Foncière des Entreprises à 36,58%,
- maintenir le taux de Taxe d'Habitation à 12,08%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Bâti à 0,167%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti à 5,69%,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 3 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

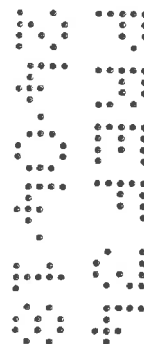
034-243400017-20180329-31805-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Marie-Hélène SANTARELLI.

Finances - Taux d'imposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) pour 2018 - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Conformément aux engagements de stabilité de la fiscalité, Montpellier Méditerranée Métropole maintient son taux d'imposition en 2018 au niveau de 2017 soit 11,25%. Les bases nettes de TEOM notifiées par la DDFIP (Direction Départementale des Finances Publiques) s'élèvent à 627 420 168€. Le produit attendu à taux constant s'élève à 70 584 769 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11,25%,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 3 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 3 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31809-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Marie HÉLÈNE SANTARELLI.

Hors commission - Participation au salon The web conférence à Lyon du 23 au 27 avril 2018 - Autorisation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie de soutien et d'accompagnement aux entreprises innovantes, reconnue au niveau national et international.

Dans ce cadre, il est proposé d'accompagner des startups de la French Tech Montpellier à la « Web conférence » qui se déroulera à Lyon du 23 au 27 avril 2018.

Cette conférence internationale du web réunit en moyenne plus de 2 500 participants (décideurs, chercheurs, experts, chefs d'entreprises et institutionnels) de 60 nationalités.

Elle a par exemple « propulsé » Larry Page et Sergey Brin, les fondateurs de Google en 1998.

Organisée à Perth en 2017 et à Montréal en 2016, cette conférence constitue une occasion unique pour les startups web de la French Tech pour se valoriser sur la scène internationale en matière de Recherche et Développement (R&D).

Lors de cet événement, les startups pourront bénéficier de deux canaux majeurs pour présenter leurs travaux, prototypes, produits et faire rayonner leur « savoir-faire », à la fois scientifique et entrepreneurial sur le web :

- l'espace « showroom » avec la présence de stands,
- les conférences.

La French Tech nationale sera présente lors de cet événement avec les objectifs stratégiques suivants :

- offrir une vitrine internationale aux « Scale Up » française auprès des internationaux,
- offrir un pont entre le monde scientifique et économique,
- valoriser la R&D française auprès de la communauté internationale d'innovation et des journalistes.

Dans ce cadre, un stand French Tech national sera proposé au sein d'un espace « Village ». Celui-ci permettra d'accueillir des startups des différents territoires French Tech, dont Montpellier, qui pourront exposer chaque jour sous une bannière commune et nationale « La French Tech ».

Les entreprises ciblées sont des entreprises bénéficiaires du Pass french Tech, des « Scale Up » en hyper croissance axées sur la R&D comme relais de croissance ou des startups accompagnées par les SATT ou issues de laboratoire de recherche et Universités.

Au regard de l'intérêt de permettre à des startups de la French Tech Montpellier d'être présentes, il est proposé de soutenir financièrement la participation de trois startups maximum de Montpellier à ce salon et sur le village French Tech, à hauteur maximale de 1 000 euros TTC par startup (pour la contribution financière à la participation).

Pour ces startups, Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais d'exposition et de conférence sur présentation des factures acquittées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge financière partielle de la participation au salon d'entreprises de la French Tech Montpellier pour un budget global maximal de 3 000 € TTC ;
- approuver les conditions de remboursement applicables aux entreprises ;
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 1 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-32654-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Marie Hélène SANTARELLI.

Hors commission - Chambre Régionale des Comptes Occitanie - Montpellier Méditerranée Métropole - Notification d'avis relatif à la saisine du GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) - Information

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En application de l'article L.1612-19 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de Métropole doit être tenu informé, dès sa plus proche réunion, de l'avis rendu par la Chambre Régionale des Comptes Occitanie le 1^{er} février 2018 concernant la saisine du GUSO (guichet unique du spectacle occasionnel), relatif au règlement d'une somme de 8362,10 € correspondant à 147 dossiers au titre du principal des cotisations et des majorations.

La Chambre constate dans cet avis, que la créance dont l'inscription était demandée par le GUSO, a été acquittée par la Métropole, et qu'il n'y a pas lieu de se prononcer sur le caractère obligatoire de la dépense. L'avis rendu par la Chambre et joint en annexe de la délibération, fait l'objet d'une publication par affichage à l'hôtel de Métropole, conformément à l'article R.1612-18 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre connaissance de l'avis rendu par la Chambre Régionale des Comptes Occitanie, portant sur la saisine du GUSO (guichet unique du spectacle occasionnel) ;
- prendre acte de la transmission de l'avis à l'assemblée délibérante et de l'affichage de cet avis.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30699-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Avis de la CRC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Deuxième section

DOSSIER CB N° 2018-34-001

GUSO c/ Montpellier Méditerranée Métropole

N° codique : 034021 993

Département de l'Hérault

*Article L. 1612-15
du code général des collectivités territoriales*

AVIS

LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES OCCITANIE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612-15, L. 1612-19 et R. 1612-32 à R. 1612-38 ;

Vu le code des juridictions financières, notamment son article L. 232-1 ;

Vu les lois, décrets et règlements relatifs aux budgets des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Vu les arrêtés du 18 décembre 2017, du président de la chambre régionale des comptes Occitanie, n° 2018-02 relatif aux formations de délibéré et n° 2018-03 relatif aux attributions des sections et autres formations délibérantes ;

Vu le bordereau d'envoi du 3 janvier 2018 enregistré le 8 janvier 2018 au greffe de la chambre par lequel le président de la chambre régionale des comptes Hauts de France a transmis au président de la chambre régionale des comptes Occitanie la lettre du chef d'unité du guichet unique pour le spectacle vivant (GUSO) du 15 décembre 2017 par laquelle il demandait, sur le fondement de l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales, la reconnaissance comme dépense obligatoire de la créance de 8 362,10 € qu'il détient sur Montpellier Méditerranée Métropole pour des cotisations, contributions sociales et majorations de retard ;

Vu la lettre du 9 janvier 2018 par laquelle le président de la chambre régionale des comptes Occitanie a invité le président de Montpellier Méditerranée Métropole à faire connaître ses observations et la réponse de ses services du 18 janvier 2018 ;

Ensemble les pièces à l'appui de la saisine et celles produites au cours de l'instruction ;

Vu les conclusions du procureur financier près la chambre régionale des comptes Occitanie ;

Après avoir entendu Mme Hélène MOTUEL-FABRE, présidente de section, en son rapport ainsi que M. Denys ECHENE, représentant du ministère public, en ses observations ;

ÉMET L'AVIS SUIVANT :

Sur la recevabilité de la saisine

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales : « Ne sont obligatoires pour les collectivités territoriales que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé. La chambre régionale des comptes saisie, soit par le représentant de l'État dans le département, soit par le comptable public concerné, soit par toute personne y ayant intérêt, constate qu'une dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget ou l'a été pour une somme insuffisante. Elle opère cette constatation dans le délai d'un mois à partir de sa saisine et adresse une mise en demeure à la collectivité territoriale concernée (...) » ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R. 1612-34 du code général des collectivités territoriales : « la chambre régionale des comptes se prononce sur la recevabilité de la demande. Elle constate notamment la qualité du demandeur et, s'il y a lieu, l'intérêt qu'il a à agir » ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 7122-22 du code du travail, les collectivités locales doivent déclarer au guichet unique du spectacle occasionnel (GUSO) les salariés qu'ils engagent lors de spectacles vivants ;

CONSIDÉRANT que les déclarations et les cotisations et contributions sociales sont exigibles au plus tard quinze jours après la fin du contrat de travail et qu'il est appliqué une majoration de retard de 6 % du montant des cotisations et contributions qui n'ont pas été versées à la date d'exigibilité ; que cette majoration est augmentée de 1 % du montant des cotisations et contributions dues par mois ou fraction de mois écoulé, après l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date limite d'exigibilité des cotisations et contributions, conformément à l'article L. 133-9-2 du code de la sécurité sociale ;

CONSIDÉRANT que le GUSO a intérêt à demander l'inscription au budget de Montpellier Méditerranée Métropole des crédits nécessaires au règlement d'une somme de 8 362,10 €, correspondant à 147 dossiers au titre du principal des cotisations et des majorations de retard que celle-ci devrait au GUSO ; que le chef de l'unité GUSO concernée, délégataire du directeur a qualité pour saisir la chambre régionale des comptes en vue de cette inscription ;

CONSIDÉRANT que cette demande est motivée et chiffrée ;

CONSIDÉRANT que les dernières pièces nécessaires au traitement de la saisine, au sens de l'article R. 1612-16 du code général des collectivités territoriales, ont été enregistrées au greffe de la chambre le 15 janvier 2018 ; qu'en conséquence, la saisine doit être considérée comme complète à compter de cette date ;

Sur la créance alléguée

CONSIDÉRANT que le président de Montpellier Méditerranée Métropole a, par sa réponse susvisée du 18 janvier 2018, informé la chambre que la somme de 8 362,10 € avait été

mandatée par ses services au profit du GUSO ; que le mandat n° 34 émis le 19 janvier 2018 a été payé au GUSO le 24 janvier suivant ;

PAR CES MOTIFS :

- 1) **DÉCLARE** la saisine recevable ;
- 2) **CONSTATE** que la créance dont l'inscription était demandée ayant été acquittée, il n'y a pas lieu de se prononcer sur le caractère obligatoire de la dépense ;
- 3) **RAPPELLE** au président de Montpellier Méditerranée Métropole qu'en application de l'article R. 1612-18 du code général des collectivités territoriales, le présent avis de la chambre doit être publié, dès sa réception, sous sa responsabilité, par affichage ou insertion dans un bulletin officiel ; qu'en application du 1^{er} alinéa de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales, le conseil de métropole doit être tenu informé, dès sa plus proche réunion, de l'avis rendu par la chambre.

Le présent avis sera notifié au préfet du département de l'Hérault, au président de Montpellier Méditerranée Métropole, au directeur du GUSO et une ampliation sera adressée au directeur des finances publiques du département de l'Hérault.

Délibéré à Montpellier le 1^{er} février 2018.

Présents : Mme Paule GUILLOT, vice-présidente, présidente de séance,
M. Mickaël DUWOYE, premier conseiller,
Mme Hélène MOTUEL-FABRE, présidente de section, rapporteure.

La présidente de section, rapporteure

Pour le président et par délégation,
la vice-présidente



Hélène MOTUEL-FABRE



Paule GUILLOT

En vertu de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif relevant du siège du défendeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Marie Hélène SANTARELLI.



Le Président

envoi dématérialisé

Le - 2 FEV. 2018

Dossier suivi par : Hélène MOTUEL-FABRE
T 04 67 20 73 01
helene.motuel-fabre@crtc.ccomptes.fr

Réf. : GR / 18 / 02 4 C
CB n° 2018-34-001

Objet : Saisine de la chambre régionale des comptes
Article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales

P.J. : 1

Monsieur le Président,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, à titre de notification, l'avis rendu par la chambre régionale des comptes le 1^{er} février 2018 à la suite de la saisine du GUSO du 15 décembre 2017.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Président et par délégation,
la Vice-Présidente,

Paule GUILLOT

Monsieur le Président
de Montpellier Méditerranée Métropole
50 Place Zeus
34000 MONTPELLIER

Dossier suivi par Caroline KNAPP LUQUET
c.knapp-luquet@montpellier3m.fr

Hors commission - Organismes extérieurs - Actualisation des représentations de Montpellier Méditerranée Métropole - Désignations

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Il est proposé d'actualiser les représentations de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des organismes suivants :

- le comité de bassin Rhône-Méditerranée de l'Agence de l'Eau ;
- Montpellier Danse.

En effet, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES étant désormais Vice-présidente déléguée au Service public de l'Eau et de l'Assainissement, il convient de modifier la représentation de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de cette instance.

D'autre part, il convient de remplacer une personnalité qualifiée représentant Montpellier Méditerranée Métropole au sein de Montpellier Danse.

Le Président propose les candidatures suivantes:

- Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en remplacement de Monsieur René REVOL pour le comité de bassin Rhône-Méditerranée de l'Agence de l'Eau ;
- Monsieur Patrick MALAVIEILLE en remplacement de Monsieur Michel MIAILLE pour Montpellier Danse.

Madame Isabelle TOUZARD, au nom du groupe de Coopération Métropolitaine, propose la candidature de Monsieur René REVOL pour le comité de bassin Rhône-Méditerranée de l'Agence de l'Eau.

Pour Montpellier Danse, aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil décide de procéder à ces désignations par un vote à main levée.

A l'issue du vote, réalisé en deux temps :

- Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est élue comme représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du comité de bassin Rhône-Méditerranée de l'Agence de l'Eau avec 61 voix, la candidature de Monsieur René REVOL ayant recueilli 19 voix, 8 élus s'étant abstenus.
- Monsieur Patrick MALAVIEILLE est élu à l'unanimité des exprimés, avec 86 voix pour, 2 élus s'étant abstenus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31714-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLE, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Marie-Hélène SANTARELLI.

Hors commission - Commissions du Conseil de Métropole - Modification - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la composition des commissions telle qu'annexée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31880-DE

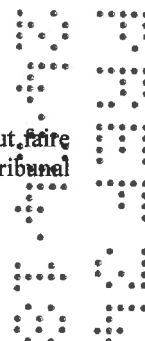
Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Tableau Commissions_MàJConseil du 29-03-2018 vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut, faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Composition des Commissions

Conseil de Métropole

Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	GABORIT	France	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	NAZET MARSON	Magali	Jacou
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	GREPINET	Alain	Juvignac
CASSAR	Michèle	Pignan	ANDREU	Francis	Lattes
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	LUZY	Hélène	Le Crès
LLORET	Eliane	Sussargues	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Agro-écologie et alimentation

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
MICHEL	Béatrice	Juvignac	ESCURET	Serge	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	VINDOLET	Thierry	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
RAYMOND	Joël	Montaud	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	VIDAL	Maurice	Cournonsec
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Cournonterral
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	LACHENAL	Renaud	Grabels
PELLET	Yvon	Saint Geniès des Mourgues	MARINES	Jean François	Grabels
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	BAUDOUIN	Christine	Jacou
LLORET	Eliane	Sussargues	PLANCKE	Nicole	Lattes
			PERVENT	Paloma	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
			SANICOS	Claire	Le Crès
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MAYOUX	Laurent	Murviel-lès-Montpellier
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			EYOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			BERNON	Jean	Saussan
			FERRARA-MARTOS	Virginie	Villeneuve-lès-Maguelone
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations,
insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	SUAY	Régine	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
BUONO	Rosy	Lattes	MAINADIER	Solange	Castries
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	BARON	Monique	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	BREDA	Isabelle	Cournonsec
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrègues
MALEK	Jérémie	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
HART	Clare	Montpellier	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
RICO	Jean-Pierre	Pérols	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juvignac
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			TUAL	Daniel	Juvignac
			LACOMBE	Guy	Lattes
			PACE	Hélène	Lattes
			ROUBEAU	Sébastien	Le Crès
			DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			GUZZAGALOPPA	Ludovic	Prades-le-Lez
			ORRICO	Patricia	Prades le Lez
			ZIRAoui	Samira	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			VESSIOT	Arlette	Saint Jean de Védas
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			MARES	Danièle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Culture

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	GUY	Philippe	Castelnau-le-Lez
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	GREPINET	Daniel	Castelnau-le-Lez
BONNAL	Pierre	Le Crès	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
BARRAL	Guy	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUGGIERO	Jean-Marc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
DANAN	Perla	Montpellier	FRANCES	Trinité	Courmonterral
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	PRIVAT	Serge	Courmonterral
LARUE	Alex	Montpellier	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
LEVY-RAMEAU	Chantal	Montpellier	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
MIRALLES	Patricia	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
TRAVIER	Bernard	Montpellier	CARITEY	Jean-Michel	Jacou
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	ROESCH	Laurent	Juvignac
FRECHE	Julie	Montpellier	BATIVELLI	Jacques	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	FRAISSE	Dély	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	GAILLET	Murielle	Le Crès
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			GROS	Emilie	Montaud
			DE MONTLAUR	Georges	Montaud
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			LIZA	Nicole	Montpellier
			ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
			BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier-sur-Lez
			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			GIMENEZ	Véronique	Pigan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Geniès des Mourgues
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			NICOLAS	Pierre	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Saussan
			SALLES	Régine	Vendargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Développement économique, enseignement supérieur et recherche,
innovation, artisanat**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	PERRIER	Thierry	Baillargues
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	VAN PEETERSSEN	Anne	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Gilbert	Castries	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BRISARD	Bernadette	Clapiers
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	VIDAL	Maurice	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
RAYMOND	Joël	Montaud	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
MARION	Chantal	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
BRISAUD	Anne	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
COTTE	Robert	Montpellier	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
NAVARRÉ	Caroline	Montpellier	CAUSIN	Laurent	Le Crès
DANAN	Perla	Montpellier	CHAMPAY	Stéphane	Le Crès
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	PINTARD	Céline	Le Crès
LARUE	Alex	Montpellier	JEAN	Bernard	Le Crès
HART	Clare	Montpellier	MARTIN-PRIVAT	Dominique	Montpellier
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
COUR	Christophe	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
DEMON	Véronique	Montpellier	MATTERA	Patrick	Pignan
PEREZ	Véronique	Montpellier	BERTOY	Françoise	Pérols
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
JAUL	Laurent	Saint-Brès	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DABONNEVILLE	Thibault	Saint-Brès
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			PAGES	Céline	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint-Geniès-des-Mourgues
			COEURVILLE	André	Saint Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Energie et transition énergétique

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Courmonsec	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ESCURET	Serge	Castries
BONNAL	Pierre	Le Crès	NOEL	Thierry	Clapiers
BRISSAUD	Anne	Montpellier	TEISSIER	Michel	Cournonterral
COUR	Christophe	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrègues
DASYLVA	Titina	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
QUILES	Thierry	Pignan	BRAEMER	Luc	Juvignac
RICO	Jean-Pierre	Pérols	GRAVIER	Eugène	Juvignac
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LACOMBE	Guy	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	PETIT	François	Lavérune
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			MOUTOU BAZIN	Valérie	Montferrier-sur-lez
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loic	Saint Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			KEUSCH	Vanessa	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Finances

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SOULIER	Alain	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	GABORIT	France	Clapiers
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Castries	GUIZARD	Christian	Cournonterral
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	AUFRANC	Thierry	Grabels
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	NAZET MARSON	Magali	Jacou
CALVAT	Renaud	Jacou	GREPINET	Alain	Juvignac
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	MARTIN	Eliane	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	PEREZ	Michel	Lavérune
BONNAL	Pierre	Le Crès	JEAN	Bernard	Le Crès
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	ROUVE	Pierre-Yves	Le Crès
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	ANGELVIN	Céline	Montaud
COUR	Christophe	Montpellier	CABAS	Marie-Hélène	Montferrier-sur-Lez
LEVITA	Max	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier-sur-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	RASSAT	Thibault	Montpellier
BRISAUD	Anne	Montpellier	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-lès-Montpellier
DASYLVA	Titina	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérois
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	BARDIN	Isabelle	Pignan
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-le-Lez
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	DOMENECH	Jean-Marie	Restinclières
PELLET	Yvon	Saint-Geniès-des Mourgues	MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
GUIRAUD	Isabelle	Saint Jean de Védas	ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint-Geniès-des Mourgues
			CARMONA	Robert	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			VIDAL	Fanny	Saussan
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
PASTOR	Eric	Lattes	ALLOUCH	Jean-Philippe	Castelnau-le-Lez
BONNAL	Pierre	Le Crès	DALAINÉ	François	Castries
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
MALEK	Jérémie	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
NAVARRÉ	Caroline	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	GINE	Martine	Cournonterral
			EHRlich	Célia	Grabels
			BONNET	Marie-France	Jacou
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ACQUAVIVA	Marcel	Lattes
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			PIOCH	Daniella	Montferrier-sur-lez
			AYACHE	Sophia	Montpellier
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			SIRVEN	Françoise	Saint-Drézéry
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Logement

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
BUONO	Rosy	Lattes	CHALME	Sophie	Grabels
DONADA	Carole	Lattes	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BONNET	Marie-France	Jacou
PASTOR	Eric	Lattes	BRAEMER	Luc	Juvignac
BONNAL	Pierre	Le Crès	MERLET	Hélène	Juvignac
COUR	Christophe	Montpellier	LENOIR	Philippe	Lavérune
DRAY-FITOUSSI	Michèle	Montpellier	DI GRAZIA	Chantal	Le Crès
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
MALEK	Jérémie	Montpellier	MAVEL	Catherine	Montaud
COTTE	Robert	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	CONESA	André	Pérols
VERA	Joël	Saussan	MIRAULT	Xavier	Pérols
LLORET	Eliane	Sussargues	MORETEAU	Colette	Pérols
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Maguelone	RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			ORRICO	Patricia	Prades-le-Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades-le-Lez
			ZIRAOU	Samira	Prades-le-Lez
			BOUISRI	Rosa	Saint-Brès
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			AUBRY	Anne	Saint-Drézéry
			MARTIN-LAVAL	Bruno	Saint Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	Saint Jean de Védas
			AMIEL	Anne	Saint Georges d'Orques
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès-Maguelone
			DONATIEN-GARNICA	Florence	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Participation citoyenne, performance et
évaluation des politiques publiques**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau-le-Lez
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	EHRlich	Célia	Grabels
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	FLACHER	Bruno	Grabels
BODKIN	Maud	Montpellier	NAZET-MARSON	Magali	Jacou
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ROQUES	Michel	Juvignac
CASTRE	Gérard	Montpellier	VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
HART	Clare	Montpellier	ANDREU	Francis	Lattes
RICO	Jean-Pierre	Pérols	JEAN	Bernard	Le Crès
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			RASSAT	Thibault	Montpellier
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	RIBEIRO	David	Baillargues
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	GINE	Martine	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTY	Robert	Cournonsec
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
BRISAUD	Anne	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
COUR	Christophe	Montpellier	DIVET	Jean Pierre	Grabels
DEMON	Véronique	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	LEMAIRE	Yannick	Grabels
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MOULIN	Gaby	Jacou
MALEK	Jérémie	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
MARION	Chantal	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	MODOT	Bernard	Lattes
BALAZUN	Geniès	Restinclières	LENOIR	Philippe	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	PERVENT	Paloma	Lavérune
VERA	Joël	Saussan	CARBONELL	Gérard	Le Crès
LLORET	Eliane	Sussargues	LUZY	Hélène	Le Crès
			MILOSZYK	Francis	Le Crès
			MAVEL	Catherine	Montaud
			BERTHET	Alain	Montferrier-sur-Lez
			EHRET	Isabelle	Montferrier-sur-lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALARD	Alain	Murviel-lès-Montpellier
			CONESA	André	Pérols
			DELTOUR	Benoît	Pérols
			GALINIER	Denis	Pignan
			ZUMBIHL	Robert	Prades-le-Lez
			LECERF	Dominique	Restinclières
			LE ROLLE	Jean-Marie	Saint-Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			VALENTIN	Guy	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
			BASTIDE	Laurent	Saint Geniès des Mourgues
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			GADAY	Ghyslain	Saint Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	Saint Jean de Védas
			TERRAL	Didier	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
REVOL	René	Grabels	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
DONADA	Carole	Lattes	MARTY	Robert	Cournonterral
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	FAUCHARD	Alain	Fabrigues
MEUNIER	Cyril	Lattes	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	PAGES	Jean-Louis	Grabels
BONNAL	Pierre	Le Crès	RUF	Thierry	Jacou
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
CASSAR	Michelle	Pignan	PLANCKE	Nicole	Lattes
QUILES	Thierry	Pignan	LOPEZ	Lionel	Lattes
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	PETIT	François	Lavérune
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MILOSZYK	Francis	Le Crès
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
			COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			DEVOISSELLE	Brigitte	Montferrier-sur-lez
			PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
			CHARDES	Mylène	Montpellier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			RIGUIDEL	Gérard	Pérois
			BERTAUD	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			RASCALOU	Max	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	DUTAU	Gilles	Clapiers
PASTOR	Gilbert	Castries	MARAVAL	Françoise	Cournonsec
REVOL	René	Grabels	PISCOT	Marc	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	GRIZARD	Christian	Cournonterral
MEUNIER	Cyril	Lattes	SOUVEYRAS	Christian	Fabrigues
BONNAL	Pierre	Le Crès	JOURDAN	Nicolas	Jacou
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	GRAVIER	Eugène	Juignac
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
BRISAUD	Anne	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
COUR	Christophe	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	DE MONTLAUR	George	Montaud
TOUZARD	Isabelle	Murviel-les-Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
QUILES	Thierry	Pignan	ALBERNHE	Luc	Montpellier
GANIEL	Isabelle	Pérols	ASSIE	Rémi	Montpellier
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	HALUSKA	Vincent	Montpellier
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CINÇON	Sylvie	Pignan
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	MALEK	Jean-Marc	Pérols
			BERTHELOT	Raphaël	Prades-le-Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			SOUSSEN	Alain	Restinclières
			QUESNOY	Mylène	Saint-Drézéry
			VILLAR	Gisèle	Saint Geniès des Mourgues
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	Saint Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	Saint Jean de Védas
			GRENIER	Bernard	Sausan
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BONNAL	Pierre	Le Crès	CHASSING	Philippe	Castelnau-le-Lez
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	PAPE	Luisa	Castelnau-le-Lez
JAUL	Laurent	Saint-Brès	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
			AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
			ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
			CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
			LIATIM	Aïcha	Cournonsec
			SAVIO	Laurent	Cournonsec
			SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
			MIRAL	André	Jacou
			ROQUES	Michel	Juvignac
			VIGNERONS	Emmanuelle	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CASTILLO	Sandrine	Lavérune
			SALOMON	Samira	Montpellier
			BEAULIEU	Hélène	Prades-le-Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERLIN	Didier	Saint Jean de Védas
			PUJOL	Roger	Vendargues
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Relations Internationales, Tourisme, parcs d'activité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	BRISARD	Bernadette	Clapiers
BONNAL	Pierre	Le Crès	FRANCES	Trinité	Courmonterral
BARRAL	Guy	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BOUROUIBA	Nachida	Jacou
COUR	Christophe	Montpellier	MARGUERITTE	Martine	Lattes
DANAN	Perla	Montpellier	MIFSUD	Nathalie	Lattes
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DE MONTLAUR	George	Montaud
LLORET	Eliane	Sussargues	MARTINEZ	Isabelle	Montaud
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	TOUTAIN	Elisabeth	Montferrier-sur-lez
			HASARD	Françoise	Murviel-lès-Montpellier
			MATTERA	Patrick	Pignan
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques

Commission Ressources Humaines

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	NOEL	Thierry	Clapiers
BUONO	Rosy	Lattes	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	GUIZARD	Christian	Cournonterral
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	AUFRANC	Thierry	Grabels
BARRAL	Guy	Montpellier	MARINES	Jean-François	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
EL KANDOUSSI	Abdi	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			LUZY	Hélène	Le Crès
			BARRENECHEA	Yolande	Saint-Brès
			BAECKEROOT	Marie-Hélène	Saint-Drézéry
			ARQUILIERE	Anne-Marie	Saint Geniès des Mourgues
			SCHULIAR	Christian	Saint Georges d'Orques
			VALETTE	Martine	Saint Georges d'Orques
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sécurité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	MIRAL	André	Jacou
BODKIN	Maud	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
PENSO	Eric	Clapiers	TUAL	Daniel	Juvignac
BONNAL	Pierre	Le Crès	ANDREU	Francis	Lattes
PANOS	Marie-Christine	Le Crès	HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	CINÇON	Sylvie	Pignan
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	MARCO	Joseph	Pignan
BRISAUD	Anne	Montpellier	WASSELIN	Michèle	Pignan
CASTRE	Gérard	Montpellier	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
COUR	Christpohe	Montpellier	BERTAUD	Xavier	Sussargues
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier			
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier			
MIRALLES	Patricia	Montpellier			
SANTARELLI	Marie-Hélène	Montpellier			
CASSAR	Michelle	Pignan			
JAOL	Laurent	Saint-Brès			

Commission Service public de l'eau et de l'assainissement

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MOYNIER	Arnaud	Beaulieu	SIGAUD	Gérard	Castelnau-le-Lez
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-Lez	VINDOLET	Thierry	Clapiers
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	PISCOT	Marc	Cournonsec
ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues	VIDAL	Maurice	Cournonsec
REVOL	René	Grabels	FLACHER	Bruno	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
MICHEL	Béatrice	Juvignac	RUF	Thierry	Jacou
DONADA	Carole	Lattes	GRAVIER	Eugène	Juvignac
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	LENOIR	Philippe	Lavérune
MEUNIER	Cyril	Lattes	PETIT	François	Lavérune
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	MILOSZYK	Francis	Le Crès
BONNAL	Pierre	Le Crès	PINTARD	Céline	Le Crès
RAYMOND	Joël	Montaud	COMBALBERT-VERNIS	Jean-Sylvain	Le Crès
FRAYSSE	Michel	Montferrier-sur-Lez	PHILIPON	Pierre	Montaud
BRISAUD	Anne	Montpellier	ALBERNHE	Luc	Montpellier
KRZYZANSKI	Pascal	Montpellier	ASSIE	Rémi	Montpellier
TOUZARD	Isabelle	Murviel-lès-Montpellier	LITTON	Michel	Pérois
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	PELLET	Marc	Pérois
GIANIEL	Isabelle	Pérois	KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
GALABRUN-BOULBES	Jackie	Saint-Drézéry	SOUSSEN	Alain	Restinclières
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	ROUDIL	Marc	Saint-Brès
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sports et Traditions sportives

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
BONNAL	Pierre	Le Crès	VANGREVELYNGHE	Patricia	Baillargues
ABERT	Fabien	Montpellier	ALZAS	Thierry	Castelnau-le-Lez
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-le-Lez
BRISSAUD	Anne	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MARTIN	Hervé	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
JAUL	Laurent	Saint-Brès	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	CARNET	Olivier	Courmonterral
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CRAYSSAC	Dominique	Fabrigues
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	CARRERE	Véronique	Grabels
			CELIE	Christophe	Grabels
			GALANT	Christine	Grabels
			COMBETTES	Michel	Jacou
			BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
			ANDREU	Francis	Lattes
			JOUE	Régis	Lattes
			BILLETTE	Patrick	Lavérune
			CHAVANCE	Maxime	Le Crès
			HEULOT	Yann-Eric	Le Crès
			ANDRE	Jean-Michel	Le Crès
			CAUSIN	Laurent	Le Crès
			MARIN	Lionel	Le Crès
			PINTARD	Céline	Le Crès
			RUZ	Jacques	Montferrier-sur-Lez
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			NIVESSE	Patricia	Pérols
			MESSINA	Gaspard	Pignan
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades-le-Lez
			ARCOS	Isabel	Restinclières
			LECOESTER	Séverine	Saint-Brès
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			MELLINAS	Patricia	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			MERCIER	Philippe	Saint-Drézéry
			CHOMEL	Chantal	Saint Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			RUST	Albert	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FASSIO	Isabelle	Saint Jean de Védas
			TRINDADE	José	Saint Jean de Védas
			VIGROUX	Christine	Saussan
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			RASCALOU	Maxime	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			CREPIN	Jean-Yves	Villeneuve-lès-Maguelone

**Commission Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité,
culture scientifique et technique**

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BUONO	Rosy	Lattes	DALAINÉ	François	Castries
BONNAL	Pierre	Le Crès	VINDOLET	Thierry	Clapiers
BARTHAS-ORSAL	Valérie	Montpellier	KRETZ	Catherine	Grabels
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
COUR	Christophe	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
ROUSSEL-GALIANA	Brigitte	Montpellier	PLANCKE	Nicole	Lattes
AUDRIN	Jean-François	Saint Georges d'Orques	MILOSZYK	Francis	Le Crès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	DE MONTLAUR	George	Montaud
LLORET	Eliane	Sussargues	SALOMON	Samira	Montpellier
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	GUILLIANELI	Anne-Marie	Pérols
			CINÇON	Sylvie	Pignan
			JAUMES	Sylvie	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	Saint-Drézéry
			PAINTRAND	Jean-François	Saint Jean de Védas
			RASCALOU	Max	Vendargues

Commission Transports et Mobilité

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-le-Lez	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrigues	CARNET	Olivier	Cournonterral
JABADO	Claire	Grabels	PAGES	Jean-Louis	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	JOURDAN	Nicolas	Jacou
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	TUAL	Daniel	Juvignac
PASTOR	Eric	Lattes	LACOMBE	Guy	Lattes
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LOPEZ	Lionel	Lattes
BONNAL	Pierre	Le Crès	MARTIN	Eliane	Lattes
BOUALLAGA	Sabria	Montpellier	PERVENT	Paloma	Lavérune
BRISSAUD	Anne	Montpellier	CARBONELL	Gérard	Le Crès
COUR	Christophe	Montpellier	MILOSZYK	Francis	Le Crès
DASYLVA	Titina	Montpellier	PHILIPON	Pierre	Montaud
DOMERGUE	Jacques	Montpellier	PROSPERI	Jean-Marie	Montferrier-sur-lez
EL KANDOSSI	Abdi	Montpellier	CHARDES	Mylène	Montpellier
KERANGUEVEN	Sonia	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	BOULET	Serge	Murviel-lès-Montpellier
TORTORICI	Sauveur	Montpellier	WASSELIN	Michèle	Pignan
CASSAR	Michelle	Pignan	CINÇON	Sylvie	Pignan
RICO	Jean-Pierre	Pérols	LEIENDECKERS	Jean-Marc	Pérols
GIANIEL	Isabelle	Pérols	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
LUSSERT	Jean-Marc	Prades-le-Lez	KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
JAUL	Laurent	Saint-Brès	SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	LE BLEVEC	Loïc	Saint-Drézéry
LLORET	Eliane	Sussargues	HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	Saint Jean de Védas
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Voirie, espace public

Elus métropolitains			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau-le-Lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-Lez
GRAND	Jean-Pierre	Castelnau-le-Lez	ESCURET	Serge	Castries
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	BASCOUL	Julien	Clapiers
CAIZERGUES	Roger	Lavérune	LIATIM	Aïcha	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	NURIT	Gilles	Cournonsec
BRISAUD	Anne	Montpellier	PISCOT	Marc	Cournonsec
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	JUEN	Claude	Fabrigues
MALEK	Jérémie	Montpellier	OLIVARES	Jean-Pierre	Grabels
YOUSSEUS	Rabii	Montpellier	PAGES	Jean-Louis	Grabels
COUR	Christophe	Montpellier	JOURDAN	Nicolas	Jacou
CASSAR	Michèle	Pignan	GRAVIER	Eugène	Juvignac
BALAZUN	Géniès	Restinclières	ANDREU	Francis	Lattes
PELLET	Yvon	Saint Genies des Mourgues	LOPEZ	Lionel	Lattes
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	MARTIN	Eliane	Lattes
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	PERVENT	Paloma	Lavérune
			PAU	Brigitte	Le Crès
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			BOURELLY	Michel	Montferrier-sur-Lez
			JAMME	Alain	Montferrier-sur-Lez
			ALBERNHE	Luc	Montpellier
			ASSIE	Rémi	Montpellier
			SALOMON	Samira	Montpellier
			GALINIER	Denis	Pignan
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades-le-Lez
			ROUDIL	Marc	Saint-Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	Saint-Drézéry
			COEURVEILLE	André	Saint Georges d'Orques
			HARDEMAN	Jean	Saint Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	Saint Georges d'Orques
			SCHMITT	Jérôme	Saint Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	Saint Jean de Védas
			SCIALOM	Daniel	Saint Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Renaud CALVAT, Clare HART.

Hors commission - Mission d'information et d'évaluation sur la mise en œuvre du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole - Élection des membres

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Lors de sa séance du 22 février dernier, le Conseil de Métropole a décidé de créer une Mission d'Information et d'Evaluation concernant la mise en œuvre du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole.

A la demande des 18 élus signataires du courrier sollicitant sa création, elle aura pour mission d'évaluer de façon précise :

- « le déploiement de la coopérative de services à destination des communes en analysant tant la mise en commun des services ouverts aux communes que la coordination sur des champs partagés,
- la démarche de rapprochement progressif des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole, sous l'angle de la mise en place des services communs, et sous l'angle des fonctions supports partagées, [...] ».

En application du règlement intérieur, elle sera composée de 10 membres titulaires.

La durée de la mission, hors procédure contradictoire définie à l'article 9 du règlement intérieur, a été établie à 3 mois mais pourra être prolongée si nécessaire.

L'assemblée délibérante, lors de la séance susvisée a décidé de procéder à l'élection de ces 10 élus au scrutin secret à la proportionnelle au plus fort reste, afin de respecter au mieux les principes de représentativité et de proportionnalité définis par la loi.

Elle a fixé les conditions suivantes de dépôt des listes :

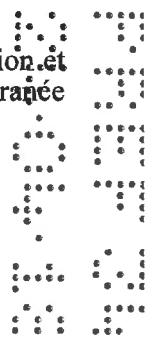
- les listes devront être déposées contre récépissé à la permanence du service courrier de la Direction du Secrétariat Général à l'Hôtel de Métropole, 50 place ZEUS à Montpellier ou, parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction du Secrétariat Général, service de l'Assemblée de Montpellier Méditerranée Métropole, Hôtel de Métropole, 50 place ZEUS - CS 39556, 34961 Montpellier Cedex 2. La date limite de dépôt est fixée au jeudi 29 mars 2018 à 12 heures ;
 - chaque liste parviendra sous enveloppe cachetée portant la mention « Election de la Mission d'Information et d'Evaluation sur la mise en œuvre du schéma de mutualisation Montpellier Méditerranée Métropole » ;
 - chaque liste établie pour l'élection de cette mission ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Métropole ;
- Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir procéder à l'élection des membres de la Mission d'Information et d'Evaluation concernant la mise en œuvre du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole.

Deux listes ont été déposées dans les conditions prévues :

Liste n°1 proposée par Monsieur le Président :

- Monsieur Max LEVITA
- Madame Jackie GALABRUN-BOULBES
- Madame Régine ILLAIRE
- Monsieur Thierry BREYSSE
- Monsieur Abdi EL KANDOUSSI
- Monsieur Laurent JAOU



- Madame Sonia KERANGUEVEN
- Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER
- Madame Lorraine ACQUIER
- Madame Titina DASYLVA

Liste n°2 proposée par le groupe de Coopération Métropolitaine :

- Monsieur Pierre BONNAL
- Madame Catherine DARDE
- Madame Isabelle TOUZARD
- Monsieur Alex LARUE
- Monsieur Roger CAIZERGUES
- Madame Claire JABADO
- Monsieur Christophe COUR
- Madame Marie-Christine PANOS
- Monsieur Joël VERA
- Madame Michelle CASSARD

Il est procédé à l'élection à bulletin secret selon les conditions définies ci-dessus.

*** 1er tour de scrutin :**

Présents (émargements) : 90

Votants : 90

Bulletins nuls : 2

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 81

Sièges à pourvoir : 10 titulaires

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 8,1

Titulaires :

- Liste 1 : Voix obtenues : 60 - Attribution au quotient : 7 - Attribution au plus fort reste : 0

- Liste 2 : Voix obtenues : 21 - Attribution au quotient : 2 - Attribution au plus fort reste : 1

Sont élus comme membres titulaires :

- Monsieur Max LEVITA
- Madame Jackie GALABRUN-BOULBES
- Madame Régine ILLAIRE
- Monsieur Thierry BREYSSE
- Monsieur Abdi EL KANDOSSI
- Monsieur Laurent JAOU
- Madame Sonia KERANGUEVEN
- Monsieur Pierre BONNAL
- Madame Catherine DARDE
- Madame Isabelle TOUZARD

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'élection au scrutin secret à la proportionnelle au plus fort reste, des 10 membres de la Mission d'Information et d'Evaluation sur la mise en œuvre du schéma de mutualisation Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 21 voix

Abstention : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-32841-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Logement

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE.

Logement - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour l'année 2018 - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole, s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

Ces conventions prévoient qu'un avenant précise chaque année la dotation de crédits effectivement allouée à Montpellier Méditerranée Métropole, au regard des objectifs de réalisation prévus.

Les aides à la réalisation de logements sociaux

L'avenant n°4 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat, fixe pour 2018 un objectif de 1 787 logements locatifs sociaux à financer, dont la répartition par catégories de financement est la suivante :

Types de financement	Rappel objectifs PLH	Rappel prévisions 2017 délégation	Réalisé 2017	Prévisions 2018 délégation
PLAI	450	535	510	444
PLUS	800	865	810	867
PLS ordinaire	250	146	156	224
PLS spécifique		250	223	252
TOTAL	1 500	1 796	1 699	1 787

Les objectifs PLUS/PLAI s'élèvent ainsi à 1 311, dont 444 PLAI se décomposant en 417 logements familiaux et 27 logements d'insertion réalisés en structures collectives de type maison relais.

L'Etat délègue par ailleurs à Montpellier Méditerranée Métropole un contingent de 224 agréments PLS « familiaux », ainsi que de 252 PLS « spécifiques » permettant de financer la création de trois Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et une résidence autonomie (ex. logements-foyers pour personnes âgées non dépendantes).

Pour atteindre ces objectifs, le montant global des crédits mobilisables par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 3 592 800 €, dont 448 500 € de « bonus » destinés à la production de logements sociaux dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU et de logements d'insertion en structures collectives pour des personnes défavorisées.

Les enveloppes d'aide de l'Etat ont été établies sur la base d'un taux de 32% de logements financés en PLAI familiaux par opération (parmi les PLUS/PLAI), très légèrement inférieur à celui de 2017 (33%).

En conséquence, il est proposé de fixer le montant du forfait de base pour le PLAI à 7 800 € sur toutes les communes de la Métropole, supérieur au forfait pratiqué en 2017, et celui du PLUS à 0 €. Afin d'encourager le dépôt des dossiers au cours du 1^{er} semestre, il est également proposé de mettre en place un « bonus » de 900 € pour les 120 premiers logements PLAI familiaux ayant fait l'objet d'un dépôt de dossier complet avant le 30 juin 2018.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, quant à elle, à mobiliser pour 2018, sur ses fonds propres, un budget global de 3 M€ afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

Les aides à la rénovation de l'habitat privé

L'avenant n°4 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir avec l'Agence Nationale de l'Habitat fixe pour 2018 un objectif de 317 logements à réhabiliter, dont 31 locatifs, 286 occupés par des propriétaires aux ressources modestes et deux copropriétés fragiles à rénover représentant 380 lots d'habitation.

S'agissant des propriétaires occupants modestes, les priorités de l'Agence Nationale de l'Habitat se

traduisent par les objectifs qualitatifs suivants :

- lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : 10 logements ;
 - lutte contre la précarité énergétique : 225 logements ciblés par le programme national « Habiter Mieux » (amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement) ;
 - adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 51 logements.
- S'agissant des propriétaires bailleurs, l'objectif transversal de maîtrise des loyers est fixé à 31 logements locatifs.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole par l'ANAH, pour la rénovation de l'habitat privé, est fixé à 3 952 025 €. Celui-ci est constitué d'une réserve de 538 000 € dédiée aux copropriétés fragiles dont les fonds seront débloqués au fur et à mesure du dépôt des demandes de subventions auprès des services de la Métropole, et d'une dotation de 919 654 € consacrée à la mise en œuvre du programme « Habiter Mieux » en faveur de la rénovation thermique des logements. La dotation 2018 de l'ANAH est en baisse de 8% par rapport à l'enveloppe consommée en 2017.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mobiliser pour 2018, sur ses fonds propres, un budget global de 1,1 M€ (en hausse de 400 000 € par rapport à 2017) afin de faciliter la réalisation de ces objectifs. L'annexe 2 de l'avenant à la convention de gestion des aides de l'ANAH précise, en outre, les règles locales de recevabilité et d'octroi des aides de l'Agence applicables pour l'année 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°4 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ;
- approuver le projet d'avenant n°4 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ces avenants, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31094-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE.

Logement - Construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Modern'Art ', Rue Proudhon à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Modern'Art », 42 rue Proudhon à Montpellier.

Le programme comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Emmanuel Nebout.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 829 035 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 262 429 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 215 077 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 224 994 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 126 535 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	262 429 €	215 077 €	224 994 €	126 535 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,30 %	- 0,20 %	+ 0,30 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 621 776,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 829 035 €, sollicité par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Modern'Art », rue Proudhon à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31002-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE.

Logement - Construction de 34 logements sociaux - Résidence ' Pégase ', lotissement ' Le Domaine du Petit Paradis ' à Vendargues - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 34 logements locatifs sociaux, résidence « Pégase », lotissement « Le Domaine du Petit Paradis – lot 1 » à Vendargues.

Le programme comprend 23 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 11 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Tourre-Sanchis domicilié à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 438 295 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 613 009 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 606 856 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 925 694 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 292 736 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 613 009 €	606 856 €	925 694 €	292 736 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,34 %	- 0,20 %	+ 0,34 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la

date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 578 721,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 438 295 €, sollicité par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 34 logements locatifs sociaux, résidence « Pégase », lotissement « Le Domaine du Petit Paradis – lot 1 » à Vendargues ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30601-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Claire HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE.

Logement - Construction de 17 logements sociaux - Résidence ' Amaya ', 983-999 avenue du Pont Trinquat à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 17 logements sociaux, résidence " Amaya ", 983-999 avenue du Pont Trinquat à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Emeris, comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 3 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain François Fontès.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les sept emprunts d'un montant total de 2 093 579 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 586 353 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 471 259 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 351 632 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 238 848 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 99 549 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 132 104 € ;
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire d'un montant de 213 834 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier	PLS construction	PLS foncier	PLS Complémentaire
Montant du prêt	586 353 €	471 259 €	351 632 €	238 848 €	99 549 €	132 104 €	213 834 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt						
	+ 0.60 %	+ 0.45 %	- 0.20 %	+ 0.45 %	+ 1.11 %	+ 0.45 %	+ 1.11 %
Révisibilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%						
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %						
Profil d'amortissement	amortissements déduit (intérêts différés)						
Révisibilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A						
Modalité de révision	double révisibilité						

Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois						
Périodicité des échéances	annuelle						
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, PLS construction et PLS complémentaire et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par PROMOLOGIS est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si PROMOLOGIS opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 570 184,25 €, représentant 75 % des sept prêts sollicités par la SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 17 logements sociaux, résidence " Amaya ", 983-999 avenue du Pont Trinquat à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30715-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE.

Logement - Construction de 3 logements sociaux - Résidence ' les Serres du Pradas ', avenue du Béranger à Saint-Drézéry - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM PROMOLOGIS (groupe Action Logement) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 3 logements sociaux, résidence " les Serres du Pradas ", avenue du Béranger à Saint-Drézéry. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage de GGL Aménagement, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Philippe RUBIO.

PROMOLOGIS demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les trois emprunts d'un montant total de 542 109 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 183 027 € ;
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 114 392 € ;
- un Prêt Locatif Social (CPLS) complémentaire d'un montant de 244 690 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants. Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 2252-1 et les articles L. 5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS foncier	PLS Complémentaire
Montant du prêt	183 027 €	114 392 €	244 690 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 1.11 %		
Révisibilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%		
Taux annuel de progressivité	de - 3% à 0,50 %		
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)		
Révisibilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A		
Modalité de révision	double révisibilité		
Périodicité des échéances	annuelle		
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction et PLS complémentaire et de 50 ans pour le

prêt PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à PROMOLOGIS pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 406 581,75 €, représentant 75 % des trois prêts sollicités par SA d'HLM PROMOLOGIS auprès de la CDC pour financer la réalisation de 3 logements sociaux, résidence " les serres du Pradas ", avenue du Béranger à Saint-Drézéry ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30729-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE.

**Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018
- Attribution de subventions pour la réhabilitation de 94 logements situés dans
diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature - Délibération
n°14492 du 22 février 2017 - Modification**

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 14492 du 22 février 2017, le Conseil de Métropole a décidé l'octroi de subventions à 36 propriétaires occupants disposants de ressources modestes ou très modestes, habitant la résidence « les Mandrous » à Castelnau-le-Lez, pour la réhabilitation des parties communes de leur copropriété, et pour deux d'entre eux, pour la réalisation de travaux complémentaires internes au logement.

Ces copropriétaires ayant donné mandat au syndic de copropriété pour solliciter les subventions et percevoir les fonds, il est proposé de rectifier les conditions de versement des subventions accordées, en désignant le syndic comme bénéficiaire des aides aux travaux sur parties communes et en isolant les subventions attribuées directement aux propriétaires réalisant des travaux individuels, tel qu'indiqué dans le tableau en annexe.

Le reste de la délibération demeure inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°14492 du 22 février 2017 et attribuer une subvention d'un montant maximum de 71 940 € à ABS SAS 10 rue Charles Amans à MONTPELLIER, de 1 516 € à Madame BELOT Yvette et de 2 510 € à Monsieur et Madame NIVARD FERREIRA Romain et Sylvia demeurant résidence « Les Mandrous » à Castelnau-le-Lez, en lieu et place des sommes accordées antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention complémentaire s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-30202-DE

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Mandroux RECTIFICATIF V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Renaud CALVAT, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Cyril MEUNIER, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Création de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le site du Méjean au bénéfice de la Commune de Pérols - Avis sur la création de la Zone d'Aménagement Différé

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), approuvé le 17 février 2006, a classé le secteur du Méjean situé au Sud de la Commune de Pérols en zone d'extension urbaine. Dans la continuité de ce classement, la Commune de Pérols, en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole, a mené une étude urbaine sur ce secteur afin de définir le projet urbain pouvant y être développé.

Cette étude a fait apparaître une perte d'identité urbaine et une fragilisation en tant qu'écosystème naturel des secteurs Sud de la Commune.

Le projet propose de revenir aux fondamentaux du lieu en tissant des liens entre le centre ancien et les étangs, mettant en place des formes urbaines alternatives et une gestion innovante du paysage pour structurer durablement le site, le respecter, voire le recréer.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols, approuvé le 23 janvier 2007, a pris en compte les résultats de cette étude. Ce secteur a été classé en zone à urbaniser future (OAU). L'ouverture à l'urbanisation de celle-ci est conditionnée à une révision du PLU de Pérols ainsi qu'à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement d'ensemble sur la totalité de la zone OAU et sur la zone 1AUc.

Dans ce contexte, la Commune de Pérols souhaite mettre en place une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) dont le périmètre reprendra celui de la zone OAU et de la zone 1AUc du PLU approuvé le 23 janvier 2007. D'une superficie d'environ 27,94 hectares, la ZAD permettra de constituer des réserves foncières en vue de la réalisation potentielle d'une opération d'aménagement.

La Commune de Pérols intègre les réflexions menées dans le cadre de la révision du SCoT, en prenant en compte les dispositions de la Loi Littoral (Espaces Proches du Rivage, Espaces Remarquables, Coupures d'Urbanisation...) et les qualités paysagères et écologiques du milieu.

Dans cette perspective, la Commune de Pérols a délibéré le 14 décembre 2017 pour demander à :

- M. le Préfet de l'Hérault de créer une Zone d'Aménagement Différé (ZAD), sur le secteur dit « le Méjean », au bénéfice de la Commune en tant que titulaire du droit de préemption ;
- Montpellier Méditerranée Métropole de formuler un avis concernant la demande de création de la ZAD.

Les objectifs de l'opération d'aménagement projetée par la Commune s'inscrivent bien dans la politique de développement et d'aménagement durable du territoire métropolitain. En effet, le projet communal propose de mettre en œuvre un projet urbain de qualité prenant en compte les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et du Programme Local de l'Habitat (PLH) et des orientations prescrites en matière de limitation de l'étalement urbain de son territoire et une politique locale d'habitat à long terme favorisant la mixité sociale.

Le projet de création de la ZAD communale répond par ailleurs aux objectifs généraux et stratégiques de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement et d'aménagement durable du territoire métropolitain et de politique foncière. Il est en cohérence avec la délibération de la Métropole en date du 26 mai 2016, définissant l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de :

- formuler un avis favorable en ce qui concerne la création de la Zone d'Aménagement Différé sur le site «

Le Méjean » au bénéfice de la Commune de Pérols en tant que titulaire du droit de préemption ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-32659-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Rabii YOUSSEF.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain de Montpellier (quartiers Mosson et Cévennes) - Convention de cofinancement Montpellier Méditerranée Métropole / Caisse des Dépôts et Consignations - Missions d'ingénierie - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le quartier de la Mosson et la copropriété des Cévennes à Montpellier ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), pour bénéficier du nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU).

Ainsi, la signature le 16 décembre 2016 du protocole de préfiguration du nouveau projet à concevoir, volet urbain du contrat de ville métropolitain, a marqué une étape importante dans la poursuite du processus de réinvestissement urbain de ces deux quartiers. Ce protocole recense les études à engager pour aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain, qui déterminera les conditions de mise en œuvre opérationnelle du projet arrêté et le partenariat financier sur chacun des deux quartiers identifiés par l'ANRU :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU) : Sud Grand mail et Tritons ;
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR : programme de renouvellement urbain d'intérêt régional) : copropriété des Cévennes.

Le programme d'études dont l'aboutissement est prévu d'ici la fin de l'année 2018, permettra à Montpellier Méditerranée Métropole, à la Ville et leurs partenaires, de faire émerger un projet de rénovation renouvelé au regard des enjeux d'intégration de ces deux quartiers au sein du territoire métropolitain tant sur le plan économique que social.

La Caisse des Dépôts et Consignations, acteur historique de la politique de la ville et du renouvellement urbain, intervient sur les volets développement économique et développement urbain des contrats de ville. Dans le cadre du protocole de préfiguration du nouveau projet de rénovation urbaine, la Caisse des Dépôts participe au financement d'études portant à la fois sur le quartier de la Mosson et le quartier des Cévennes.

Ainsi, la Caisse des Dépôts participe à hauteur de 50% pour les deux études portant sur le volet développement économique :

- étude sur le potentiel économique et la programmation économique et commerciale du quartier de la Mosson,
- étude commerciale sur la copropriété des Cévennes.

Elle finance par ailleurs, à hauteur de 25% aux côtés de l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat), six Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) engagés sur les Cévennes et la Mosson :

- 2 POPAC sur le périmètre de l'ensemble immobilier des Cévennes,
- 4 POPAC sur 8 copropriétés de la Mosson (résidences Pic St Loup, Espérou, Hortus, Font del Rey, Bonnier de la Mosson, Plein Ciel, Terrasses des allées des bois, résidence du Lac 2).

Au titre de ces participations financières, Montpellier Méditerranée Métropole doit conclure une convention avec la Caisse des Dépôts pour définir les modalités pratiques de versement.

Le coût total des missions d'ingénierie objet de la convention, représente 1 080 000 € HT, dont les participations financières sont les suivantes :

- 290 000 € pour la Caisse des Dépôts ;
- 290 000 € pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 500 000 € pour l'ANAH.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations visant à préciser les conditions pratiques et financières à la réalisation des études précitées,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31415-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

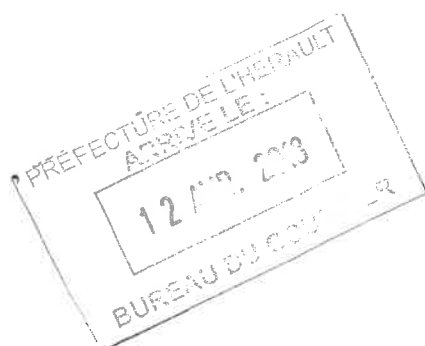
Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Modification simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté n°A2017-122 en date du 26 juin 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°4 du PLU de la Ville de Montpellier.

Le projet de modification simplifiée n°4 comprend deux points de modification :

- Modification n°1 – Quartier Hôpitaux-Facultés – avenue du Val de Montferrand : réduction ponctuelle de l'emplacement réservé C145 en vue de la requalification des espaces publics sur la place de la Voie Domitienne et le long de l'avenue du Val de Montferrand.
- Modification n°2 – Quartier Port Marianne – Cambacérès : suppression des emplacements réservés C219a, C220a et C22 1a suite à l'acquisition du foncier nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement, et correction d'une erreur matérielle.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition au public ont été précisées par délibération n°14684 du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017 et portées à la connaissance du public le 19 janvier 2018 par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération n°V2017/298 en date du 3 novembre 2017, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Par décision de la Mission régionale d'autorité environnementale en date du 9 janvier 2018, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme.

Par courrier en date du 10 janvier 2018, la Chambre de Commerce et d'Industrie a émis un avis favorable. Par ailleurs, aucune observation n'a été formulée dans le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques mis à la disposition du public en mairie de Montpellier et au siège de la Métropole du 29 janvier 2018 au 28 février 2018 inclus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°4 du PLU de Montpellier ;
- approuver le projet de modification simplifiée n°4 du PLU de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12 AVR. 2018

Liste des annexes transmise en préfecture:

- 2018-99.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Cyril MEUNIER, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne République - Déclaration d'Utilité Publique (DUP) - Proposition de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier - Avis

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération en date du 4 juin 2008, la Ville de Montpellier a approuvé le principe d'aménagement du quartier Port Marianne, sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Ce projet vise la réalisation d'un quartier mixte (environ 170 000 m² de surface de plancher) à vocation dominante d'habitat diversifié (près de 1800 logements dont 30% de logements locatifs sociaux conformément aux objectifs du Programme Local de l'Habitat), regroupant bureaux, commerces, activités et équipements publics. Par délibération en date du 22 décembre 2008, la Ville de Montpellier a approuvé le projet de ZAC tel que prévu dans le dossier de création et l'étude d'impact réalisée.

Situé à l'Est de Montpellier, le quartier Port Marianne - République s'inscrit dans la continuité des ZAC de Port Marianne et s'intègre dans son schéma directeur paysager. Ce nouveau quartier est composé de deux secteurs géographiques distincts : un premier secteur, d'environ 20 hectares, localisé entre l'avenue Raymond Dugrand, l'avenue Nina Simone, l'A9 et la rue du Mas Rouge (secteur de la Lironde) et un second secteur, d'une superficie d'environ 1,1 hectare, situé plus à l'est le long de l'avenue Nina Simone (secteur de la Cavalade).

Conformément aux dispositions de l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme qui régissent les opérations faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui ne sont pas compatibles avec les dispositions d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), la Ville de Montpellier a sollicité Monsieur le Préfet afin qu'il organise la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées (PPA) et conduise une enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

En l'espèce, les modifications proposées dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité du PLU ont porté sur les points suivants :

- afin de permettre la mise en œuvre opérationnelle du projet, il a été proposé de faire évoluer le zonage réglementaire en créant une zone 15AUw en substitution des zones AU0-2w, 3AU, 4AU5-2 couvrant à ce jour le secteur, exception faite du cadran sud-est de la Place Pablo Picasso intégré au secteur de zone 13AU-2. La zone naturelle (N), correspondant au ruisseau de la Lironde et au bassin de rétention en bordure nord de l'autoroute 9, reste inchangée.
- dans le souci d'encadrer l'évolution de ce quartier et d'inscrire harmonieusement cette opération dans un environnement architectural de qualité, il a été proposé d'introduire des emprises maximales constructibles sur l'ensemble de la future zone 15AUw.
- afin d'assurer la cohérence urbanistique et architecturale des aménagements et des programmes immobiliers qui constituent la place Pablo Picasso, située dans le secteur de zone 13AU-2 du PLU, il s'est avéré nécessaire d'étendre ponctuellement la zone 13AU-2 à la section de la ZAC Port Marianne - République bordant la Place Pablo Picasso (angle sud-est), actuellement classée en zone AU0-2 du PLU. Cette extension se caractérise néanmoins par une disposition réglementaire spécifique au stationnement des véhicules (article 12) en cohérence avec celles retenues pour la zone 15AU.
- par ailleurs, le périmètre de la ZAC Port Marianne - République comprend actuellement des périmètres de prescriptions architecturales particulières relatifs à l'avenue Raymond Dugrand et l'autoroute A709, initialement institués pour répondre aux obligations de la loi Barnier du 2 février 1995 visant à protéger les entrées de ville des développements urbains anarchiques, dans les secteurs non urbanisés des communes et le long des abords de certains grands axes routiers. Considérant que le long de l'A709 et l'avenue Raymond Dugrand constituent aujourd'hui des secteurs urbanisés et partant du constat que la définition de tous les grands projets urbains de Port Marianne et du quartier Port Marianne - République est aboutie, il a été proposé de supprimer les prescriptions architecturales particulières sur l'ensemble du périmètre de la ZAC Port Marianne-République (zone AU0-2w actuelle). Il est à noter que la suppression de ces périmètres de prescriptions architecturales particulières dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme ne fait

en rien obstacle à l'application de plein droit de l'article L.111-6 du Code de l'urbanisme qui dispose qu'en : « [...] *dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classés à grande circulation (...)* » ;

- enfin, il a été proposé de créer une orientation d'aménagement et de programmation au secteur République afin de préciser notamment la localisation des principaux ouvrages publics, des installations d'intérêt général et des espaces verts et de définir les conditions d'aménagement et d'équipement du secteur.

Dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité du PLU, il appartenait à Monsieur le Préfet de recueillir l'avis de personnes publiques associées en amont de la mise en enquête publique.

Cette réunion s'est tenue le 27 septembre 2017, en présence des services de la Préfecture, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM34), de la Ville de Montpellier, de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI). Après discussion et échanges, il s'avère que les participants ont conclu à une absence d'observation et un avis favorable sans réserve, à l'unanimité des présents, sur le dossier de mise en compatibilité. Les représentants des services de l'Etat ont, en particulier, relevé une bonne prise en compte par le projet des servitudes relatives à l'hydraulique (schéma actualisé du bassin versant de la Lironde et du PPRi : Plan de Prévention du Risque inondation) et des servitudes de dégagement liées à la proximité de l'aéroport Montpellier Méditerranée.

Complémentairement, l'autorité environnementale a été saisie pour avis le 9 juin 2017. Dans ce cadre, la DREAL Occitanie a considéré, par avis formulé le 4 août 2017 en application des dispositions de l'article L.122-14 du Code de l'environnement, que l'actualisation de l'étude d'impact initiale de 2008 avait été effectuée de manière satisfaisante tout en formulant des observations, en relevant certaines incohérences et en formulant des demandes de compléments. Pour y répondre, la Ville de Montpellier a produit une note en réponse, jointe au dossier d'enquête publique, reprenant chacun des points critiques de l'autorité environnementale. Au vu des réponses apportées, Monsieur le Commissaire enquêteur a conclu que cette note en réponse répondait de manière très précise et argumentée à chacune des thématiques évoquées.

A la suite à la réunion d'examen conjoint des PPA et à l'avis de l'autorité environnementale, le projet a été soumis à enquête publique diligentée par Monsieur le Préfet, du 20 novembre au 22 décembre 2017 inclus. Il est à noter que la participation du public à cette enquête publique a été modeste puisque seules sept personnes ont produit des observations écrites ou verbales. Les différentes observations du public ont porté sur le parcellaire et les conditions d'acquisition (hors objet par rapport à l'objet de l'enquête), la réalisation d'un city stade, la présence au sein du périmètre de la ZAC de familles de gens du voyage, les nuisances relatives au bruit et à la qualité de l'air liées à la proximité de l'avenue Nina Simone et de l'A709, le souhait d'un échangeur routier entre l'A709 et l'avenue Raymond Dugrand et le paysage au regard de l'existence de lignes aériennes à haute tension en partie Nord Est de la ZAC.

Chacune des observations formulées pendant l'enquête publique a fait l'objet d'une réponse argumentée par la Ville de Montpellier dans le cadre d'un mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse transmis par le Monsieur le Commissaire enquêteur le 27 décembre 2017. Il convient de constater que Monsieur le Commissaire enquêteur considère que ledit mémoire apporte, aux personnes qui les ont formulées, des réponses nettes et précises à leurs observations.

Dans ce contexte, considérant son avis favorable sur la demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), considérant que les modifications à apporter au PLU sont nécessaires, indispensables et suffisantes pour la mise en œuvre du projet tel qu'il a été présenté à l'enquête publique et considérant que le PLU, tel que mis à jour, demeure compatible à son PADD et aux orientations du SCoT de la Métropole qui lui est opposable, Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve quant à la demande de mise en compatibilité du PLU.

Conformément à l'article R.153-14 du Code de l'Urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint a été soumis pour avis par le Monsieur le Préfet à Montpellier Méditerranée Métropole le 2 février 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la DUP ZAC Port Marianne - République emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier,
- émettre un avis favorable quant au projet de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier relatif au projet de ZAC Port Marianne – République,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31965-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Henri de VERBIZIER, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Bernard TRAVIER, Raphaël YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune du Crès - 4ème modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté n° A2017-133 en date du 21 juillet 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°4 du PLU de la Commune du Crès.

L'objectif de cette procédure d'évolution du PLU est de procéder à la rectification d'erreurs matérielles. En effet, à l'occasion de la modification n°3 du PLU approuvée le 17 décembre 2013, le graphisme du plan de zonage a été repris en intégralité et de légers décalages ont été introduits dans le tracé des limites des zones UD, AU0 et N du PLU.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition au public ont été précisées par délibération n°14789 du Conseil de Métropole en date du 26 juillet 2017 et portées à la connaissance du public le 19 janvier 2018 par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération n°56-2017 en date du 28 septembre 2017, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale en date du 9 janvier 2018, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme.

Par courrier du 10 janvier 2018, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault a émis un avis favorable. Par ailleurs, aucune observation n'a été formulée dans les registres destinés à recevoir les observations, suggestions et remarques mis à la disposition du public en mairie du Crès et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole du 29 janvier 2018 au 28 février 2018 inclus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°4 du PLU du Crès ;
- approuver le projet de modification simplifiée n°4 du PLU du Crès ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : **12 AVR. 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- MD2018-101 TAMPON BORDEREAUX.pdf
- MD2018-101.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Rabbj YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Sussargues - Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté n°A2017-65 du 17 août 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sussargues, afin :

- de pallier la suppression du Coefficient d'Occupation des Sols (COS) ;
- de protéger trois chemins remarquables ;
- d'anticiper la production de logements sociaux ;
- de répondre ponctuellement à une problématique pluviale ;
- de préciser la règle de stationnement ;
- de réaliser quelques adaptations réglementaires mineures.

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis, par délibération en date du 8 septembre 2017, un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLU.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-40, le projet de modification du PLU de la Commune de Sussargues a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 28 septembre 2017.

Par arrêté n°A2017-280 du 3 novembre 2017, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 8 décembre 2017 au 8 janvier 2018 inclus, portant sur le projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Sussargues.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête, plusieurs observations ont été consignées dans le registre mis à disposition, qui peuvent se résumer de la manière suivante :

Remarques en lien avec le projet de modification du PLU :

- Demandes de précisions concernant la préservation du chemin de la Planchette, la nouvelle règle de stationnement et le potentiel constructible en zone urbaine (Un).
La Commune et la Métropole ont précisé les objectifs et/ou prescriptions de ces évolutions du PLU dans le cadre du mémoire en réponse transmis au Commissaire enquêteur, sans qu'il soit nécessaire de reprendre le dossier de modification du PLU.
- Remarque concernant le Coefficient d'Emprise au Sol (CES) de la zone urbaine (Ud).
La Commune et la Métropole ont répondu qu'il s'agissait d'une erreur matérielle qui serait corrigée dans le cadre de cette procédure.

Complémentairement et suite aux observations formulées dans le cadre de l'enquête publique, la Commune et la Métropole ont proposé de clarifier la rédaction de l'article 7 (implantation des constructions par rapport aux limites séparatives) en zones urbaines, sans apporter de modification de fond à la règle initiale.

Lors de l'enquête, plusieurs remarques en dehors du champ du projet de modification du PLU ont été faites. La Commune et la Métropole ont apporté les précisions relatives à ces observations dans le cadre du mémoire en réponse transmis au Commissaire enquêteur, sans qu'il soit nécessaire de reprendre le dossier de modification du PLU.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et le Conseil Départemental ont émis des avis favorables au projet, par courrier respectif du 21 novembre et du 27 novembre 2017.

Chacune des observations formulées durant l'enquête publique a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du Commissaire Enquêteur qui a pris acte des réponses lui ayant été apportées dans le cadre du mémoire en réponse, transmis à son attention le 29 janvier 2018.

Dans ce contexte, Madame le Commissaire Enquêteur a remis son rapport d'enquête publique et ses conclusions motivées à Montpellier Méditerranée Métropole le 6 février 2018. Constatant que l'enquête publique s'est tenue dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, Madame le Commissaire

Méditerranée Métropole pour approbation, ont été faites, à savoir :

- Corriger l'erreur matérielle portant sur la valeur du Coefficient d'Emprise au Sol (CES) en zone urbaine (Ud) en page 11 (25% et non 20%) ;
- Intégrer, dans la rédaction de l'article 7 du règlement, une formule littérale visant à clarifier les règles d'implantation en limites séparatives, notamment celles qui s'appliquent en cas de retrait, en réponse aux observations faites dans le cadre de l'enquête publique.

Le dossier de la modification du PLU est donc repris à la suite de l'enquête publique afin de procéder à cette correction d'erreur matérielle et à cette clarification de règle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°1 du PLU de Sussargues ;
- approuver le dossier de modification n°1 du PLU de la Commune de Sussargues tel que modifié suite à la demande du Commissaire enquêteur ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : **12 AVR. 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- m2018-102.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Rabi YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Fabrègues - Révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) - Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Modernisation du contenu du PLU - Exercice du Droit d'Option

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du Plan Local d'Urbanisme (PLU), publié au Journal Officiel le 29 décembre 2015, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Il s'impose aux procédures d'élaboration ou de révision générale de PLU engagées à compter de cette date.

L'article 12 dudit décret établit, toutefois, une série de dispositions transitoires visant à sécuriser les PLU existants et leurs procédures d'évolution. Il précise, dans ce cadre, que les dispositions des articles R.123-1 à R.123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015, relatives au contenu d'un PLU, demeurent applicables aux PLU dont la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1^{er} janvier 2016.

Plus particulièrement, il précise que dans les cas d'une élaboration d'un PLU ou d'une révision dite générale d'un PLU ou d'un POS existant, prescrite avant le 31 décembre 2015, la collectivité compétente en PLU peut décider, par délibération expresse, que sera applicable au document l'ensemble des nouveaux articles R.151-1 à R.151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole, ayant été autorisée, par délibération du Conseil Municipal de Fabrègues du 6 mars 2018, à achever la procédure d'élaboration du PLU communal engagée le 26 Septembre 2006, dispose d'un droit d'option qu'il s'agit d'exercer pour pouvoir élaborer un PLU au contenu modernisé.

En l'occurrence, l'évolution du contenu du PLU, inscrite en continuité de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR), vise à proposer des outils réglementaires plus adaptés aux situations et aux diversités locales, aux opérations d'aménagement complexes et aux enjeux urbains, paysagers et environnementaux et, de ce fait, faciliter la traduction des projets urbains.

Cette modernisation du contenu du PLU s'appuie, en très grande partie, sur les outils réglementaires existants. Elle a permis de réinterroger leur contenu et leur forme en vue de faciliter leur utilisation, d'accroître la traduction opérationnelle des règles édictées et de mieux prendre en compte les enjeux contemporains de l'urbanisme.

Les articles R.151-1 à R.151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016 ont notamment pour vocation de :

Faciliter l'usage du règlement pour les porteurs de projet et les services instructeurs en organisant une structuration thématique, décomposée en trois parties, afin de rendre plus explicites les objectifs poursuivis : les dispositions relatives à l'usage des sols et la destination des constructions (où puis-je construire ?), les dispositions relatives aux caractéristiques architecturales, urbaines et écologiques (comment réaliser l'insertion de ma construction dans son environnement ?) et les dispositions relatives aux équipements et réseaux (comment je m'y raccorde ?). Dans cette optique, il est également à noter que le recours à l'illustration et à la représentation graphique des règles est, par ailleurs, largement favorisé afin de laisser un plus grand champ d'adaptation aux enjeux locaux et de favoriser la lisibilité de la règle.

Simplifier et clarifier le statut des règles en distinguant plus clairement leur caractère obligatoire ou non (suppression de l'obligation de réglementer l'implantation des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives, possibilité de réglementer *a minima* pour faciliter la mise en œuvre du projet de territoire), en s'appuyant sur une base lexicale nationale visant à clarifier la définition des principales terminologies utilisées (tout en laissant la possibilité au PLU de le compléter et de le décliner localement) et en allégeant la partie rédactionnelle du règlement par une sécurisation des termes définissant la volumétrie.

Différencier les modes d'expression des règles en offrant la possibilité d'une représentation exclusivement graphique de la règle en lieu et place d'une expression écrite et en offrant la possibilité d'élaborer des règles qualitatives (objectifs à atteindre sous couvert que le résultat attendu soit exprimé de façon précise et vérifiable) ou alternatives pour permettre une application circonstanciée à des conditions locales particulières. Il s'agit, de manière générale, de sortir de la simple expression rédactionnelle ou métrique des règles dont la rigidité peut parfois constituer un frein à la mise en œuvre d'un urbanisme de projet sans pour autant être gage de sécurité juridique.

Conforter la préservation de l'environnement en permettant de mieux qualifier les règles appliquées aux espaces non-bâties et de les adapter à leur rôle environnemental. Il s'agit, en particulier, de préciser les modalités du coefficient de biotope, disposition qui permet d'imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, favorable au maintien de la biodiversité et de la nature en ville.

Conforter la préservation du cadre de vie en permettant notamment de distinguer les dispositions relatives aux constructions neuves et aux constructions existantes et en adaptant les objectifs de densité aux situations locales (possibilité de fixer des minimums dans les règles de hauteur et d'emprise au sol des constructions ou de proposer une traduction volumétrique de l'objectif de densité).

Favoriser la mixité fonctionnelle et sociale en confortant notamment la possibilité de rédiger des règles différenciées au sein d'une même zone et en accroissant les possibilités réglementaires du PLU par substitution de 5 grandes nouvelles destinations de constructions, décomposées en 20 sous-destinations, aux 9 destinations définies par l'article R.123-9 du Code de l'urbanisme dans sa version en vigueur au 31 décembre 2015 : habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, entrepôt et constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Ainsi, en accord avec la commune de Fabrègues et dans le prolongement de la délibération de prescription du PLU communal en date du 26 Septembre 2006, la modernisation du contenu du PLU répond à l'objectif d'élaboration d'un document d'urbanisme faisant état d'une vision plus prospective, qualitative et spatiale du projet urbain communal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider d'appliquer au Plan Local d'Urbanisme de Fabrègues, dont l'élaboration en cours a été engagée le 26 Septembre 2006, l'ensemble des articles R.151-1 à R151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout acte et document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

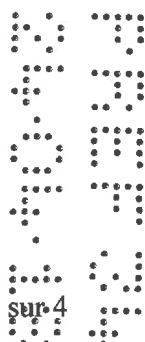
Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

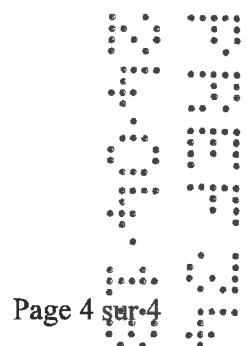
Pour extrait conforme,
le Président

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31699-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Rabii YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - ZAC Extension Eureka - Commune de Castelnau-le-Lez - Garantie d'un emprunt de 6 M€ à la SERM - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District de Montpellier, devenu Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, a concédé à la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine) l'opération d'aménagement du Parc Eureka sur la commune de Montpellier, d'un périmètre initial de 10 hectares, aujourd'hui élargi, après avenants successifs, à 95 hectares. Cette concession arrivera à échéance en 2022.

Elle couvre ainsi un large périmètre en prolongement du parc du Millénaire réparti entre :

- le parc d'activités Eureka visant à accueillir des entreprises dans les secteurs industriels et technologiques, tertiaires d'ingénierie et de recherche, des équipements et services publics et privés d'accompagnement (dont la pépinière Cap Oméga, le MIBI - Montpellier International Business Incubator - l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire et les Ateliers Relais du Millénaire),
- le lotissement Jean Mermoz à vocation tertiaire et de services,
- le quartier Eureka sur le secteur Verchant-Cauquilloux sur la ZAC Eureka Extension créée en 2008 et modifiée le 29 octobre 2013.

Le programme de la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) Eureka extension comporte 1.800 logements, 75.000 m² SDP de tertiaires, 40.000 m² de terrains dédiés à l'activité, un EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) et 11 hectares d'espaces verts (dont 4 ha dédiés à l'agriculture urbaine, au travers d'un verger et 7ha de bassins hydrauliques végétalisés).

Ce quartier mixte intergénérationnel sera composé intégralement de bâtiments intelligents et comportera une plateforme de services connectés à l'échelle du quartier (My Eureka) et une animation résidentielle à l'échelle du quartier pour accompagner la démarche numérique et le vivre ensemble.

L'innovation va également concerner l'énergie puisque ce quartier connecté sera à énergie positive grâce à :

- la production massive d'énergies renouvelables en zone urbaine dense grâce à l'installation de panneaux photovoltaïques sur l'ensemble des toitures,
- la réalisation d'une boucle d'eau tempérée par récupération de la chaleur dérivée d'un site de production,
- une production de chaleur et de froid performante à faible impact carbone (<50g CO₂/kWh).

Les innovations, mises en œuvre sur ce quartier, ont permis à la SERM de remporter le trophée des EPL en 2017.

Après des travaux de VRD (Voiries et Réseaux Divers) importants sur 2017 (3 M€ notamment sur les secteurs Verchant et Cauquilloux), l'année 2018 devrait être marquée par le démarrage de l'enfouissement des lignes hautes tensions réalisé par RTE (Réseau de Transport d'Électricité) à la demande de la Métropole mais en grande partie financé par des fonds de concours versés par la concession Eureka à la Métropole (0.4 M€ en 2017, 0.9 M€ en 2018, 3 M€ en 2019). Cet enfouissement des lignes est la condition indispensable pour réaliser ce nouveau quartier.

De plus, le montant des travaux est en augmentation importante en raison des fouilles archéologiques en cours sur le secteur Cauquilloux et sur le dévoiement du réseau BRL.

Ainsi, en raison des investissements antérieurs (dont 14 M€ d'acquisitions), de l'évolution des coûts pour s'adapter au nouveau programme de la cession et malgré un rythme de cessions soutenu (3.8 M€ en 2017, 4.2 en 2018), la trésorerie de l'opération reste tendue.

Sur la concession Eureka totale les emprunts nécessaires sont estimés à 47.8 M€ et sur l'opération Eureka extension seule, les financements moyen terme prévus s'élèvent à 41 M€ (+ 3M€ par rapport au dernier CRAC 2016) :

- 31.3 M€ ont été mobilisés fin 2017 dont 2.5 M€ sur 2017,
- 6 M€ sont nécessaires sur l'année 2018,
- 10.5 M€ répartis entre 2019 et 2021.

A fin 2017, le capital restant dû sur l'ensemble de la concession est de 13.5 M€
Le rythme des cessions, le portage des acquisitions et des travaux induits, le niveau de remboursement des emprunts antérieurs, conduisent la SERM à solliciter un emprunt à hauteur de 6 000 000 € pour une durée de 4 ans.

Aussi la SERM, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès de la société ARKEA.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant attribué : 6 millions d'euros ;
- Taux fixe : 0,40% ;
- Durée : 15 trimestres ;
- Amortissement progressif ;
- Echéances trimestrielles ;
- Commission d'engagement : 0,08% du montant soit 4 800 € ;
- Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé ;
- Garantie de la Métropole : 80%.

Au cas où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5217-1 et D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 6 millions d'euros sollicité par la SERM auprès de la banque ARKEA, soit 4 800 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 3 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30843-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Rabjl. YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefraisie - Convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

En 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, avait signé avec l'Etablissement Public Foncier (EPF) Languedoc-Roussillon, devenu EPF Occitanie, une convention d'anticipation foncière le 11 mars 2013 sur le secteur dit de Roquefraisie à Saint Jean de Védas pour une durée de 5 ans.

Dans le cadre de cette convention d'anticipation foncière, l'EPF Occitanie a saisi de nombreuses opportunités d'acquisitions foncières représentant environ 22 hectares sur ce site de grande envergure fléché au SCoT en vigueur. Le site de Roquefraisie est identifié au SCoT comme site stratégique d'intérêt métropolitain et est destiné à recevoir une opération d'ensemble et des infrastructures structurantes pour le territoire de la Métropole.

Au regard du terme de la convention d'anticipation foncière, la Métropole a souhaité poursuivre les acquisitions sur ce secteur et a sollicité l'EPF Occitanie pour intervenir dans le cadre d'une nouvelle convention dite convention opérationnelle.

Cette convention opérationnelle de 8 ans aura pour finalité de s'assurer de la maîtrise foncière de l'ensemble des terrains nécessaires au projet d'aménagement d'ensemble et définira les engagements et obligations que prennent les parties pour réaliser les acquisitions nécessaires à la réalisation du projet et dans le cadre d'une enveloppe financière de 15M€, intégrant l'engagement financier pris en 2013, dans le cadre de la convention d'anticipation foncière d'un montant de 10M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention opérationnelle avec l'Etablissement Public Foncier Occitanie
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31705-DE

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Rabbï YOUSSEUS.

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Zac Cantausse - Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) - Concessionnaire - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 2004, la ville de Saint-Brès a décidé de mettre en œuvre son projet urbain conformément aux grandes orientations d'aménagement définies par le SCoT de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole.

Il prend principalement appui sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de « Cantausse », première phase d'un projet urbain plus vaste, couvrant une cinquantaine d'hectares correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Cette opération publique d'aménagement (25ha) s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée en 2006, par la commune en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle prévoit, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble, la réalisation d'un quartier mixte comprenant :

- 750 logements (560 logements collectifs et intermédiaires et 190 logements individuels) dont 25 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements en accession dite abordable,
- Des équipements publics communaux (groupe scolaire) et métropolitain (piscine Héraclès),
- Des activités de services, de commerces et d'artisanat.

Par délibération en date du 22 novembre 2006, le Conseil Municipal de Saint-Brès a approuvé le dossier de création de la ZAC de Cantausse.

La Commune de Saint-Brès a décidé de confier cette opération à la SERM, dans le cadre d'une concession d'aménagement, signée le 30 mai 2007.

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM après qu'elle ait organisée une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt d'un montant de 5 000 000 €, contracté auprès de la Banque Postale, destiné au financement des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement pour l'opération d'ensemble.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Capital emprunté : 5 000 000 €
- Durée : 8 ans
- Différé d'amortissement : 1 an
- Taux fixe : 0.91% l'an
- Base de calcul : 30/360
- Périodicité trimestrielle
- Amortissement personnalisé
- Remboursement anticipé : possible à chaque date d'échéance pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle (Préavis : 50 jours calendaires)
- Commission d'engagement : 0.1% soit 5 000 €
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Cette offre a été présentée au Conseil d'Administration de la SERM en date du 27 mars 2018, lequel l'a approuvée.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5217-1 D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'autoriser la garantie à hauteur de 80% de l'emprunt d'un montant de 5 000 000 €, à contracter auprès de la Banque Postale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 5 000 000 € sollicité par la SERM, contracté auprès de la Banque Postale,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

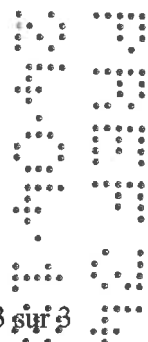
034-243400017-20180329-31786-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

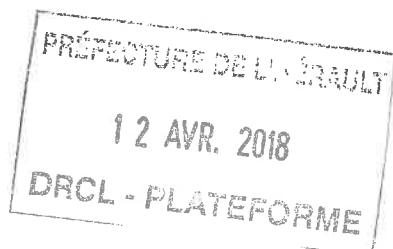


**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques



Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvan PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Noël SEGURA.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Baillargues - Aménagement de protection contre les inondations du ruisseau de l'Aigues Vives - Site stratégique Plaine du Colombier - Enquête publique unique - Approbation des dossiers d'enquête

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Conseiller métropolitain, rapporte :

Le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé le 17 février 2006, a défini 11 sites stratégiques, dont le site de la « Plaine du colombier » sur la commune de Baillargues, compte tenu de son exceptionnelle desserte apportée par le Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) qui permettra aux usagers de rejoindre la gare de Montpellier Saint Roch en 8 minutes.

Compte tenu des enjeux de cohérence territoriale, l'aménagement des secteurs stratégiques définis par le SCoT, dont celui de la « Plaine du Colombier », ont été déclarés d'intérêt métropolitain par délibération n°13814 du Conseil de Métropole du 26 mai 2016. La mise en œuvre de l'aménagement du site « Plaine du Colombier » s'inscrit dans un long terme et devrait se dérouler en plusieurs phases.

Deux projets importants sont d'ores et déjà engagés et en cours de réalisation dans ce secteur :

- Le Pôle d'Echanges Multimodal de Baillargues, dont le rayonnement concerne une population estimée à ce jour à 50 000 habitants et à 75 000 habitants dans les 20 ans à venir. Une première phase opérationnelle a été livrée début 2014. Le PEM devrait être livré dans sa version définitive avant la fin 2018. A cette échéance devraient également être réalisés :

- la deuxième phase du pôle d'échanges multimodal (parking Sud et quais pour les bus),
- la suppression du passage à niveau n°33 de la voie ferrée Paris-Perpignan et le barreau reliant le rond-point Philippe Lamour au PEM, dont les travaux sont en cours.

Le recalibrage et la sécurisation de la RD26 et RD26E1 entre le PEM et Mauguio devraient être réalisés dans les mois qui suivront.

Ce PEM est situé dans le bassin versant amont de l'Aigues Vives, secteur soumis à des débordements réguliers qu'il convient de maîtriser au regard des enjeux humains et économiques liés à ce projet et au développement des infrastructures qu'il va générer.

Le parc multi-glisse Gérard Bruyère situé à proximité immédiate du PEM, d'une superficie de 12 ha, a été déclaré d'intérêt métropolitain par délibération n°13642 du Conseil de Métropole du 24 février 2016. Il constituera un équipement majeur de la Métropole. Ce projet permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc classique à des activités sportives spécifiques. Il prévoit en effet la création de deux plans d'eau, un bassin de pêche de type « prise et relâche » et un plan d'eau équipé d'un télésiège nautique favorisant la pratique du wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe. Le rayonnement attendu du Parc multi-glisse Gérard Bruyère, s'entend bien au-delà du strict public local. Il répond à des besoins croissants liés au développement de la pratique des sports de glisse et n'a pas d'équivalent dans l'Hérault et plus largement à l'Est du territoire régional. Son positionnement, en direction à la fois des sportifs de haut niveau (le Parc multi-glisse Gérard Bruyère pourrait accueillir les championnats de France de wakeboard et des compétitions fédérales), des clubs et associations et du grand public, devrait permettre d'améliorer l'attractivité et le rayonnement économique et touristique de Montpellier Méditerranée Métropole, en répondant à une demande communale, métropolitaine et régionale participant à la diversité et au maillage des équipements sportifs de son territoire.

Ce plan d'eau a été conçu dès l'origine pour contribuer à maîtriser le risque inondation de l'Aigues Vives à l'occasion de sa réalisation : la section de l'ouvrage hydraulique de traversée de la RN113 par l'Aigues Vives a été recalibrée en 2014, permettant de réduire le risque inondation sur les secteurs habités situés à l'amont de la RN113 et le bassin Gérard Bruyère intègre une capacité de rétention des eaux très importante permettant de réduire le risque d'inondation vers l'aval.

Compte tenu de l'importance des enjeux sur ce secteur de la « Plaine du colombier » restant en grande partie à aménager, il a été décidé de prendre en compte le risque de crue de l'Aigues Vives ainsi que le ruissellement pluvial globalement à l'échelle du bassin versant pour toutes les occurrences, notamment une pluie de période de retour exceptionnelle soit 1,8 fois la crue centennale.

Dans cette perspective, une réflexion approfondie a été menée en concertation avec les services de la DDTM

et de la DREAL depuis 2013 et a abouti à l'approbation d'un Schéma directeur hydraulique du ruisseau de l'Aigues Vives lors du Conseil de Métropole du 28 septembre 2016.

Ce Schéma directeur hydraulique tenant compte de l'ensemble des infrastructures envisagées et en cours de réalisation (PEM, suppression du passage à niveau n°33, sécurisation de la RD26 et 26 E1, parc Gérard Bruyère) mais aussi des objectifs du SCoT, permet de définir et d'assurer la cohérence d'ensemble des différents ouvrages hydrauliques nécessaires, réalisés par différents maîtres d'ouvrage, en vue de la maîtrise du risque inondation du secteur.

Il intègre en conséquence les aménagements hydrauliques suivants :

- la création d'une allée alluviale d'une longueur de 1,3 km et d'une largeur moyenne de 100 m, accompagnant le lit mineur du ruisseau de l'Aigues Vives et complétée par plusieurs bassins d'écêtement totalisant un volume de près de 60 000 m³, ainsi que le recalibrage du fossé le long du lotissement du golf de Massane et le redimensionnement de l'ouvrage hydraulique sous la RD26E1.

Ces aménagements, situés dans un secteur stratégique défini par le SCoT donc d'intérêt métropolitain, sont portés par Montpellier Méditerranée Métropole et font l'objet des dossiers approuvés et des procédures engagées par la présente délibération,

- les différents bassins de compensation à l'imperméabilisation et de traitement qualitatif des eaux liés à la réalisation du PEM, aux infrastructures routières et de desserte du PEM et à la suppression du PN33, qui sont et seront réalisés par les trois maîtres d'ouvrage concernés par les opérations :

- SNCF réseau pour la suppression du PN33, assurant la délégation de maîtrise d'ouvrage routière du Conseil Départemental de l'Hérault pour la partie du futur tronçon de la RD26E1 entre le giratoire Philippe Lamour et le futur giratoire d'accès au lotissement du Golf de Massane,

- le Conseil départemental de l'Hérault pour l'aménagement et la sécurisation des RD26 et RD26E1 au Sud du futur giratoire d'accès au Golf de Massane,

- le Conseil Régional dans le cadre de l'aménagement de la phase 2 du PEM au Sud de la voie ferrée, opération où SNCF Réseau a la délégation de maîtrise d'ouvrage d'une partie des procédures administratives.

Les aménagements prévus dans le schéma directeur hydraulique, dont ceux objet de la présente délibération à réaliser par la Métropole, permettent de supprimer tous les débordements jusqu'à une crue exceptionnelle au droit :

- des secteurs habités existants du lotissement du Golf de Massane,
- du PEM et de ses dessertes locales,
- des enjeux agricoles entre la RD26 et la RD26E1,
- de la route départementale RD106E2 vers Mudaison.

Ils permettent aussi de réduire les débits pour toutes les crues en aval du canal BRL pour les enjeux situés sur la commune de Mudaison située à l'aval : bâtis denses en limite d'inondation, les voiries communales, la RD189 et les enjeux agricoles isolés.

Ces aménagements sont également cohérents et complètent ceux engagés sur ce même secteur par la commune de Baillargues au niveau du parc Gérard Bruyère et de l'ouvrage de franchissement de la RN113 sur l'Aigues Vives, opérationnel depuis fin 2014 ainsi qu'avec le projet de bassin écrêteur de crue situé sur l'Aigues Vives en amont des secteurs habités de Baillargues et porté par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du futur PAPI (Programme d'Actions et de Préventions des Inondations) complet de l'étang de l'Or.

En ce qui concerne l'allée alluviale, un traitement paysager et écologique de grande qualité est prévu afin d'améliorer la situation environnementale actuelle du site. L'allée alluviale permettra aussi la restauration physique du cours d'eau et l'amélioration de ses fonctionnalités écologiques. Au final, l'allée alluviale va permettre de créer sur le secteur une trame verte et bleue favorable à la biodiversité par la restauration des continuités écologiques. Ce projet d'un montant d'environ 7 M€ H.T. devrait être mis en œuvre à partir de 2019. Le dossier Loi sur l'Eau du projet d'allée alluviale a reçu l'avis favorable du Conseil syndical du SYMBO, cet aménagement étant en cohérence avec les orientations définies à l'échelle du bassin versant de l'étang de l'Or et les actions inscrites au futur PAPI.

Le schéma directeur hydraulique de l'Aigues Vives sur Baillargues a été construit en concertation avec les services de la DDTM et de la DREAL. Il sera approuvé par l'Etat en parallèle des procédures Loi sur l'Eau déjà engagées du PEM et de celles liées à la réalisation de l'allée alluviale.

Pour permettre la réalisation du projet d'allée alluviale, il convient maintenant d'engager les procédures d'enquêtes publiques en vue de l'obtention des autorisations pour :

- l'acquisition, si besoin par expropriation, du foncier nécessaire sur les emprises du projet, soit une surface de 14 ha (4,7 ha ont d'ores et déjà été acquis à l'amiable)
- la réalisation des travaux.

Les dossiers soumis aux procédures d'enquête publique unique sont établis conformément au Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes en vigueur.

On distingue :

- l'étude d'impact sur l'environnement,
- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général conformément aux dispositions de l'article L 211-7 du Code de l'environnement,
- le dossier d'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau),
- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,
- le dossier d'enquête parcellaire.

Par délibération n°14301 en date du 14 décembre 2016, le Conseil de Métropole avait approuvé les dossiers d'enquêtes publiques relatifs à l'aménagement de l'allée alluviale sur la commune de Baillargues, opération portée au titre de la compétence aménagement du territoire. En effet, à cette date Montpellier Méditerranée Métropole n'était pas compétente pour porter des aménagements de protection contre les inondations sur les communes de son territoire situées sur le bassin versant de l'étang de l'Or.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, en application du décret de création du 23 décembre 2014 et des dispositions du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI), dans les conditions prévues au Code de l'Environnement. Elle peut maintenant engager des projets d'aménagement de protection contre les inondations sur ses communes situées sur le bassin versant de l'étang de l'Or.

Compte tenu de la nature et de l'objet des aménagements prévus par le projet d'allée alluviale, il est proposé d'abroger la délibération n°14301 en date du 14 décembre 2016 et d'approuver par la présente les dossiers d'enquêtes au titre de la nouvelle compétence GEMAPI.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°14301 en date du 14 décembre 2016,
- approuver le dossier d'enquête publique unique comportant l'étude d'impact sur l'environnement, les dossiers portant sur la déclaration d'intérêt général, l'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau), la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire concernant le projet de réalisation de l'allée alluviale sur l'Aigues Vives sur la commune de Baillargues, ainsi que les opérations induites, en vue des acquisitions foncières nécessaires à sa réalisation, au besoin par voie d'expropriation,
- demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault le lancement des procédures aux fins d'obtention, après enquête publique unique, de la déclaration d'intérêt général, l'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau), la déclaration d'utilité publique et la cessibilité,
- requérir à l'issue de l'enquête unique le procédé des arrêtés correspondants,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **10 AVR. 2018**

Pour extrait conforme,
le Président

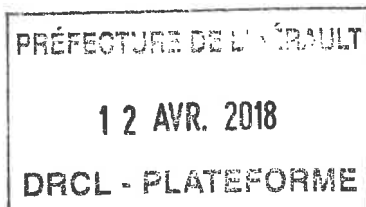


Philippe SAUREL

Publiée le : **10 AVR. 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : **12 AVR. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabbii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Contrat de délégation de service public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation conclu avec la société AMETYST - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12572 du 30 octobre 2014, le Conseil de Métropole a autorisé la signature du contrat de Délégation de Service Public (DSP) de Traitement des Déchets Ménagers par Méthanisation pour l'exploitation de l'unité située dans la zone d'activités GAROSUD à Montpellier, avec la société AMETYST pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2015.

Au terme des premières années d'exécution de ce contrat de délégation de service public, il est apparu indispensable d'intégrer les évolutions des conditions de son exécution, relatives notamment au nouveau tarif de rachat de l'électricité produite par méthanisation, ainsi qu'aux prestations nouvelles confiées au délégataire suite à la mise en place du dispositif de traitement d'air installé, évolutions occasionnant des variations de recettes et de dépenses.

En effet, le tarif de rachat du kWh d'électricité issu de méthanisation, fixé par les pouvoirs publics par l'arrêté du 19 mai 2011, a bénéficié d'une augmentation via un avenant au contrat d'obligation d'achat conclu par le délégataire avec EDF en janvier 2016 et qu'il convient de prendre en compte dans le calcul des redevances versées pour le traitement des ordures ménagères résiduelles (R OMR) et des bio-déchets (R BIO). Ainsi, l'avenant prend acte du nouveau tarif de vente d'électricité à EDF de 175 €/MWh, valeur 1er janvier 2016, contre un précédent tarif de 125,46 €, valeur septembre 2014, qui génère une amélioration des recettes de l'ordre de 9 M€ H.T sur la durée résiduelle de la DSP à compter du 1er janvier 2017.

Par ailleurs, le contrat prévoit, qu'au terme des travaux réalisés par la Métropole pour le traitement d'air en amont du biofiltre 3 en sortie des BRS, les dépenses d'exploitation, dont le montant n'était pas connu à la date de signature du contrat et aujourd'hui évaluées à 294 000 € H.T par an, soient prises en compte dans le calcul des redevances R OMR et R BIO.

En conséquence, les prix contractuels de traitement des ordures ménagères résiduelles de la Métropole (P OMR) et des bio-déchets (P BIO), d'un montant respectivement de 82,50 € H.T. la tonne et 40,00 € H.T. la tonne, valeur septembre 2014, sont ramenés respectivement à compter du 1^{er} janvier 2018 à 78,46 € H.T. et 28,41 € H.T. Les seuils d'intéressement de la Métropole aux recettes de valorisation énergétiques sont modifiés en conséquence pour tenir compte de l'accroissement du risque du délégataire.

Les parties ont également décidé de solder définitivement à titre transactionnel les exercices 2016 et 2017 par le paiement de la Métropole au profit du Délégataire d'un montant de 218 502,21 € HT.

Le projet d'avenant prend en compte par ailleurs le versement d'une subvention de l'Agence de l'Eau d'un montant de 608 774 € H.T. au bénéfice du délégataire et constate que celui-ci se trouve dans l'incapacité temporaire à réaliser son compte d'exploitation prévisionnel du fait des évolutions réglementaires, intervenues postérieurement à la signature du contrat, en consentant un abattement exceptionnel et conjoncturel de 50% sur le montant de la participation pour l'utilisation de l'usine pour les tonnages d'ordures ménagères tierces. Complémentairement, l'avenant comporte diverses dispositions relatives à l'installation par le délégataire d'un automate de pilotage des équipements de conduite des installations biogaz, sans surcoût financier pour la Métropole, ainsi qu'à la réalisation de prestations occasionnelles relatives notamment au vidage et nettoyage de conteneurs de collecte des bio-déchets en apport volontaire dénommés « Tubes ». Enfin, l'avenant comporte un certain nombre de dispositions diverses sans conséquences financières concernant les modalités de gestion comptable du compte Gros Entretien Renouvellement et les informations contractuelles à fournir par le délégataire.

Le nouveau montant actualisé de la DSP s'établit ainsi à 158 048 825,43 € H.T. en augmentation de 2,31% par rapport au montant initial de 154 397 952,67 € H.T. Le nouveau montant actualisé des redevances à verser par la Métropole au titre du traitement des ordures ménagères résiduelles et des bio-déchets et intégrant l'abattement exceptionnel et conjoncturel de 50% sur le montant de la participation pour l'utilisation de l'usine et les prestations supplémentaires de lavage des « Tubes », s'établit à 98 897 627,11 € H.T., en baisse de 5,42% par rapport au montant initial soit une économie de plus de 5,66 M € H.T., valeur septembre 2014, sur la durée résiduelle du contrat.

Ce projet d'avenant n°1 a reçu un avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public pour le traitement des déchets ménagers lors de sa séance du 14 mars 2018.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de DSP pour le traitement des déchets par méthanisation,
- dire que les crédits correspondant sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

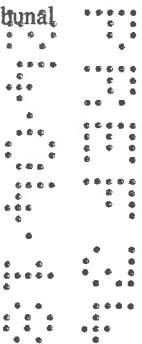
034-243400017-20180329-30773-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



RELATIONS INTERANTIONALES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sofia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAZ, Christophe COUR, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Patricia MIRALLES.

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure locale, nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant sur le potentiel du territoire local.

Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congrès dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2018, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Symposium Métropoles du Sud

L'Association Métropoles du Sud, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Marion MOUSTEY, a organisé les 19 et 20 janvier 2018, à l'ENSAM de Montpellier et à l'Institut de botanique, une manifestation intitulée « Symposium Métropoles du Sud ».

Cet événement organisé depuis 9 ans interroge la question des métropoles contemporaines avec pour objectif de définir la localité comme valeur d'ancrage dans les villes relevant des dynamiques métropolitaines. Environ 200 participants se sont réunis, principalement des architectes, de nationalités françaises, américaines et allemandes.

Une subvention de **1 500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès Living Territories

Le CIRAD de Montpellier, sous l'autorité de son Directeur Régional, Monsieur Michel SALAS, a organisé du 22 au 24 janvier 2018, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès Living Territories ».

Cet événement international a rassemblé les acteurs et les partenaires français et internationaux autour des approches territoriales du développement durable. Cette conférence contribue ainsi à structurer une partie de la recherche en sciences humaines et sociales et à valoriser la place du pôle montpellierain Agropolis. Environ 300 participants se sont réunis autour de cette thématique.

Une subvention de **3 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

L'urbanisme à Montpellier de l'an 1000 à la Métropole du XXIème Siècle

L'Association ANCOVART (Association Nationales des guides Conférenciers des Villes et pays d'Art et d'Histoire), sous l'autorité de sa Vice-Présidente, Madame Marie d'ASPE, a organisé du 30 janvier au 03 février 2018, à Montpellier, une manifestation intitulée « L'urbanisme à Montpellier de l'an 1000 à la Métropole du XXIème Siècle ».

Cette association organise chaque année son congrès national dans une ville de France. La ville de Montpellier a été retenue pour son congrès 2018. Cette association fait la promotion du patrimoine historique auprès des guides conférenciers. Environ 120 conférenciers nationaux venant de différentes villes françaises, majoritairement labélisées villes et pays d'art et d'histoire, se sont réunis.

Une subvention de **2 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès Biotrace – Les bio-conceptions innovantes

L'Association BIOTRACE, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Norhane SALAH, a organisé le 07 février 2018, à Polytech Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès Biotrace – Les bio-conceptions innovantes ».

Cette manifestation scientifique est un lieu d'échanges et de rencontres d'experts en biotechnologies à travers une approche interdisciplinaire. Ce congrès contribue à renforcer la visibilité de l'Université de Montpellier dans les domaines du diagnostic et de l'innovation technologique au niveau régional et national. Environ 50 participants se sont réunis, chercheurs, étudiants, enseignants-chercheurs montpelliérains et nationaux.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

17^{ème} Séminaire Eau

L'Université de Montpellier – Polytech, sous l'autorité du Directeur de Polytech Montpellier, Monsieur Serge PRAVOSSOUDOVITCH, a organisé du 12 au 14 février 2018, à Polytech Montpellier, une manifestation intitulée « 17^{ème} Séminaire Eau ».

Ce congrès spécifique des technologies du secteur de l'eau a permis, à travers une succession de conférences présentées par des professionnels issus des grandes entreprises et des experts des organismes publics, d'aborder des thèmes porteurs innovants et actuels liés à la problématique de l'eau. Cette mise en contact des élèves avec le monde industriel et socio-économique a déplacé près de 300 personnes.

Une subvention de **2 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Festival du jeu de Montpellier 2018

L'association du Festival du Jeu de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Mathieu LILLA, a organisé du 10 au 11 mars 2018, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Festival du jeu de Montpellier 2018 ».

Ce salon accueille l'ensemble des professionnels du secteur (56 éditeurs attendus contre 43 l'année dernière) et pourrait devenir à terme le rendez-vous incontournable du Sud de la France. De nombreuses associations locales, regroupant plus de 2 000 membres, sont attendues, les ludothèques locales mais aussi l'ALF, Association des Ludothèques de France, le soutien et la participation des professionnels locaux (6 boutiques, 2 bars à jeux), la présence de professionnels nationaux. 7 000 visiteurs sont prévus, ainsi qu'une présence largement accrue des acteurs professionnels.

Une subvention de **8 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Semaine de la Francophonie

L'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (UPVM), sous l'autorité de son Président, Monsieur Patrick GILLI, a organisé du 15 au 23 mars 2018 à la Bibliothèque Centrale de Montpellier, site Saint Charles – Campus Route de Mende à Montpellier, une manifestation intitulée « Semaine de la Francophonie ».

Cette manifestation s'inscrit dans une longue tradition de mise en valeur de la francophonie à l'UPVM qui a acquis depuis une trentaine d'années une réputation nationale et internationale dans ce domaine. A travers ses différentes manifestations de la semaine de la francophonie 2018, l'UPVM a attiré tout au long de la semaine un public d'horizons différents, dont la présence consolidera le rayonnement national et international.

du territoire. Une quarantaine de participants s'est réuni de différents pays, France, Sénégal, Togo, Allemagne, Angleterre.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3^{ème} édition de la Climate Game Jam

L'Association HAKATAH, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Caroline GIMENO, a organisé du 16 au 18 mars 2018 à l'espace French Tech de Montpellier, une manifestation intitulée « 3^{ème} édition de la Climate Game Jam ».

Cet événement performatif a réuni la communauté scientifique environnementale et les acteurs du jeu vidéo en plein centre-ville de Montpellier à l'espace French Tech. Cette 3^{ème} édition de la Climate Game Jam s'est imposée comme un événement unique et populaire avec le thème du changement climatique Développement durable Biodiversité. Une cinquantaine de participants, étudiants et jeunes professionnels du jeu vidéo Français se sont réunis.

Une subvention de **2 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation **dont 948 euros** en valorisation de l'espace et du gardiennage et **1 052 euros** en numéraire.

Printemps de la Cardiologie

La Société Française de Cardiologie, sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean-Yves LE HEUZEY, organisera du 04 au 06 avril 2018, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Printemps de la Cardiologie ».

Ce congrès scientifique national est l'occasion de mettre en lumière tous les ans le dynamisme des équipes de recherche de la ville d'accueil en ce qui concerne les avancées thérapeutiques et les diagnostics les plus récents. Près 600 congressistes, cliniciens et chercheurs venant de toute la France, mais aussi d'une dizaine de pays sont attendus.

Une subvention de **6 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès GESUS

L'Université Paul-Valéry Montpellier 3, sous l'autorité de son Président, Monsieur Patrick GILLI, organisera du 05 au 07 avril 2018, à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, site Saint Charles, une manifestation intitulée « Congrès GESUS ».

Ce congrès sera organisé pour la 1^{ère} fois en France. Il est organisé par le CREG (Centre de recherche et d'études germaniques) de l'Université Paul-Valéry pour faire la promotion de la langue allemande et des langues. Environ 130 participants, étudiants, doctorants, enseignants et chercheurs issus de 20 pays sont attendus.

Une subvention de **1 000 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

AG annuelle de la fédération Française de Judo

La Ligue Occitanie de Judo, sous l'autorité de son Président, Monsieur Franck OPITZ, organisera du 13 au 15 avril 2018, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « AG annuelle de la fédération Française de Judo ».

Cette manifestation rassemblera l'ensemble du Conseil d'Administration fédéral, les salariés, les élus des comités, les ligues et les représentants des clubs du territoire national et d'outremer. C'est l'ensemble des instances du monde du judo qui sera présent à Montpellier pour découvrir son territoire. Près de 550 congressistes sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2018, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

M. Guy BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-32063-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Eric PENSO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Ressources Humaines - Véhicules de fonction 2018 - Désignation des bénéficiaires - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990, un véhicule de fonction peut être attribué par nécessité absolue de service à certains agents occupant un emploi fonctionnel au sein de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il s'agit notamment des emplois de Directeur Général des Services, de Directeur Général des Services Techniques, de Directeur Général Adjoint des Services et d'un emploi de collaborateur de cabinet du Président.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-13-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, les conditions de cette attribution doivent faire l'objet d'une délibération annuelle.

Il est proposé au Conseil de fixer la liste des emplois de Montpellier Méditerranée Métropole donnant droit à un véhicule de fonction pour nécessité absolue de service comme suit :

- le Directeur Général des Services,
- le Directeur de Cabinet,
- le Directeur Général des Services Techniques,
- les Directeurs Généraux Adjointes des Services.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- établir la liste des emplois pouvant bénéficier d'un véhicule de fonction telle que précisée ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30619-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Michèle DRAY-FITOUSSI, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI.

Ressources Humaines - Harmonisation des Plans de Mobilité (PDM) de la Ville et de la Métropole - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

L'article 51 de la Loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose que, dans le périmètre d'un plan de déplacements urbains, toutes les entreprises regroupant plus de 100 salariés sur un même site doivent **élaborer un PDM**. Le plan de mobilité prévu au 9° de l'article L. 1214-2 du Code général des collectivités territoriales vise à optimiser et à augmenter l'efficacité des déplacements liés à l'activité de l'entreprise, en particulier ceux de son personnel, dans une perspective de diminution des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et de réduction de la congestion des infrastructures et des moyens de transports.

Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'autorité organisatrice des transports, maintenant autorité organisatrice des mobilités, est impliquée depuis de nombreuses années dans le développement d'une politique harmonieuse des déplacements sur son territoire. Elle donne notamment la priorité aux mobilités les moins polluantes, aux usagers les plus fragiles, à l'intermodalité afin de limiter la dépendance à l'automobile dans une logique de développement durable et soutenable, de préservation de la qualité de l'air et de lutte contre le bruit.

A ce titre elle agit à la fois en amont au niveau des documents stratégiques comme le Plan de Déplacement Urbain (PDU) ou le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) mais aussi de manière très concrète en construisant et exploitant le réseau de transport en commun, en réalisant des aménagements favorisant les mobilités actives et en assurant des actions de promotion et d'incitation en faveur de ces modes de déplacements pour l'ensemble des usagers, entreprises et structures du territoire. Le PDM est ainsi un des leviers d'action de mise en œuvre de cette politique.

La démarche de convergence entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole est l'occasion, dans un souci d'exemplarité des deux entités, de mettre en place un PDM harmonisé dont les objectifs sont de proposer à chaque agent des solutions de déplacement en les incitant à penser différemment, d'assurer une équité sociale, de promouvoir les déplacements doux et de faciliter le processus de mutualisation.

Le dispositif PDM harmonisé offre plusieurs solutions de déplacement aux agents. Les modalités pratiques et tarifaires suivantes seront applicables au 1^{er} juin 2018.

1. Le déplacement en transports en commun

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de l'ensemble des lignes TaM ainsi que des parkings Tram, de la mise à disposition gratuite d'un vélo VELOMAG complété de ses éléments de sécurité et d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

L'entité prend à sa charge 50% du montant de l'abonnement annuel TaM.

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de **18.06€ par mois**.

Pour tous autres abonnements (*Tatoo, Via pro, Hérault Transport ...*), l'entité prend à sa charge 50% du montant annuel de l'abonnement (la prise en charge est plafonnée à 86.17€/mois en 2018).

2. Le déplacement en vélo classique

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un

vélo avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par l'entité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
Vélo classique	100 €	100 €	100 €	100 €	50 €	50 €	50 €

3. Le déplacement en vélo pliable pour développer l'intermodalité

Cette nouvelle offre doit pouvoir aider certains agents à faciliter leurs déplacements multimodaux comme le train + vélo ou le tramway + vélo et ainsi développer de nouveaux usages des modes doux.

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo à assistance électrique ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition gratuite d'un vélo pliable avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par l'entité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Ce dispositif est cumulable avec le dispositif PDM transport en commun.

La perte, le vol ou une dégradation importante du vélo nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
Vélo pliable	200 €	200 €	200 €	200 €	200 €	100 €	100 €

4. Le déplacement en vélo à assistance électrique (VAE)

Ce dispositif est accessible aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non-titulaires mensualisés qui ne disposent pas d'un accès parking, d'un vélo classique ou pliable, d'un abonnement transport en commun ou de l'indemnité kilométrique vélo.

Les agents ayant opté pour ce mode de transport pourront bénéficier de la mise à disposition d'un VAE avec prise en charge et réparation des éléments de sécurité au cours d'une révision annuelle organisée par l'entité ainsi que d'un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail.

Pour l'année 2018, la participation financière demandée à l'agent sera de 18.06€ par mois. Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM.

La perte, le vol ou une dégradation importante du VAE nécessitant son remplacement incombe à l'agent. Il sera demandé à l'agent de s'acquitter de la somme suivante (le tarif appliqué est dégressif en fonction de l'âge du vélo) :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Années suivantes
VAE	300 €	300 €	300 €	300 €	200 €	100 €	100 €

5. L'expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo (IKV)

Afin d'inciter les agents à changer de comportement et favoriser l'usage du vélo pour les déplacements domicile/travail, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent la mise en place d'une expérimentation de l'indemnité kilométrique vélo pour 20 agents de la Ville de Montpellier et 10 agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un accès parking, d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à l'entité.

L'indemnité est fixée à 25 centimes d'euros par kilomètre parcouru entre le lieu de résidence et le lieu de travail.

L'indemnité kilométrique est plafonnée à 216.72€/an en 2018 (montant de la participation annuelle TaM). Elle sera versée mensuellement sur la paie de l'agent.

Ce dispositif est cumulable avec un jour de stationnement gratuit par semaine (cumulable sur un trimestre) dans le parking en ouvrage proche de son lieu de travail (déduit forfaitairement de l'IKV).

6. Le déplacement en voiture : stationnement parking

Les conditions d'accès sont les suivantes : l'agent doit être titulaire, stagiaire ou non titulaire mensualisé et ne doit disposer ni d'un abonnement transport en commun ou d'un vélo/VAE appartenant à l'entité ou de l'IKV. De plus, ce dispositif n'est accessible qu'aux agents habitant à plus de 500 mètres d'une station de Tramway et à plus de 2 kilomètres de leur lieu de travail.

Une période transitoire avec maintien des droits d'accès actuels des agents s'ouvrira à compter du 1^{er} juin 2018 pour une durée de 6 mois (jusqu'au 30 novembre 2018). Ce délai permettra aux agents de revoir leur organisation personnelle en termes de déplacements.

La Direction Qualité de Vie au Travail, du Dialogue Social et de l'Accompagnement Managérial appréciera les demandes de dérogations à ces règles pour raisons médico-sociales. Par ailleurs, il sera du ressort de chaque direction de justifier des demandes de dérogations liées à des contraintes de service ou à des cycles de travail spécifiques. Ces demandes seront alors soumises à la Direction Générale des Services.

Pour plus d'équité, le montant de la participation financière demandé à l'agent est calculé en fonction de son revenu net fiscal.

Cette participation est indexée sur le montant de l'abonnement annuel TaM.

Participation mensuelle	Voitures	Deux-roues
A < 25 000 € nets annuels	20 €	10 €
25 000 € < A ≤ 28 000 €	25 €	13 €
28 000 € < A ≤ 32 000 €	30 €	15 €
A > 32 000 € nets annuels	35 €	18 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les dispositions de la présente délibération abrogent toutes dispositions contradictoires prises par des actes antérieurs,
- approuver les modalités pratiques et tarifaires proposées,
- préciser qu'elles seront applicables au 1^{er} juin 2018,
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix
Contre : 0 voix



Abstention : 1 voix
Ne prend pas part au vote : 1 voix
Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31999-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI.

Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I- Création de poste dans le cadre des conventions portant création de services communs :

Dans le cadre des conventions portant création de services communs prises en application de l'article L5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans l'annexe 1 ci-jointe ;

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en annexe 2 ci-jointe après avis du Comité Technique (CT) du 20 mars 2018;

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 3 ci-jointe après avis du CT du 20 mars 2018.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV-Modification d'intitulés de postes au tableau des effectifs :

Dans le cadre de la nouvelle organisation présentée au CT du 20 mars 2018 des Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du Lez et Piémont et Garrigues, il convient de modifier les intitulés de postes mentionnés en annexe 4 ci-jointe

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des modification d'intitulés de postes.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935,936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31657-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- ANNEXE 1
- ANNEXE 2
- ANNEXE 3
- ANNEXE 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien Libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002017-257	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Assistant(e) comptable	Gestionnaire administrative et comptable
002016-005	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoiemment	Conducteur balayeuse
002017-276	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent nettoyage
002016-001	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoiemment	Conducteur mécalac
002016-002	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoiemment	Conducteur balayeuse
002016-004	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoiemment	Agent voirie
002016-014	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent voirie

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-015	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent de nettoyement
002016-016	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent des espaces verts	Conducteur épareuse
002016-306	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent espaces verts
002016-311	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent espaces verts
002016-312	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie	Conducteur épareuse
002016-331	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent voirie

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-332	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent balayage mécanisé
002016-333	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Assistante administrative	Secrétaire
002016-341	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Technicien territorial ou Agent de maîtrise territorial	Responsable technique de proximité	Responsable Unité Espaces verts
002016-339	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Conducteur PL voirie
002016-340	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Conducteur balayeuse
002016-013	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent balayage mécanisé

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien Libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-394	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Ingénieur territorial	Ingénieur	Responsable unité cellule ingénierie
002016-059	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Technicien territorial ou Agent de maîtrise territorial	Responsable technique de proximité	Responsable Unité Espaces verts
002016-053	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent des espaces verts	Référent équipe espaces verts
002016-055	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent espaces verts
002016-056	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent balayage mécanisé
002016-384	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef d'équipe des Espaces verts	Référent équipe espaces verts et Chauffeur épareuse

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-390	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoieiment	Agent balayage manuel
002016-387	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoieiment	Agent balayage manuel
002016-388	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoieiment	Agent balayage manuel
002016-389	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoieiment	Agent balayage manuel
002016-386	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent des espaces verts	Agent voirie
002016-293	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent espaces verts

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien Libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-294	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent voirie
002016-451	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent des espaces verts	Référent équipe espaces verts et Chauffeur épareuse
002016-447	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoie ment	Agent balayage mécanisé
002016-448	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoie ment	Référent équipe nettoie ment
002016-453	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie	Référent équipe voirie
002016-375	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Ingénieur territorial	Responsable technique de proximité	Responsable de la Cellule Ingénierie
002016-376	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Rédacteur territorial	Rédacteur	Gestionnaire administrative et comptable

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-378	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Technicien territorial	Adjoint au Responsable technique de proximité	Référent SIG
002016-372	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Agent maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef d'équipe des espaces verts	Référent d'équipe EV Sud
002016-362	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie	Cantonnier
002016-365	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie	Magasinier
002016-379	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Technicien Territorial	Chef d'équipe voirie nettoieement	Responsable Unité Voirie
002016-027	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Adjoint administratif	Gestionnaire administrative et RH
002016-026	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Cantonnier
002016-030	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Référent équipe voirie

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-031	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Conducteur épareuse
002016-032	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Référent d'équipe EV Nord
002016-074	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent d'entretien de la voirie
002016-076	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Référent équipe voirie signalisation
002016-077	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent d'entretien de la voirie
002016-078	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Agent maitrise territorial ou Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Référent d'équipe EV Sud
002016-079	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent espaces verts
002016-081	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Technicien Territorial	Chef d'équipe	Responsable unité Nettoieement

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien Libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-427	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Cantonnier
002016-428	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent espaces verts
002016-429	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Cantonnier
002016-430	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent espaces verts
002016-431	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent espaces verts
002016-434	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Adjoint technique	Agent balayage mécanisé
002016-435	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Adjoint technique	Agent balayage mécanisé
002016-436	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Adjoint technique	Référent équipe cantonnier

Ref Post	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-080	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Technicien territorial	Technicien	Gestionnaire domaine public et Chef de secteur éclairage public
002016-432	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Agent maîtrise territorial	Adjoint au responsable technique de proximité	Chef de secteur espaces verts Sud
002016-433	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Agent maîtrise territorial	Responsable technique de proximité	Chef de secteur espaces verts Nord
002016-364	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent des espaces verts	Cantonnier
002016-361	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoyement	Agent voirie
002016-367	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie	Agent espaces verts
002016-028	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent éclairage public
002016-066	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Technicien territorial	Responsable technique de proximité	Responsable Unité Espaces verts

Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois	Ancien libellé de fonctions	Nouveau libellé de fonctions
002016-083	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Responsable technique de proximité	Référent d'équipe EV Nord
002016-082	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	Agent espaces verts

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à créer	Fonctions
2004-722	Département Administration Générale et Finances	Direction des Finances	Temps complet	Rédacteur territorial	Chargée de mission trésorerie et fiscalité	2004-722	Département Administration Générale et Finances	Direction des Finances	Temps complet	Attaché territorial	Chargé(e) d'études en matière de fiscalité, dette et trésorerie à la DF
2012-013	Département Culture et sports	Direction des sports	Temps complet	Rédacteur territorial	Assistant de gestion administrative RH	2018-009	Département Culture et sports	Direction des sports	Temps complet	Rédacteur territorial	Directeur de site Local Event Manager Coupe du monde féminine du football 2019
2002-142	Département Culture et sports	Direction de la Culture Planétarium	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Chargé(e) de l'accueil des groupes au Planétarium	2018-010	Département Culture et sports	Direction des sports	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire RH
002016-018	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent des espaces verts	002016-018	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts
002016-017	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	002016-017	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts
002016-441	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoyement	002016-441	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts
002016-309	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps non complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoyement	002016-309	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts

Suppressions de postes						Créations de postes					
Ref Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à supprimer	Fonctions	Ref Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à créer	Fonctions
002016-457	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Littoral	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie au sein du Pôle Littoral	002016-457	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Cantonnier
002016-058	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Contrat alternance	Apprenti	Apprenti chargé de l'entretien des espaces verts	002016-058	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts
002016-060	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie	002016-060	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts
002016-452	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent des espaces verts Retraite PAGES	002016-452	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent Espaces verts
002016-061	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie	002016-061	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Gestionnaire du domaine public
002015-087	Département services publics environnement et transports	Direction de l'action territoriale	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire comptable	002015-087	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Gestionnaire comptable
002016-046	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoyage	002016-046	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à créer	Fonctions
002016-314	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Contrat alternance	Apprenti	Apprenti chargé de l'entretien des espaces verts	002016-314	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts
002016-320	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoyage	002016-320	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts
002016-321	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoyage	002016-321	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Plaine Ouest	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts
002016-075	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	002016-075	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Cantonnier
002016-438	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoyage	002016-438	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent espaces verts
002016-373	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoyage	002016-373	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de signalisation
002016-064	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent des espaces verts	002016-064	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Agent de maîtrise territoriale ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur éclairage public

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet /non complet	Cadre d'emplois / emplois à créer	Fonctions
002016-073	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	002016-073	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Littoral	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur éclairage public
002016-437	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Adjoint technique	002016-437	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Conducteur de balayeuse vient de PVL
002016-439	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint technique territorial	Adjoint technique	002016-439	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur nettoieement

* Poste transformé à compter du départ à la retraite de l'agent : 01/06/2018

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/ emplois à créer	Fonctions
2011-010	Département Culture et Sport	Ecotothèque	Temps complet	Adjoint territorial d'animation	Animateur concepteur en multimédia	2013-010	Département Culture et Sport	Ecotothèque	Temps complet	Animateur territorial ou Rédacteur territorial	Animateur concepteur en multimédia
2013-010	Département Culture et Sport	Ecotothèque	Temps complet	Adjoint territorial d'animation	Animateur en environnement et développement durable	2013-010	Département Culture et Sport	Ecotothèque	Temps complet	Animateur territorial ou Rédacteur territorial	Animateur concepteur en multimédia

Dans le cadre de la nouvelle organisation présentée au CT du 20 mars 2018 des Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du Lez et Piémont et Garrigues, 8 postes au grade d'Adjoint technique deviennent accessibles au cadre d'emplois d'agent de maîtrise pour une mise en cohérence avec les fonctions de Chef de secteur

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/ emplois à créer	Fonctions
002016-009	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Chef d'équipe voirie	002016-009	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur voirie
002016-011	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien de la voirie	002016-011	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur voirie Conducteur épareuse

Cadre(s) d'emplois actuels						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/ emplois à créer	Fonctions
002016-310	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent d'entretien polyvalent	002016-310	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur espaces verts
002016-335	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent de nettoielement	002016-335	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur espaces verts
002016-057	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Adjoint technique territorial	Agent polyvalent des espaces verts	002016-057	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur espaces verts
002016-391	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Responsable technique de proximité	002016-391	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur voiture
002016-003	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint technique territorial	Chef d'équipe nettoielement	002016-003	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur nettoielement

Cadre(s) d'emplois actuels						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/ emplois à créer	Fonctions
002016-393	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef d'équipe service nettolement	002016-393	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Piémont et Garrigues	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Chef de secteur nettolement

Dans le cadre de la nouvelle organisation présentée au CT du 20 mars 2018 des Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du Lez et Piémont et Garrigues, 2 postes au grade d'Adjoint administratif deviennent accessibles au cadre d'emplois d'agent de maîtrise pour une mise en cohérence avec les fonctions de gestionnaire du domaine public

Cadre(s) d'emplois actuels						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/ emplois à créer	Fonctions
002016-357	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Adjoint administratif	002016-357	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Vallée du Lez	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Gestionnaire Domaine Public
002016-008	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Adjoint administratif territorial	Adjoint administratif	002016-008	Département services publics environnement et transports	Direction de l'Action territoriale Pôle Cadoule et Bérange	Temps complet	Agent de maîtrise territorial ou Adjoint technique territorial	Gestionnaire Domaine Public

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Département / Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/service
1	2018-008	Département Administration Générale et Finances	A	Temps complet	Ingénieur territorial	Directeur mutualisé Energie et Moyens généraux



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Marie Hélène SANTARELLI.

Ressources Humaines - Conventions de mise à disposition de services ascendantes et descendantes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les systèmes d'information

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont engagés depuis 2016 dans un processus de convergence qui se traduit entre autres par la mise en place de services communs et des procédures de groupements de commandes.

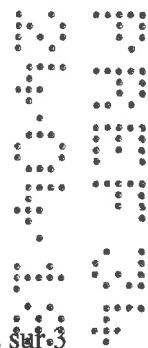
Par ailleurs, suite aux transferts de compétences de plein droit issus de la création de la Métropole, certains services concernés dans leur intégralité ont été transférés à la Métropole. D'autres, impactés partiellement dans leurs missions et leurs effectifs sont restés municipaux, tout en étant concernés par une mise à disposition de service ascendante en application des dispositions de l'article L5211-4-1- II du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Concernant les systèmes d'information, le processus de mutualisation ne pourra être finalisé qu'après la procédure de définition d'un schéma directeur informatique de la Ville et la Métropole.

Pour autant, les transferts de compétences intervenus tout comme le contexte de mutualisation des deux administrations ont eu comme conséquence une imbrication de plus en plus forte des outils informatiques de gestion utilisés par les services. Les systèmes d'information de la Ville de Montpellier et de la Métropole partagent un certain nombre d'éléments communs (infrastructure réseau, baies de stockages, applications transversales...). Ainsi, des agents de la direction des systèmes d'information de la Ville de Montpellier sont amenés à utiliser, de manière transparente pour eux, des éléments gérés par la direction des ressources informatiques de Montpellier Méditerranée Métropole. Il en est de même dans l'autre sens.

Pour tenir compte de ces impacts et afin de garantir la continuité du service et la bonne organisation des services, il est proposé conformément aux dispositions de l'article L 5211-4-1-III du CGCT de mettre en œuvre une convention de mise à disposition descendante de service de Montpellier Méditerranée Métropole vers la Ville de Montpellier en matière de systèmes d'information.

De la même manière, afin de disposer d'une bonne organisation des services, il est proposé de mettre en œuvre une convention de mise à disposition ascendante de service de la Ville de Montpellier vers Montpellier Méditerranée Métropole en matière de systèmes d'information.

Ces conventions auront un caractère temporaire d'un an, dans l'attente de la mise en place d'un service commun des systèmes d'information. En annexes des conventions, sont définies les thématiques qui font l'objet de ces mises à disposition de services.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe des mises à disposition de service ascendantes et descendantes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les systèmes d'information,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 19 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

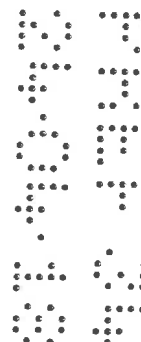
034-243400017-20180329-32473-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Mustapha MAJDOUE, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART, Sonja KERANGUEVEN, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Marie-Hélène SANTARELLI.

Ressources Humaines - Recours à des vacances - Création de nouvelles vacances pour les médecins de prévention - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Pour répondre à un besoin temporaire de médecins afin d'exercer le rôle de médecin de prévention à destination des agents dans le cadre des missions de santé au travail du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales mutualisé, il est nécessaire de créer de nouvelles vacances pour les médecins de prévention.

Le contexte national de pénurie de médecins, plus particulièrement de médecins du travail, rend difficile la mise en œuvre de remplacement lors d'absences ou de départs.

Par ailleurs, le service inter-entreprises de santé au travail ainsi que le Centre de gestion ne peuvent répondre à l'intégralité du besoin de suivi des agents de manière immédiate.

Afin de palier de manière temporaire aux difficultés de recrutement et afin de permettre un suivi médical des agents, il est en conséquence proposé de créer une vacation et de définir des taux horaires de rémunération à 45 € / heure.

Les médecins concernés seront rémunérés en application de ces taux horaires et sur état de présence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'une vacation et les taux horaires spécifiques,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2018, chapitre 930,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-32399-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Clare HART.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Protection des captages du Flès à Villeneuve-lès-Maguelone - Mise en place de suivis de la qualité de l'eau sur l'aire d'alimentation - Demande de d'aides financières- Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

En tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable, Montpellier Méditerranée Métropole porte une démarche de reconquête de la qualité de la ressource souterraine exploitée par les captages de Villeneuve-lès-Maguelone (captages du Flès).

Ces ouvrages sont classés prioritaires pour leur protection contre les pollutions par les produits phytosanitaires au titre du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée. A ce titre, ils ont fait l'objet d'études visant à définir un programme d'actions à mettre en œuvre à l'échelle de leur aire d'alimentation (approuvés par délibération n° 14540 du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017) qui s'étend sur 7000 ha et forme un triangle entre Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et Cournonterral.

Ce programme prévoit des actions visant la réduction des pressions polluantes liées à l'usage de produits phytosanitaires sur les zones agricoles et non agricoles.

Il y est également prévu la mise en place de réseaux de suivi de la qualité des eaux superficielles pour disposer d'un état des lieux précis en différents points du bassin versant et mieux appréhender les mécanismes et dynamiques de transfert des molécules pesticides.

Il s'agira également de piloter au mieux les démarches et d'évaluer les actions menées dans le cadre des programmes de reconquête de la qualité de l'eau.

Les points de prélèvements sont déterminés, ou le seront, de façon à couvrir l'ensemble du bassin versant ou des zones contributives, et à disposer d'une analyse globale de chacune des situations.

Le premier suivi concerne le réseau hydrographique superficiel, qui contribue à l'alimentation de la ressource exploitée. Quatre campagnes de prélèvements en six points sur une année sont programmées pour déterminer un état qualitatif initial de ce réseau hydrographique. Selon les résultats, un programme de suivi pourrait être mis en place ultérieurement sur la durée.

Le deuxième suivi vise à mieux connaître l'impact de l'entretien des principaux espaces de sport et loisirs sur la qualité de l'eau. Le golf de Juvignac et le stade de la Mosson sont les principales infrastructures consommatrices de produits phytosanitaires et se situent sur des zones vulnérables à la pollution. Le suivi qualité concerne quatre points dont la localisation reste à déterminer et sur lesquels seront planifiées quatre campagnes d'analyses sur deux ans. Il constituera un outil de sensibilisation et permettra de définir des actions de réduction des risques avec les acteurs concernés.

Enfin, **pour le troisième suivi**, il est proposé de suivre la qualité de l'eau à l'exutoire de réseaux d'eaux pluviales de quelques zones d'activités présentent sur l'aire d'alimentation des captages. Le suivi qualité concerne quatre points dont la localisation reste à déterminer et sur lesquels seront planifiées deux campagnes d'analyses sur deux ans. L'impact de l'entretien des zones industrielles et commerciales est peu connu. Les résultats d'analyses permettront d'identifier si un diagnostic plus approfondi des pratiques sur différents espaces est nécessaire.

Ces réseaux de suivi seront mis en place de manière échelonnée et les modalités de suivi (nombre de points et périodicités) pourront être réajustées par rapport aux préconisations du programme d'actions.

Le coût prévisionnel maximum des trois suivis est respectivement de 19 000 € H.T., 25 000 € H.T. et 13 000 € H.T., soit un total de 57 000 € H.T. L'Agence de l'Eau subventionne ce type de projet à hauteur de 80%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place de ces suivis de la qualité de l'eau sur l'aire d'alimentation des captages du Flès pour un montant de 57 000 € H.T.,

- solliciter de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse ses meilleures aides financières en vue de la réalisation de ces suivis qualité,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits au budget annexe de l'eau potable de l'exercice en cours, chapitre 011 et seront complétés autant que de besoin au budget des prochains exercices,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-30407-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Protection des captages du Flès à Villeneuve-lès-Maguelone : lancement de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) en groupement de commandes avec les communes volontaires - Demande d'aides financières - Approbation

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

En tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable, Montpellier Méditerranée Métropole porte une démarche de reconquête de la qualité de la ressource souterraine exploitée par les captages de Villeneuve-lès-Maguelone (captages du Flès).

Ces ouvrages sont classés prioritaires pour leur protection contre les pollutions par les produits phytosanitaires au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée. A ce titre, ils ont fait l'objet d'études aboutissant à la définition d'un programme d'actions approuvé par délibération n°14540 du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2017.

Ce programme est à mettre en œuvre à l'échelle de l'aire d'alimentation des captages (AAC). Il prévoit des actions visant la réduction des pressions polluantes liées à l'usage de produits phytosanitaires sur les zones agricoles et non agricoles (espaces publics et privés). L'AAC s'étend sur 7000 ha et forme un triangle entre Grabels, Villeneuve-lès-Maguelone et Cournonterral.

L'outil mobilisable pour accompagner les collectivités et leurs groupements dans cette démarche est le Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH). C'est un outil d'aide à la décision élaboré par un bureau d'études spécialisé, à partir d'un diagnostic complet des pratiques de gestion des espaces publics, et débouchant sur des préconisations adaptées à chaque entité.

L'objectif de ce plan est de supprimer durablement l'usage des pesticides sur les espaces publics et de diminuer les volumes d'eau utilisés pour l'arrosage des espaces verts. Un programme de formation et de sensibilisation des agents territoriaux et de la population est également prévu.

Montpellier Méditerranée Métropole est concernée à double titre par la gestion des produits phytosanitaires, d'une part en tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable et d'autre part en tant que gestionnaire de l'espace public (voirie et espaces verts associés) depuis le 1er janvier 2016.

Il lui est ainsi nécessaire de disposer de plans de gestion différenciée des espaces publics en cohérence avec sa politique de l'eau.

Elle propose donc de lancer, à l'échelle des pôles territoriaux concernés par l'AAC du Flès (Plaine Ouest et Piémonts et Garrigues), un groupement de commandes pour réaliser un PAPPH métropolitain sur les espaces publics dont elle a la gestion et des PAPPH communaux sur les espaces publics dont la gestion reste communale. Le pôle littoral, également concerné par l'AAC, n'est pas intégré à la démarche car les communes concernées ont déjà réalisé ce genre d'études. C'est également le cas de la commune de Saint Jean de Vedès.

Les communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques et Saussan ont ainsi été sollicitées lors de la réunion d'information du 29 janvier 2018 pour leur adhésion au groupement de commandes et la réalisation d'un PAPPH sur leurs espaces publics.

Une convention constitutive du groupement de commandes publique sera élaborée et précisera notamment la répartition financière entre la Métropole et les communes associées à l'étude.

Le montant prévisionnel de l'ensemble des études nécessaires à la démarche s'élève à 135 000 € H.T. Cette opération peut bénéficier d'un financement de 80% de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et de la Région Occitanie qu'il convient de solliciter.

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- s'engager à élaborer et à mettre en œuvre des Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) afin de limiter le recours aux intrants sur l'ensemble des espaces gérés par la Métropole et par les communes associées à la démarche, sous réserve d'obtenir le concours financier des partenaires,
- solliciter de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et de la Région Occitanie – Pyrénées – Méditerranée, leurs meilleures aides financières en vue d'exécuter les études nécessaires à la démarche de PAPPH,
- dire que les crédits seront inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 011,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

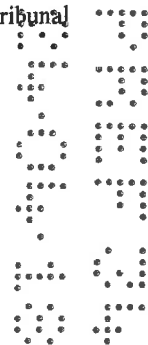
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-31151-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Piscine Caron de Castelnau-le-Lez - Proposition d'élargissement des horaires d'ouverture au public - Approbation

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

La piscine Caron est un établissement du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole situé sur la commune de Castelnau-le-Lez qui dispose de deux bassins extérieurs, dont un bassin ludique, et accueille chaque année près de 35 000 personnes avec la triple mission d'accueil des clubs sportifs, d'initiation des scolaires et d'ouverture au grand public.

Sur le plan sportif, l'ouverture hivernale de la piscine, mise en place en décembre 2013, a permis d'accueillir les entraînements des clubs de haut niveau du Montpellier Méditerranée Métropole Natation Université Club (3MUC) et du Montpellier Water-Polo (MWP) cinq jours par semaine de novembre à mai.

Sur le plan de l'apprentissage de la natation scolaire, l'ouverture estivale de la piscine permet la mise à disposition de lignes d'eau pour l'accueil 19 classes d'écoles primaires et 16 classes du collège Frédéric Bazille de Castelnau-le-Lez de mai à novembre.

Concernant l'ouverture de la piscine au public, il est constaté que son ouverture méridienne sur trois jours les lundis, mercredis et jeudis en période hivernale suscite un réel engouement qui se traduit par une évolution constante des fréquentations.

Consciente de ce succès et des demandes croissantes des usagers d'accéder plus largement à l'équipement, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite élargir les créneaux d'ouverture au public de la piscine en passant de trois à cinq jours par semaine. Ainsi la piscine serait accessible au grand public du lundi au vendredi de 11h30 à 14h30.

Il est proposé d'acter ce nouveau planning d'hiver d'ouverture au public à l'issue de la période estivale 2018 soit à compter du lundi 5 novembre 2018. Une campagne d'information à destination du public sera déployée dans les établissements sportifs de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'élargissement des horaires d'ouvertures de la piscine Caron sur cinq jours du lundi au vendredi de 11h30 à 14h30 à compter du lundi 5 novembre 2018 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à communiquer et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 10/04/18

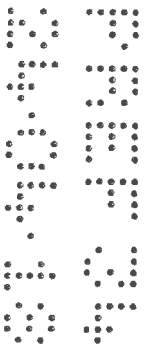
Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-30789-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Centre Nautique Neptune - Animations estivales - Dispositif Été Mosson 2018 - Tarification - Approbation

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Le Centre Nautique Neptune, ouvert au public depuis décembre 1969 est intimement lié au quartier de la Mosson dans lequel il est implanté, et accueille chaque année près de 150 000 personnes et 66 associations sportives utilisatrices.

Consciente du rôle primordial de cet équipement structurant du réseau des piscines en matière de lien social, Montpellier Méditerranée Métropole contribue chaque année à renforcer son programme d'animations estivales à destination des jeunes issus de ce quartier prioritaire de la politique de la ville.

Dans ce cadre, depuis plusieurs années, des animations spécifiques sont mises en œuvre chaque été sur cet équipement afin d'offrir une grande variété d'activités aux publics (cours d'aquagym, activités de pleine air, badminton, tennis de table...).

Cette année, il est proposé de mettre en place quotidiennement une animation sportive multi-activités à destination des jeunes publics âgés de 8 à 14 ans du 9 juillet au 24 août 2018 en partenariat avec la Ville de Montpellier, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et des associations sportives partenaires.

La première composante de cette animation sportive aura lieu tous les jours de la semaine (du lundi au vendredi) de 15h00 à 17h30 au Centre Nautique Neptune afin d'accueillir une centaine de jeunes autour d'activités nautiques encadrées par les éducateurs sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole.

La seconde composante de l'animation réside dans sa complémentarité avec des activités proposées aux jeunes âgés de 8 à 14 ans au sein du stade de la Mosson et du gymnase municipal Jean Bouin et ses plateaux sportifs annexes, afin de pratiquer un mélange d'animations sportives et culturelles (comme par exemple : football, basket-ball, futsal, break dance, ...). Un appel à projet a été lancé par la Ville de Montpellier auprès des associations sportives qui souhaitent participer à ce programme d'animation.

Afin de permettre l'accès des jeunes aux animations qui seront proposées, il apparaît opportun de mettre en place un tarif d'accès journalier (hors week-end) au Centre Nautique Neptune réduit à 1 € pour la tranche horaire 15h00-17h30.

Ce nouveau tarif préférentiel prendra effet le 9 juillet 2018 et s'achèvera le 24 août 2018 à 17h30.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en place d'une animation multi-activités au sein du Centre Nautique Neptune en lien avec la Ville de Montpellier et des associations partenaires ;
- adopter le nouveau tarif d'accès au Centre Nautique Neptune à 1 € dans les conditions évoquées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

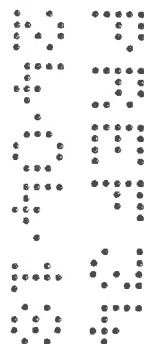
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL



Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31700-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Sports et Traditions sportives - Réseau des piscines - Piscine Les Néréides de Lattes - Opération "La Nuit du Sport" - Gratuité d'accès - Approbation

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

En favorisant l'apprentissage de la natation pour tous, ainsi qu'en permettant aux associations sportives de la Métropole qui le souhaitent d'évoluer au sein de ses installations sportives (stades, piscines...), Montpellier Méditerranée Métropole contribue activement au développement de la pratique sportive sur son territoire.

Consciente que l'amélioration du bien-être de ses habitants passe par la pratique d'une activité sportive régulière, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place, depuis 2013, un programme hebdomadaire d'activités à destination du grand public orienté vers la sécurité, la santé, le bien être, l'éducation et la solidarité. Près de 1700 personnes sont ainsi accueillies chaque semaine dans le cadre de ce programme et plus de 165 animations hebdomadaires sont réparties dans les 13 piscines du réseau.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé d'organiser à la piscine Les Néréides à Lattes, la 5^e édition de la Nuit du Sport, le vendredi 13 avril 2018 de 17h à 22h. Le but de cette manifestation ouverte au plus grand nombre est de promouvoir les bienfaits de l'activité physique par le biais d'aménagements spécifiques dans la piscine.

Des structures ludiques gonflables, un circuit training, une aquagym géante, un jardin aquatique pour les enfants, et des baptêmes de plongée seront mis à la disposition du public dans une ambiance festive et musicale.

Ces animations sont développées en étroite collaboration avec les associations sportives bénéficiant de créneaux d'entraînement à la saison dans cet établissement.

Dans ce contexte, il est proposé d'autoriser l'accès gratuit de l'équipement aquatique le vendredi 13 avril 2018 de 17h à 22h.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation de la 5^e édition de la Nuit du Sport à la piscine Les Néréides à Lattes,
- autoriser la gratuité des entrées dans cet établissement, le vendredi 13 avril 2018 entre 17h et 22h,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL



Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30780-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Sports et Traditions sportives - Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole - Organisation de la 4ème édition 2018 - Affectation de subventions - Convention d'attribution - Approbation

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa politique sportive Montpellier Méditerranée Métropole soutient les sports traditionnels tels que le tambourin, les joutes, ou encore la course camarguaise. A ce titre, depuis 8 ans Montpellier Méditerranée Métropole soutient la Fête du Taureau, organisée en juin à Baillargues.

Pour faire que la course camarguaise reste un sport attractif, spectaculaire et accessible, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place en 2015, en partenariat avec la Fédération Française de la course camarguaise, le « Trophée Taurin » de Montpellier Méditerranée Métropole.

La course camarguaise très implantée sur le territoire de la Métropole rayonne également au-delà de ses frontières. Les spectateurs, les sportifs, les manadiers assistent et participent également aux manifestations de course camarguaise sur les communes limitrophes à la Métropole. C'est dans cet esprit que le Trophée taurin et la Métropole justifie d'un lien particulier avec les communes de Lansargues et Mauguio.

Pour 2018, il est proposé de renouveler la manifestation en organisant 10 courses sur le territoire de 10 communes qui sont portées candidates, villages de tradition et de culture taurine : Saint Geniès des Mourgues, Castries, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols, Le Crès, Lattes, Saint Georges d'Orques, Mauguio et Lansargues.

Les courses peuvent s'inscrire dans le calendrier annuel des championnats de l'Avenir et d'As de la Fédération Française de la course camarguaise et doivent respecter le règlement et les modalités d'organisation des courses définies dans le cahier des charges du Trophée. Elles contribueront à faire rayonner le Trophée Taurin au-delà des frontières de la Métropole.

Dans ce cadre, et compte tenu de l'intérêt métropolitain de cette manifestation, il est proposé d'affecter aux clubs et associations suivants une subvention de fonctionnement de **5 500 euros** par course :

- « Le Sanglier » à Baillargues,
- « Le Trident » à Saint Geniès des Mourgues,
- « Association Pérolienne pour la Maintenance des Traditions » à Pérols,
- « Le Trident » à Castries,
- « Le Trident » à Saint Georges d'Orques,
- « Section Taurine « Paul Ricard » à Villeneuve-lès-Maguelone,
- « Lou Tau » à Lattes,
- « Joujou » à Le Crès,
- « Club Taurin Frédéric Durand » à Lansargues,
- « L'Union Taurine Melgorienne » à Mauguio

Des conventions d'attribution seront formalisées avec chacun de ces clubs pour déterminer les modalités d'organisation des courses ainsi que les conditions d'attribution de cette aide.

Les prix attribués aux meilleurs raseteurs de chaque course feront l'objet d'une affectation complémentaire par délibération du Conseil.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement de l'édition 2018 du Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver l'affectation des subventions aux clubs et associations susvisés pour l'organisation des courses du Trophée,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions afférentes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

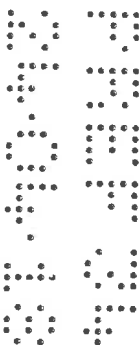
Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-29287-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**TRANSITION CLIMATIQUE ET NVIRONNEMENTALE,
DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE,
CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Claire JABADO, Patricia MIRALLES, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Rénovation thermique de copropriétés dans le cadre du projet EcoCité - Modification du programme technique - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Le Plan Climat Energie Territorial, devenu Plan Climat Air Energie approuvé par Montpellier Méditerranée Métropole inclut un axe phare en faveur de la rénovation thermique des logements, et en particulier les copropriétés privées des Trente Glorieuses.

C'est pourquoi la Métropole a répondu à un appel à projets « ECOCITE Ville de Demain » relatif aux opérations de rénovation énergétique. Cette candidature a été approuvée par le Conseil de Métropole le 18 décembre 2014. Il s'agit d'un tremplin pour initier les premières opérations de rénovation thermique de copropriétés privées sur la Métropole avec un objectif ambitieux en termes de performances énergétiques, les bouquets de travaux retenus devant atteindre le niveau « BBC Rénovation ».

A l'issue de l'examen de la candidature de la Métropole, le Premier Ministre a annoncé, par courrier en date du 27 juillet 2015, l'attribution d'une participation du Programme Investissement d'Avenir (PIA) à hauteur de 6 082 585 € pour la rénovation thermique de copropriétés. Cette subvention inclut des subventions d'investissement et d'ingénierie afin de réaliser les études complémentaires pour préparer les votes de travaux. Ces financements ont été contractualisés dans une convention « Rénovation énergétique » signée le 7 juin 2016, entre la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM (Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine).

Une seconde convention, dite « Convention locale », a été signée le 13 septembre 2016 et intègre de nouvelles actions permettant de prolonger la première vague de rénovation thermique en copropriété.

De plus, par délibération n°13258 du 30 septembre 2015, la Métropole a confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) le soin de faire réaliser les études complémentaires nécessaires à la préparation des votes de travaux en Assemblées Générales dans le cadre d'un mandat d'études d'une durée de 36 mois.

Aujourd'hui, des modifications sont à apporter aux programmes initialement proposés du fait des évolutions de contexte et pour actualiser la liste des copropriétés concernées. Ces changements ont fait l'objet de demandes approuvées par les Comités Opérationnels de Financements du 15 septembre 2017 et du 19 février 2018, ainsi que par le Comité de pilotage national du PIA du 26 septembre 2017.

Ces modifications permettent de valoriser pleinement les financements acquis qui restent inchangés.

De plus, l'octroi des subventions « EcoCité Ville de Demain » est conditionné par l'instrumentation des logements et l'analyse des performances énergétiques post-travaux grâce aux résultats des mesures réalisées. Un financement complémentaire du PIA de 140 033 € a été accordé pour ces actions qui seront ainsi subventionnées à hauteur de 50% du montant TTC des prestations d'études. Une première partie de cette subvention (56 904 €), est destinée à Montpellier Méditerranée Métropole, qui finance la partie complémentaire dans le cadre du mandat d'étude confié à la SA3M. Un avenant à ce sujet a en effet été approuvé par la décision n°D2017-898 en date du 6 décembre 2017. La seconde partie de la subvention, s'élevant à 83 129 €, sera versée à la SERM, agissant en qualité d'intermédiaire des copropriétés. Ces dernières prendront à leur charge le complément.

Ces évolutions doivent être contractualisées par des lettres avenants.

Enfin, la convention « Rénovation énergétique » de juin 2016 prévoit que chaque action financée fasse l'objet d'une convention d'application conclue entre l'intermédiaire percevant le financement du PIA et les copropriétés bénéficiaires. Ces conventions d'application doivent notamment indiquer les modalités de reversement de la subvention. Or, certaines actions sont sans reste à charge pour les copropriétaires, Montpellier Méditerranée Métropole apportant le financement complémentaire aux subventions du PIA. Aussi, par simplicité et puisque les copropriétés n'interviennent pas financièrement dans ces actions, il est proposé de rattacher celles-ci à la « Convention locale » de septembre 2016 qui n'impose pas la signature de conventions d'application.

En conséquence, il est proposé au Conseil de :

- approuver les modifications proposées quant au programme technique,
- dire que les crédits sont inscrits au budget, chapitre 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les trois lettres avenants, l'avenant à la convention « rénovation énergétique » ainsi que tout document relatif à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180329-30774-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Raphaël YOUSSEF, YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Voirie, Espace public - Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des routes, des rues et des infrastructures pour la mobilité (IDRRIM) - Approbation

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Créé en 2010 à l'initiative du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer, de l'Assemblée des Départements de France et des fédérations nationales de l'ingénierie privée et des travaux publics, l'Institut Des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) fédère l'ensemble des acteurs publics et privés de la communauté des infrastructures de transport. Véritable lieu d'échange, animateur du réseau scientifique et technique, l'IDRRIM a pour vocation de répondre aux problématiques de l'ensemble de ses adhérents, de concevoir de manière collégiale des documents de référence, avis techniques et guides techniques, et promouvoir le savoir-faire français à l'international.

Les 4 missions essentielles de l'IDRRIM sont de :

- Fédérer et de mobiliser l'ensemble des acteurs de la profession,
- Produire des documents de référence,
- Contribuer à l'amélioration des compétences,
- Faire rayonner l'excellence française.

L'objectif de l'IDRRIM est de répondre de manière homogène à des problématiques techniques ou stratégiques, de faire évoluer les patrimoines d'infrastructures et d'espaces publics vers une conception et une gestion durables ainsi qu'une plus grande optimisation de leur utilisation.

L'adhésion à cette association permettra à Montpellier Méditerranée Métropole de :

- participer, aux côtés notamment d'autres métropoles membres de cet institut comme Bordeaux Métropole, l'Eurométropole de Strasbourg, la Métropole Européenne de Lille, Nantes Métropole, la Métropole de Rouen Normandie et Orléans Métropole, à une réflexion collective sur les besoins de chacun, les enjeux économiques, technologiques et sociétaux,
- bénéficier d'opportunités d'échanges,
- accéder à un réseau privilégié d'informations validées par la communauté scientifique et technique,
- anticiper les évolutions futures pour accompagner mieux les décideurs et pour prescrire mieux envers nos prestataires entrepreneurs et ingénieurs.

Le montant de l'adhésion annuelle est forfaitaire et s'élève pour l'année 2018 à 700€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'IDRRIM ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de la Métropole, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

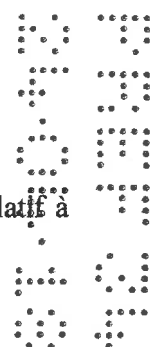
A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

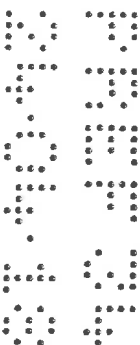
Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31045-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Voirie, Espace public - Programmation 2018 - Hérault Énergies - Travaux de mise en discrétion des réseaux aériens sur la commune de Beaulieu - Travaux de renforcement et de sécurisation du réseau de distribution publique d'électricité sur la commune Restinclières - Modification de la convention pour les travaux sur la commune de Saint Jean de Védas - Approbation - Demande de subventions - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans la poursuite des projets communaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique

A ce titre, dans le cadre de la programmation de travaux 2018, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation de l'éclairage public.

La programmation métropolitaine de travaux de rénovation des réseaux d'éclairage public 2018 comporte les opérations suivantes :

Pôle Cadoule et Bérange:

- 1) Travaux de mise en discrétion du réseau aérien de la rue du Stade et des rues du Château et de l'Eglise à Beaulieu

Commune	Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	T.V.A déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Dépense à charge de la Métropole
Beaulieu (rue du Stade)	Travaux d'électricité	49 343,52 €	7 709,92 €	29 143,52 €	12 490,08 €
Beaulieu (rue du Stade)	Travaux d'éclairage public	22 537,46 €		14 085 ,92 €	8 451,54 €
Beaulieu (rue du Stade)	Travaux de télécommunication	15 027,47 €		6 100 €	8 927,47 €
Beaulieu (Rue du Château et de l'Eglise)	Travaux d'électricité	52 671,27 €	8 229,89 €	44 441,38 €	0
Beaulieu (Rue du)	Travaux d'éclairage public	12 915,10 €		8 071,94 €	4 843,165 €

Château et de l'Eglise)					
Beaulieu (Rue du Château et de l'Eglise)	Travaux de télécommunication	12 822,16 €		5 342,57 €	7 479,59 €

Le total restant à charge de Montpellier Méditerranée Métropole concernant les travaux de mise en discrétion du réseau aérien des rues du stade, du Château et de l'Eglise est de 42 191,84 €

2) Travaux de renforcement et sécurisation sur le réseau de distribution publique d'électricité et d'éclairage de la commune de Restinclières :

Commune	Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	T.V.A déduite par Hérault Energies	Financement Hérault Energies	Dépenses à la charge de la Métropole
Restinclières Poste Grenadiers (Sécurisation du réseau de distribution).	Travaux d'électricité	10 923,74 €		10 923,74 €	0 €
Restinclières : Impasse de l'Aspic (Eclairage passage piéton).	Travaux éclairage public	9 864,76 €		7 398,57 €	2 466,19 €
Restinclières : Rue de Bellevue (Extension du réseau).	Travaux éclairage public	8 054,90 €		6 041,18 €	2 013,73 €

Le total restant à charge de Montpellier Méditerranée Métropole concernant les travaux de renforcement et de sécurisation du réseau de distribution sur le poste des Grenadiers, l'impasse Aspic et la rue de Bellevue est de 4 479,92 € H.T.

Pôle Plaine Ouest :

A la suite d'une réévaluation d'Hérault Energies, la délibération n°14750 du 28 juin 2017 relative aux travaux de mise en discrétion des réseaux sur la commune de Saint Jean de Védas doit être modifiée comme suit :

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	T.V.A déduite par Hérault Energies	Subvention sollicitée	Dépense à charge de la Métropole
Travaux d'électricité	42 151,24 €	6 586,13 €	14 226,04 €	21 339,07 €
Travaux de télécommunication	32 608,50 €			32 608,50 €

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les travaux de rénovation des réseaux d'électricité et d'éclairage public situés sur la commune de Beaulieu ;
- approuver les travaux de renforcement et de sécurisation des réseaux de distribution publique d'électricité et d'éclairage public situés sur la commune de Restinclières ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour ces travaux ;
- approuver les modifications du plan de financement des travaux de mise en discrétion de l'éclairage public sur la commune de Saint Jean de Védas ;

- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 908 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif cette affaire et à son exécution dont les demandes de subvention.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 11 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

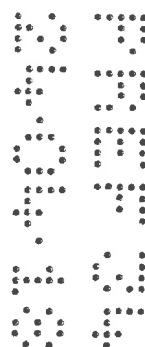
034-243400017-20180329-31251-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du jeudi 29 mars 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Raïli YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Joël VERA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Clare HART.

Voirie, Espace public - Convention de fonds de concours entre la Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L. 5217-7 et L. 5215-26 du Code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

La commune de Villeneuve-lès-Maguelone souhaite apporter un fonds de concours pour la réalisation d'aménagements de voirie. La commune soumettra prochainement l'approbation de ce fonds de concours à son Conseil Municipal.

Le montant du fonds de concours, établi en fonction du budget prévisionnel net de subvention de l'opération envisagée, tel que défini dans le projet de convention est le suivant :

- Pôle Littoral

Commune de Villeneuve-lès-Maguelone :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Montant du fonds de concours	Taux de fonds de concours
Rue des Mères	68 063,52 €	56 719,60 €	28 308,08 €	49,90%

En conséquence il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement du Fonds de Concours décrit ci-dessus ;
- approuver la convention définissant les modalités de versement de ce fonds de concours ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget de l'exercice en cours, au chapitre 908, et seront complétés en tant que de besoin au budget des prochains exercices ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, après approbation concordante de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 10/04/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 10 avril 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180329-31263-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 10/04/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 29 Mars 2018
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2018-010	Décision relative à un avenant n°2 au mandat de réalisation d'un Centre d'Art Contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm	251
MD2018-029	Constitution de partie civile	253
MD2018-047	Décision relative à l'acquisition et l'installation de mobilier de bureau par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics	255
MD2018-048	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COLCOM au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	257
MD2018-050	Décision relative à un marché n°4810MG17 de fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives pour le groupement de commandes Lot n°2 à Lot n°5	259
MD2018-053	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association FRENCH SOUTH DIGITAL au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga	262
MD2018-054	Décision relative à un marché n°4727EA17 - Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration MAERA	264
MD2018-055	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LE POULPE dans la Zac Garosud extension à Montpellier	266
MD2018-056	Décision relative à l'agrément de candidature de la société INSPIRE dans le lotissement Jean Mermoz à Castelnau-le-Lez	268
MD2018-057	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4814DC17 de transport des oeuvres en provenance des USA pour l'exposition "Francis Bacon/Bruce Nauman - Face à face"	270
MD2018-065	Convention de groupement de commandes Ville - Métropole formations CACES	272
MD2018-072	Avenant n° 1 au marché 4796EA17 - travaux de réparation de la digue rive gauche de la Mosson à Lattes	274
MD2018-078	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue le 30 décembre 2015 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pignan	276
MD2018-079	Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société ECOCLIMASOL HOLDING	278
MD2018-84	Décision relative à la régularisation du transfert de propriété, du SIVOM entre Vene et Mosson dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, de terrains affectés à compétence politique locale de l'habitat – aire d'accueil des gens du voyage – situés sur la commune de Pignan	280
MD2018-085	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BET DELTA dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier	282

PARTIE II - SOMMAIRE


N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2018-087	Décision relative à trois avenants au marché n°4317DC16 de reconstruction de la médiathèque A. Césaire, concernant les lots n° 2 Gros œuvre, n° 8 Cloisons et faux plafonds et n°12 électricité, photovoltaïque	284
MD2018-090	Décision relative au marché n°4715DC17 de travaux à bons de commande pour la Direction de la Culture - lot 8: Menuiserie bois	287
MD2018-091	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3840DC15 de maintenance des ascenseurs et monte-charges des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole	289
MD2018-092	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°3792DC14 de maintenance multitechnique des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole, lot 2	291
MD2018-097	Décision relative à l'opération de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre approuvant l'Avant-Projet Définitif, l'estimation du coût prévisionnel des travaux et le forfait de rémunération définitifs	293
MD2018-104	Décision relative à un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TWIN SOLUTIONS pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	297
MD2018-106	Décision relative au marché n°5061DC18 de traitements de conservation-restauration sur des objets archéologiques du musée Henri Prades	299
MD2018-109	Avenant n°1 à la convention de groupement de commande relative à l'amélioration de la chaîne de transfert des effluents de Palavas-les-Flots et de Lattes à la station d'épuration MAERA	301
MD2018-111	Décision relative au sinistre ayant touché le site d'exploitation d'ordures ménagères de Pignan - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	303
MD2018-124	Décision relative au marché n° 4792 - Veille médias pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier	305
MD2018-125	Décision relative à un marché 5032EA17 - Reconnaissances complémentaires sur les ouvrages existants de la station d'épuration MAERA dans le cadre du diagnostic Génie Civil	307
MD2018-126	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue le 22 décembre 2015 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou	309
MD2018-127	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue le 22 décembre 2015 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone	311
MD2018-130	Décision relative à un avenant n°1 - Convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques à très haut débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et KOSC	313

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2018-134	Décision relative à la cession pour pièces d'un véhicule poids-lourd de marque Renault et d'une balayeuse de marque Eurovoirie vétustes et économiquement irréparables	315
MD2018-145	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SCI du Trois Mats - Local 4ème étage et 4 places de parking immeuble "Le Belem" à Montpellier	317
MD2018-146	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société SCI du Trois Mats - Locaux aux 1er et 3ème étage et 20 places de parking immeuble "Le Belem" à Montpellier	319
MD2018-147	Suivi animation du programme d'intérêt général (PIG) « rénover pour un habitat durable et solidaire » 2013 - 2018 - Avenant n°1	321
MD2018-149	Décision d'ester en justice "SNC STEVEN Requête 1800459-5TA"	324
MD2018-151	Décision d'ester en justice "SNC STEVEN - Requête n°1800460-5 TA"	326
MD2018-152	Décision relative à la signature d'un avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez	328
MD2018-156	Décision relative à la cession à titre gratuit de mobiliers vétustes de bureau à l'association "Les amis et compagnons Emmaüs"	330
MD2018-159	Décision d'ester en justice "requête n°1800493-3TA"	332
MD2018-160	Décision relative au droit de préemption urbain - Propriété ROUX - Terre du Mas d'Astre Sud - Parcelle cadastrée OC 1 - Exercice du droit de préemption	334
MD2018-161	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle 327-331(B) située rue de la Crois d'Avignon à Baillargues	337
MD2018-166	Décision relative à l'acquisition de 60/300èmes des droits indivis de la parcelle cadastrée SK n°264 - rue de la Cavallade commune de Montpellier	339
MD2018-172	Décision d'ester en justice "CORBIERE Hélène - Assignation TGI"	341
MD2018-175	Décision relative à l'accord-cadre de prestations intellectuelles à bons de commande relatif à la réalisation d'une mission de synthèse et de cartographie urbaine sur le secteur Comédie Lez	343
MD2018-183	Décision relative à l'attribution d'un marché pour la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la participation du public au projet de renouvellement urbain de Montpellier (Mosson/Cévennes)	345
MD2018-184	Marché n° 4768DM17 de prestations de maintenance et d'extension pour le système de vidéo existant des carrefours à feux, des sites de fermetures automatiques et du tunnel de la Comédie.	347
MD2018-186	Décision modificative de la régie d'avances de la Direction des Ressources Humaines	351

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2018-188	Décision modificative de la régie d'avances de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole	353
MD2018-195	Décision relative à l'avenant n°1 au Marché 4045CO15/6C0006 - Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier	356
MD2018-201	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BS 7-47-45 située Allée de l'Europe à Juvignac	358
MD2018-206	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue le 08 janvier 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castries	360
MD2018-207	Décision relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain - Parcelle CR n° 50 - Commune de Lattes	362
MD2018-211	Décision relative à la cession à l'Hôtel des Ventes de Montpellier de 4 scooters vétustes à réformer	364
MD2018-217	Décision relative au marché n°2926S18.01 de missions de géomètre et de services connexes dans le cadre de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR)	366

	Décision n° MD2018-010
-----------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------

Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
mandat de réalisation d'un Centre d'Art
Contemporain dans les locaux de l'hôtel
Montcalm**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- Vu la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation d'un centre d'art contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm, à Montpellier, dont la signature a été approuvée par délibération n°13898 en date du 30 juin 2016,

Considérant :

- Que la convention de mandat précitée ne prévoyait pas la souscription par le mandataire au nom et pour le compte du mandant, d'un contrat d'assurance Dommages-Ouvrage.

- Que le choix de démolir pour reconstruire une partie des ouvrages actuels, en vue d'une amélioration des usages, conduit Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de mandant, à demander la souscription par le mandataire au nom et pour le compte du mandant d'une police d'assurance Dommages-Ouvrage.
- Que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite que la souscription de ce contrat soit intégrée au contrat de mandat.
- Qu'à cette fin, la signature d'un avenant n°2 à la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est nécessaire.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation d'un centre d'art contemporain dans les locaux de l'hôtel Montcalm, à Montpellier.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant susmentionné et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 FEV. 2018

Monsieur le Vice-président
Bernard FROVIER



Publiée le : - 9 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

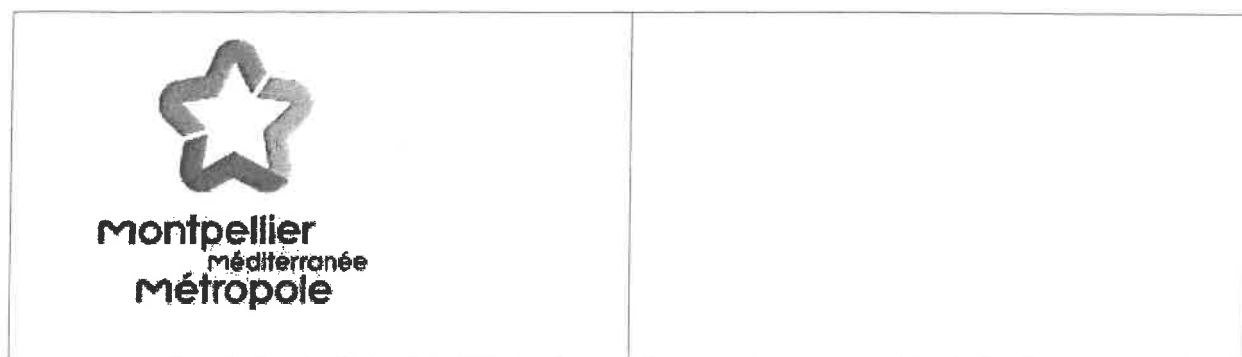
034-243400017-20180101-26234-CC-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 9 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Assurances / CADA

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Constitution de partie civile

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier contre Monsieur Florent CASTINIERA.

ARTICLE 2 : Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 613.44€ TTC.

ARTICLE 3 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 4 : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

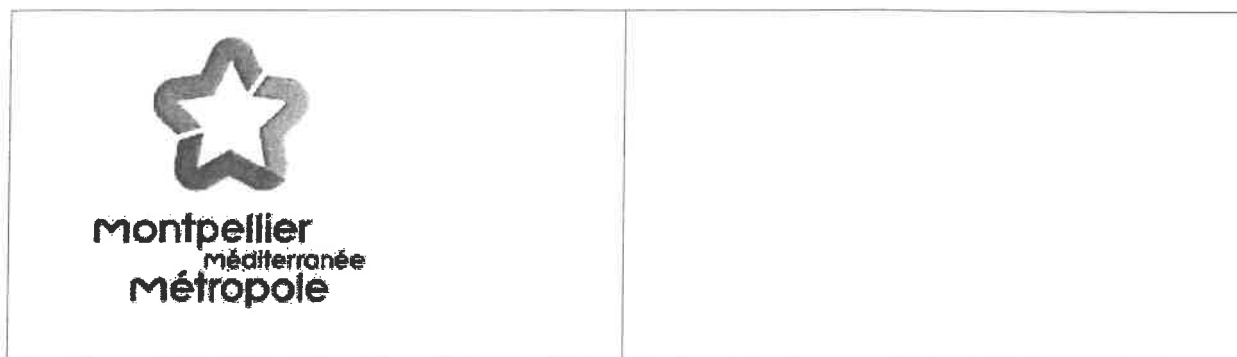
Montpellier, le 13 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe



Publiée le : 13 FEV. 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
024-26340007-201801-2668-AU.
Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018
Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition et
l'installation de mobilier de bureau par
Montpellier Méditerranée Métropole
auprès de l'Union des Groupements
d'Achats Publics**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques ».

Considérant :

- Qu'une procédure formalisée a été lancée conformément à la délibération n°13922 en date du 30 Juin 2016, pour l'acquisition et installation de mobilier de bureau pour Montpellier Méditerranée Métropole.
- Qu'aux termes de l'analyse de cette procédure, la consultation est déclarée sans suite.
- Qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir, pour l'année 2018, à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme d'équipements et de services adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole.
- Que par son montant d'achats auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une tarification grand compte.
- Qu'une nouvelle procédure formalisée sera lancée en groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour l'année 2019.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser le principe de passer des commandes à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant des commandes de 200 000 euros HT pour l'année 2018.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900, 903, 906 et 908.

Article 3 : D'autoriser Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-présidente déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 MARS 2018
Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : - 9 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

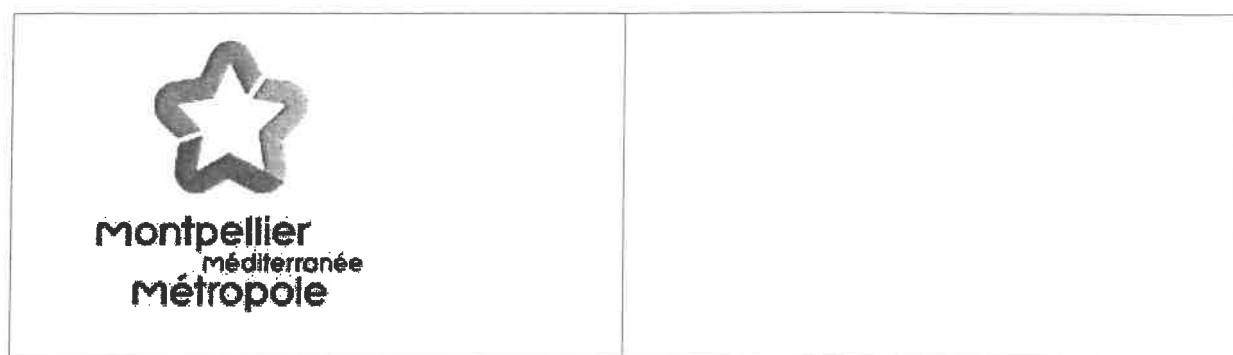
034-243400017-20180101-2A342

Acte Certifié exécutoire - 9 MARS 2018

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : - 9 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
COLCOM au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 22 janvier 2013 passée entre la Métropole et la société COLCOM pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises

Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 26 janvier 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société COLCOM n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COLCOM pour une période de douze mois à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COLCOM pour la surface de 94,70 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 488,65 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

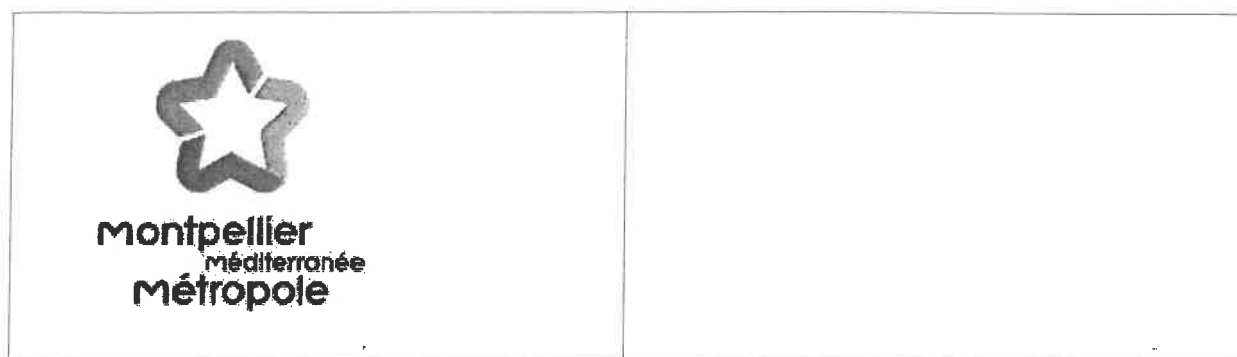
034-2480007-20180101-26875-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°4810MG17 de fourniture et livraison de
carburant avec ou sans cartes accréditives
pour le groupement de commandes Lot n°2
à Lot n°5**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Guiraud dans les domaines de l'administration générale, du contentieux, du juridique et du protocole ;
- VU la décision n°D2017-304 du 13/06/2017 autorisant l'établissement d'un groupement de commandes de fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à la convention annexée entre Montpellier Métropole et le CCAS de Montpellier et les communes de Montpellier, Grabels, Pignan, Lavérune, Saint-Brès et Pérols.

Considérant :

- Que pour la réalisation de leurs missions de service public, l'ensemble des membres du groupement a besoin de matériels roulants et qu'il donc est nécessaire de conclure un marché de carburants en plusieurs lots en fonction des besoins particuliers.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1 et 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme de marchés à bons de commandes pour une durée d'un an reconductible 3 fois.
- Que concernant le lot 1 « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne », la décision n°D2017-1057 comporte une erreur matérielle (nécessité de supprimer la mention « pour un montant de 3 996 275.20 euros HT » s'agissant de prestations sans minimum ni maximum).
- Que concernant le lot n°2 - « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur secteur Vallée du Lez » : une offre a été remise hors délai ; le lot a été déclaré infructueux. Une nouvelle consultation en groupement de commandes va être lancée pour ce lot.
- Que concernant le lot n°3 - « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur secteur Cadoule et Bérange », la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 décembre 2017 a attribué le marché à l'entreprise SARL AGATA sise 28B Av de Montpellier 34160 Castries, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'analyse des offres suivants :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif	60%
2-Valeur technique au regard du mémoire technique	40%

- Que concernant le lot n°4 - « Fourniture et livraison de carburant en vrac pour Montpellier Méditerranée Métropole », la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 décembre 2017 a attribué le marché à l'entreprise Ramond Cie SAS sise ZI SUD Route de Montpellier 34700 Lodève, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'analyse des offres suivants :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif	80%
2-Valeur technique au regard du mémoire technique	20%

- Que concernant le lot n°5 - « Système de prépaiement de carburant à valeur faciale pour le CCAS », la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 décembre 2017 a attribué le marché à l'entreprise Total Marketing France sise 562 avenue du parc de l'île 92029 Nanterre Cedex, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'analyse des offres suivants :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif	60%
2-Valeur technique au regard du mémoire technique	40%

D E C I D E

Article 1 : La décision n°D2017-1057 relative au lot 1 est modifiée comme suit :
« Article 1 : d'autoriser la signature du marché fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives pour le groupement de commandes composé de Montpellier Méditerranée Métropole, du CCAS de Montpellier et des communes de Montpellier, Grabels, Pignan, Lavérune, Saint Brès et Pérols - Lot n°1 - Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne avec l'entreprise TOTAL Marketing France ».

Article 2 : d'autoriser la signature des marchés « fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives pour le groupement de commandes composé de Montpellier Méditerranée Métropole, du CCAS de Montpellier et des communes de Montpellier, Grabels, Pignan, Lavérune, Saint Brès et Pérols » pour les lots n°3 à 5 :

- Lot n°3 : à l'entreprise SARL AGATA sise 28B Av de Montpellier 34160 Castries,

- Lot n°4 : à l'entreprise Ramond Cie SAS sise ZI SUD Route de Montpellier 34700 Lodève,
- Lot n°5 : à l'entreprise Total Marketing France sise 562 avenue du parc de l'île 92029 Nanterre Cedex.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée, pour les prestations concernant Montpellier Méditerranée Métropole, sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 935 et 938.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés des lots n°3 à 5 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 MARS 2018

Madame la Vice-Présidente Déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : - 9 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

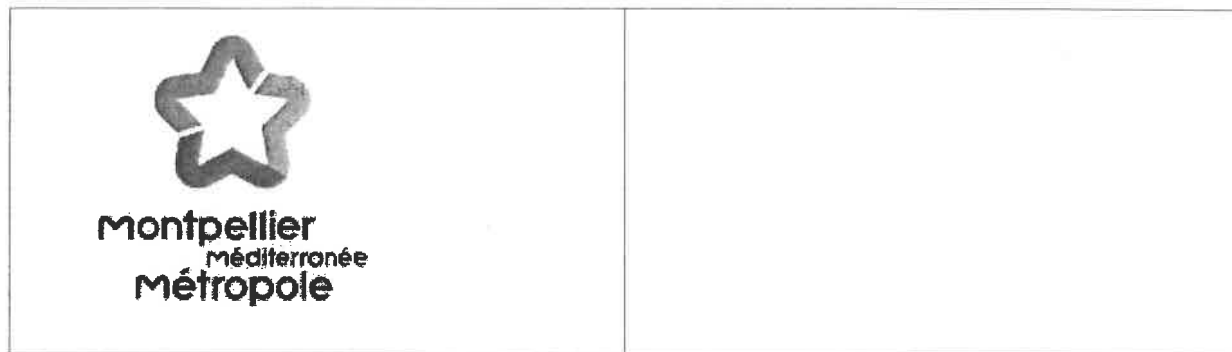
034-243400017-20180101-26942-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 MARS 2018

Réception en Préfecture : - 9 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par l'association
FRENCH SOUTH DIGITAL au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Oméga**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2018 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 6 août 2015 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FRENCHSOUTH DIGITAL pour l'occupation de locaux

au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, modifiée par avenants dont le dernier en date du 6 février 2017,

- **CONSIDERANT** que la gouvernance du nouveau grand cluster régional n'est pas totalement finalisée et que l'association FRENCHSOUTH DIGITAL continue à œuvrer au sein des locaux qu'elle occupe à Cap Oméga pour le développement du secteur du numérique sur le territoire de la Métropole et qu'il convient par conséquent de proroger la convention d'occupation pour une courte durée,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec l'association FRENCHSOUTH DIGITAL pour une courte période de trois mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2: la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'association pour les 89,90 m² quelle occupe au rez de chaussée de la pépinière d'entreprises Cap Oméga s'élève à 1 145,32 euros conformément au tarif applicable à ce jour approuvé par délibération n°15124 du Conseil en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: Compte tenu des services d'intérêt collectif que l'association rend aux entreprises du numérique implantées à Cap Oméga cette redevance ne sera pas due. Elle sera valorisée par l'association FRENCHSOUTH DIGITAL dans le cadre de ses actions en faveur des entreprises du numérique.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



13 FEV. 2018

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

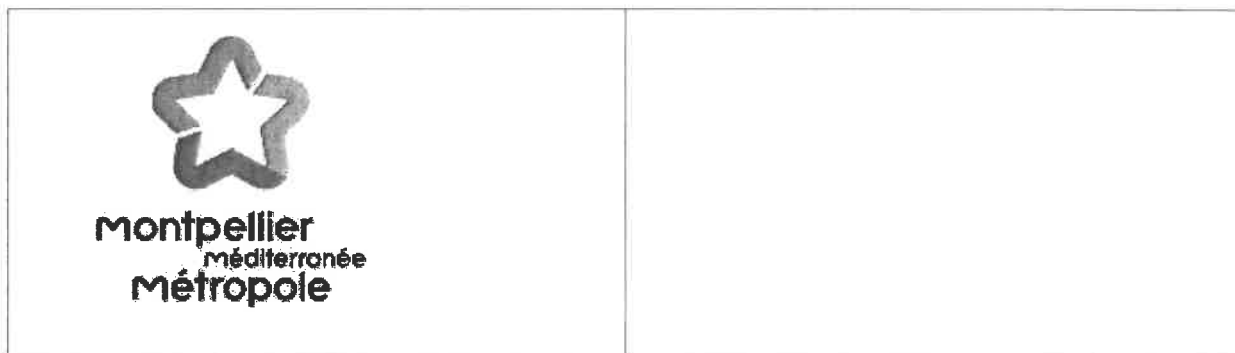
034-24340007 20180101-27009-CC

Acte Certifié exécutoire 13 FEV. 2018

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché n°4727EA17
- Mission de coordination en matière de
sécurité et de protection de la santé des
travailleurs relative au projet d'extension
et d'adaptation de la station d'épuration
MAERA

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement » ;

Considérant :

- Dans le cadre des travaux d'extension et d'adaptation de la station d'épuration MAERA, comprenant la démolition de certains ouvrages non réutilisés, qu'une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est nécessaire.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 25-1.1° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 84 mois.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire (40%)

2. Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 novembre 2017 a été informée de l'attribution du marché, après analyse, à l'entreprise SAS ACF-BTP sise 600 rue Henri Farman – ZAC Marcel Dassault – 34430 SAINT JEAN DE VEDAS qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

Article 1 : D'attribuer le marché n°4727EA17 - Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative au projet d'extension et d'adaptation de la station d'épuration MAERA à l'entreprise SAS ACF-BTP, pour un montant de 46 848 euros HT. Le délai d'exécution est de 84 mois à compter de l'ordre de service.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le

Montpellier, le **07 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : **07 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

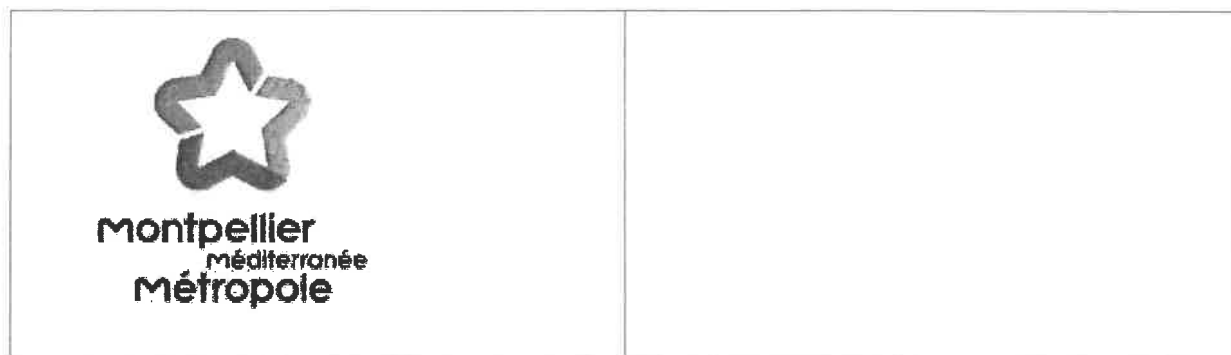
034 - 243400017-20180101-27039-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **07 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société LE POULPE
dans la Zac Garosud extension à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Garosud extension à Montpellier : la SCI LE POULPE est candidate à l'acquisition du lot 19 de 1 621 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux, atelier et entrepôt/stockage de 682 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 810 m². L'utilisateur final sera la société ID SCENES pour une activité d'audiovisuel et production de films et images. Les sociétés prévoient un effectif de 20 personnes à 3 ans.

D E C I D E


ARTICLE 1 : La candidature de la SCI ID SCENES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13** FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : **13** FEV. 2018

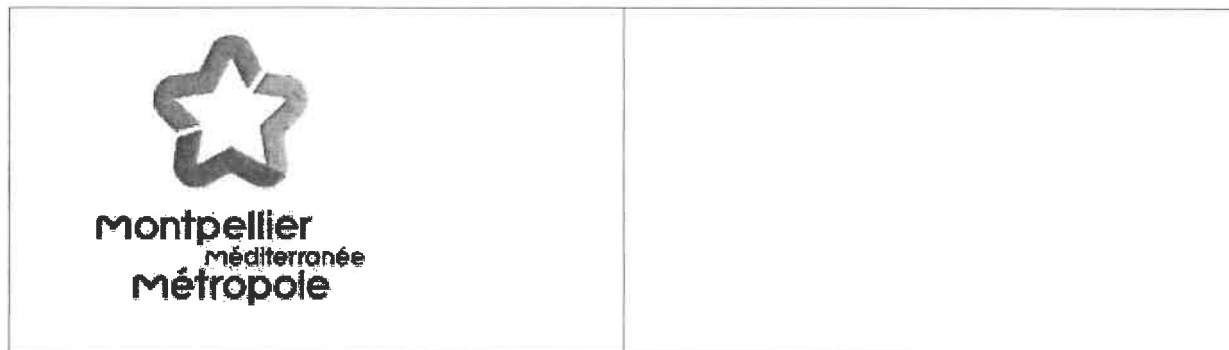
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
04 - 244 0007 - 20602 - 17062 - Au.

Acte Certifié exécutoire **13** FEV. 2018

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13** FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société INSPIRE dans le
lotissement Jean Mermoz à Castelnau-le-
Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le lotissement Jean Mermoz à Castelnau-le-Lez : la SAS INSPIRE est candidate à l'acquisition du lot 7 de 1 504 m² pour la réalisation programme immobilier comprenant bureaux, activités/services, commerces de 1 198 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 230 m². Les utilisateurs finaux seront les sociétés NETALLIA (activités de

services de santé), RENOVETIK (services informatiques / espaces co-travail), DT2 SANTÉ (bureaux d'études thermique) ainsi qu'un bar/restaurant et une crèche.
Les sociétés prévoient un effectif de 28 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la SAS INSPIRE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

13 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 13 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

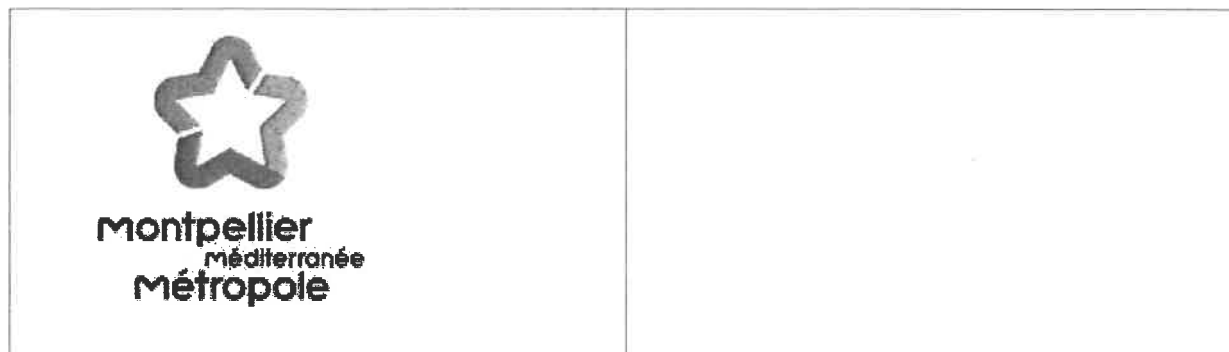
034-24200017 - 201801-27065-MI-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°4814DC17 de transport des oeuvres en
provenance des USA pour l'exposition
"Francis Bacon/Bruce Nauman - Face à
face"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture ;
- VU la décision n°D2017-347 attribuant le marché n°4814DC17 à l'entreprise LP ART, pour un montant de 75 500 euros HT et pour une durée de 8 mois ;

Considérant :

- Qu'une modification a été rendue nécessaire par des circonstances imprévues (art. 139.3°) concernant la fabrication d'une caisse supplémentaire pour le transport d'une œuvre à destination de la National Gallery de Washington.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n°4814DC17 de transport des œuvres en provenance des USA pour l'exposition « Francis Bacon/Bruce Nauman - Face à Face » à l'entreprise LP ART, avenant d'un montant de 3 927 euros HT et qui prolonge le marché d'une durée de 2 mois.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant susmentionné et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 06 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

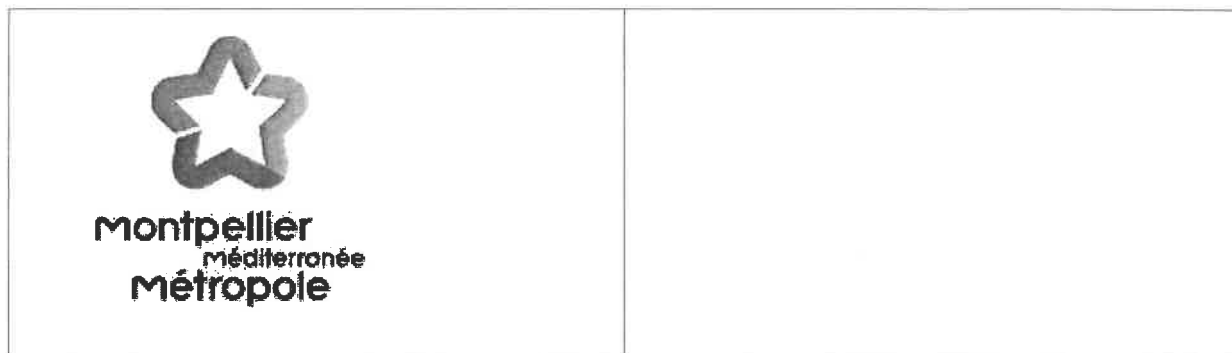
034-243400017-20180101-27813-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MARS 2018

Réception en Préfecture : 06 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des parcours professionnels et des compétences
Service Formation

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Convention de groupement de commandes Ville - Métropole formations CACES

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente déléguée aux Ressources Humaines

Considérant :

- Qu'afin de rechercher des sources d'économie, le droit des marchés publics permet aux entités publiques de se regrouper pour effectuer des achats dans divers secteurs.
- Dans cette optique, et suite à la mutualisation du service Formation, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent avoir recours à une convention constitutive d'un groupement de commandes.
- La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, groupement concernant la passation d'un marché relatif à la formation des agents

municipaux et métropolitains en vue de l'obtention de leurs Certificats d'Aptitude à la Conduite d'Engins en toute Sécurité (CACES).

- La convention prend effet à compter de sa signature par les deux membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions comprises.

- Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

D E C I D E

Article 1 : D'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président ou à défaut la Vice-Présidente Déléguée à signer la convention de groupement et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le - 9 MARS 2018

Madame la Vice-Présidente Déléguée
Régine ILLAIRE



Publiée le : - 9 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur


034-243400 17- 60180101-29194-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 MARS 2018

Réception en Préfecture : - 9 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-072
-----------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------

Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Avenant n° 1 au marché 4796EA17 -
travaux de réparation de la digue rive
gauche de la Mosson à Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »
- Vu la décision N° D2017-547 attribuant le marché n° 4796 travaux de réparation de la digue rive gauche de la Mosson à Lattes à l'entreprise CAZAL sise 8 ZA Cardona 11410 SALLES SUR L'HERS, pour un montant de 69 446.80 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 2 mois à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux ;

Considérant :

- Que compte tenu des conditions météorologiques favorables pendant la période des travaux, les pistes d'accès n'ont pas nécessité d'apport de matériaux

- Que des prix nouveaux ont été produits pour l'exécution des travaux complémentaires nécessaires à la réalisation des ouvrages, et qu'il convient de les rendre définitifs

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 4796 travaux de réparation de la digue rive gauche de la Mosson à Lattes à l'entreprise CAZAL sise 8 ZA Cardona 11410 SALLES SUR L'HERS, avenant d'un montant de -19 147,38 euros HT

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 9 FEV. 2018

Monsieur le Conseiller métropolitain
Jean-Marc LUSSE



Monsieur le Vice-Président.

Publiée le : - 9 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

24-243400017-20180101-27228-CC-1-1.

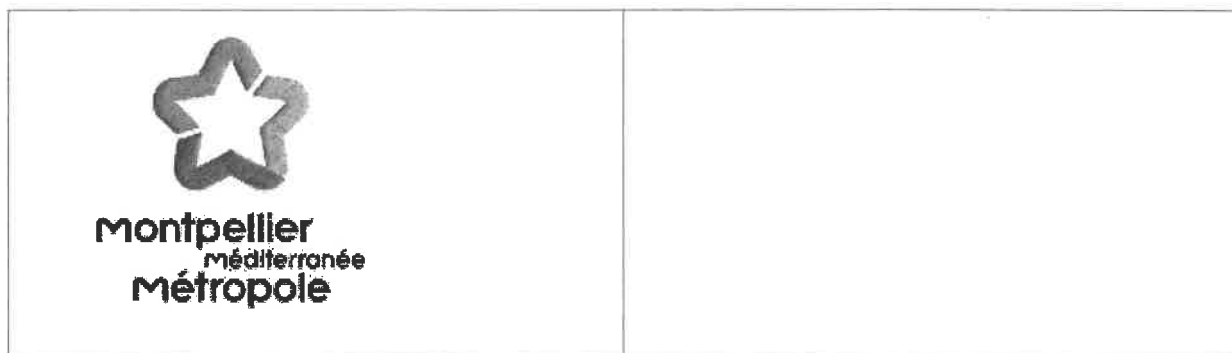
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 FEV. 2018

Réception en Préfecture :

- 9 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 à la convention de mise à
disposition de locaux, de matériels et de
véhicules conclue le 30 décembre 2015 par
Montpellier Méditerranée Métropole et la
commune de Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- VU la convention de Mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules signée le 30 décembre 2015 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pignan,
- CONSIDERANT** que la convention prévoit dans son article 11 que Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la commune de Pignan la quote-part des charges lui incombant concernant les charges courantes des locaux mis à disposition par la commune à la Métropole sur la base d'un cout fixe par mètre carré occupé,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un Avenant n°1 à la convention modifiant l'article 11 « Charges, impôts et taxes » afin de préciser la somme forfaitaire annuelle versée à la commune de Pignan par Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pignan signent un avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de locaux de matériels et de véhicules du 30 décembre 2015.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article 11 « Charges, impôts et taxes » concernant les locaux. Le premier paragraphe est reformulé de la manière suivante : « Pour les locaux : les charges courantes des locaux mis à disposition dont la liste est précisée en annexe I (éclairage, chauffage, téléphone, nettoyage, internet, contrats de maintenance et d'entretien...), seront remboursées sur la base d'un forfait fixé à 2078 euros par an. Cette somme sera versée à hauteur de 50% de son montant, en juin, et en décembre de chaque année ».

ARTICLE 3 : Le second paragraphe de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » et les autres articles de la convention restent inchangés.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

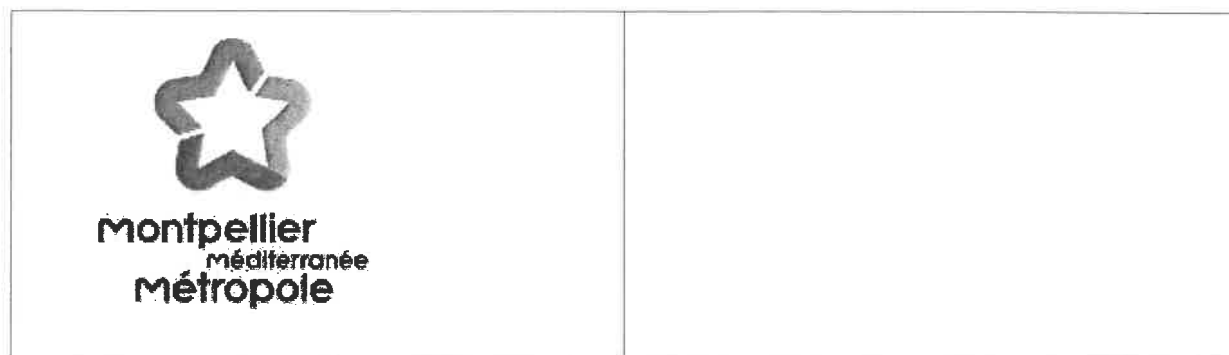
034-24340017-20180101-27637-CC.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2018

Réception en Préfecture : 05 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
domiciliation au sein du bâtiment MIBI
passée avec la société ECOCLIMASOL
HOLDING**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2018 au sein du bâtiment MIBI,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- VU la demande formulée par ECOCLIMASOL HOLDING visant à permettre le regroupement des entreprises ECOCLIMASOL France hébergée au MIBI et ECOCLIMASOL Argentine sur le territoire métropolitain,

- **CONSIDERANT** que la domiciliation au MIBI de cette société dénommée ECOCLIMASOL HOLDING pourra contribuer au développement des entreprises ECOCLIMASOL France hébergée au MIBI et ECOCLIMASOL Argentine,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de domiciliation au sein du MIBI est passée pour une durée d'un an à compter de sa notification entre la société ECOCLIMASOL HOLDING, et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2: La convention de domiciliation autorise la société ECOCLIMASOL HOLDING, à établir son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, CS37777, 34 967 MONTPELLIER cedex 02.

ARTICLE 3: Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 25,00 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°15124 du Conseil de Métropole en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente convention est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 FEV. 2018
Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

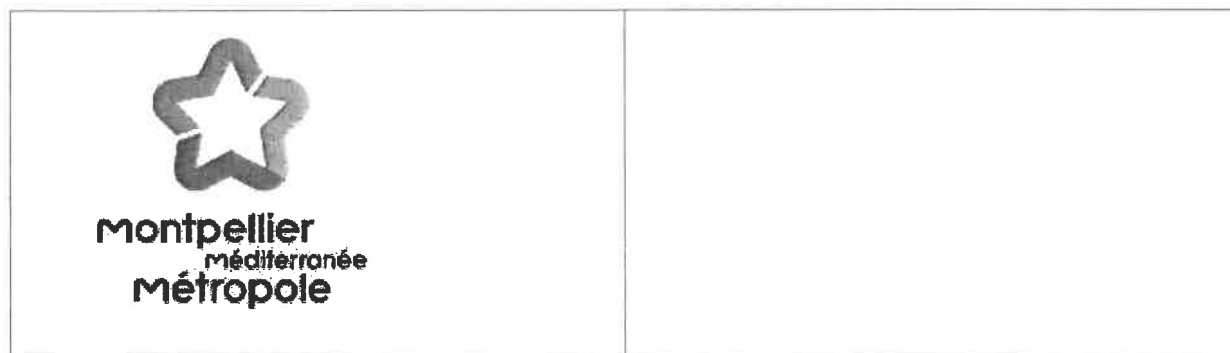
034-243400017 - 20180101 - 27308-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la régularisation du
transfert de propriété, du SIVOM entre
Vene et Mosson dans le patrimoine de
Montpellier Méditerranée Métropole, de
terrains affectés à compétence politique
locale de l'habitat - aire d'accueil des gens
du voyage - situés sur la commune de
Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans les domaines de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi, des aires d'accueil des gens du voyage, de la gestion des temps, de l'accessibilité et du handicap,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,

- VU l'arrêté préfectoral n° 2014/01/788 en date du 15 mai 2014 portant dissolution du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple « Entre Vene et Mosson »,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser le transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens affectés à la compétence Politique locale de l'Habitat, issus de la dissolution du SIVOM « Entre Vene et Mosson » et identifiés ci-dessous,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte la régularisation du transfert dans son patrimoine des biens énumérés ci-dessous:

Commune de Pignan

Section	N°	Lieu-dit	Désignation	Contenance en m ²
AS	165	Les Condamines	Terrains familiaux GdV	2 672
AS	185	Les Condamines	Terrains familiaux GdV	2 940
AS	183	Les Condamines	Terrains familiaux GdV	1 599

ARTICLE 2 : Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 FEV. 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 13 FEV. 2018

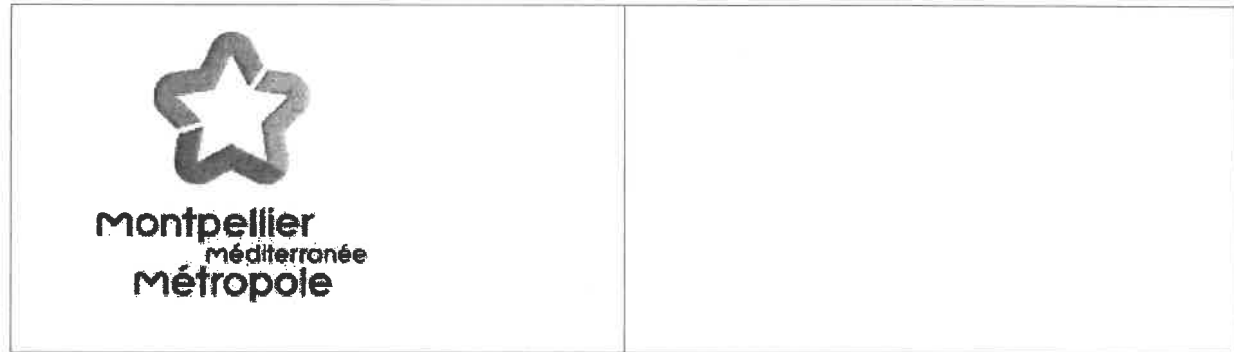
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
064-2434 0007-20(20)01-27708-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BET DELTA dans
le VEAS PARC 2000 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- VU la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société BET DELTA, représentée par Monsieur Cyrille DELBOS est un bureau d'études ingénierie du bâtiment.
Elle est candidate à la location du lot B02 de 31.56 m² (y compris quote-part de parties communes) pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BET DELTA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



13 FEV. 2018

Publiée le : 13 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

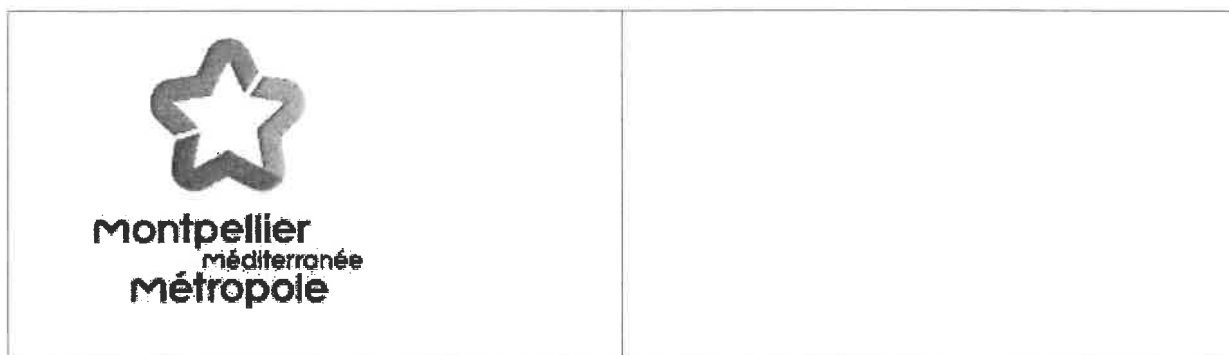
034-26340007-201801-27684-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à trois avenants au
marché n°4317DC16 de reconstruction de
la médiathèque A. Césaire concernant les
lots 2 - Gros œuvre, 8 - Cloisons et faux
plafonds, et 12 - Électricité, photovoltaïque**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la délibération n°13620 du 27 janvier 2016 autorisant la signature des 14 lots du marché 4317DC16, pour un montant total prévisionnel de 3,12 M€ HT,
- VU le marché 4317DC16, lot 2 conclu, avec l'entreprise LAGARRIGUE pour un montant initial de 609 010,61 € HT,

- VU le marché 4317DC16, lot 8, conclu avec l'entreprise FPI pour un montant initial de 87 708,27 € HT,

- VU le marché 4317DC16, lot 12, conclu avec l'entreprise INEO MP LR pour un montant initial de 335 952,00 € HT.

Considérant :

- Que dans la cadre de la reconstruction de la médiathèque A. Césaire, des prestations supplémentaires, non prévues dans les marchés initiaux, se révèlent nécessaires.

- Que ces prestations concernent :

- Pour le lot 2, la réalisation de diverses prestations supplémentaires concernant l'aménagement des matériaux et de la grue, les gradins extérieurs, et la réalisation de murs de soutènement dans le jardin ;

- Pour le lot 8, la réalisation de diverses prestations supplémentaires concernant l'intégration de rideaux au droit des menuiseries, de modification de doublages afin d'améliorer l'isolation acoustique, de création de trappes et de faux plafonds démontables pour faciliter l'accès ultérieur aux éléments de chauffage et climatisation ;

- Pour le lot 12, la réalisation de diverses prestations supplémentaires concernant l'amélioration de l'aménagement audio-visuel dans les salles de projection et d'initiation, les secteurs de l'heure du conte, et images et sons, des compléments de prises dont 52 prises de courant, et la mise en place d'une table élévatrice pour la boîte de retour des livres.

- Que l'intégration de ces prestations supplémentaires nécessite la signature d'avenants aux marchés initiaux.

- Que la Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable à la passation de ces avenants lors de sa séance du 20 février 2018.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature des avenants aux marchés suivants :

- n°4317DC16, lot 2, conclu avec l'entreprise LAGARRIGUE. Ce troisième avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 43 564,71 euros HT, soit une augmentation globale de 13,11%.

- n°4317DC16, lot 8, conclu avec l'entreprise FPI. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 13 038,50 euros HT, soit une augmentation de 14,87%.

- n°4317DC16, lot 12, conclu avec l'entreprise INEO MP LR. Cet avenant a pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 45 970,07 € HT, soit une augmentation de 13,68%.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants mentionnés à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 06 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

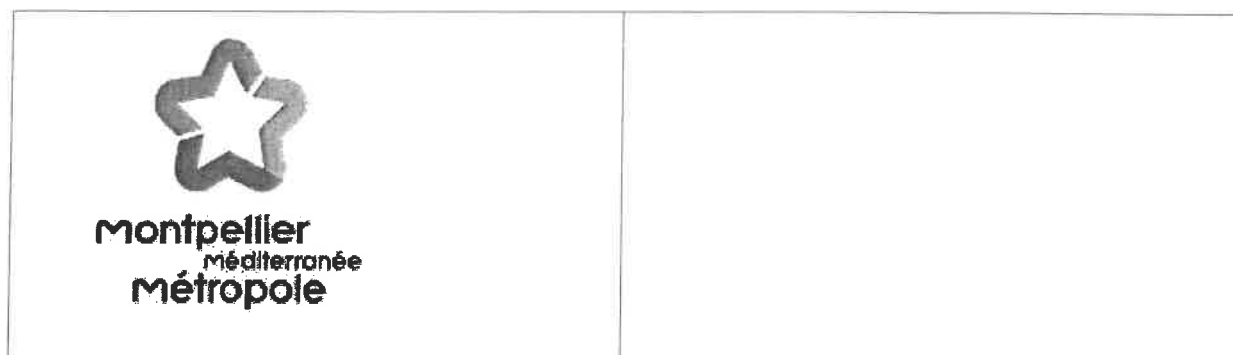
034-243400017-20180101-27537-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **06 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4715DC17
de travaux à bons de commande pour la
Direction de la Culture - lot 8: Menuiserie
bois**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine Culture.

Considérant :

- qu'il est nécessaire de confier à des prestataires spécialisés les interventions de technicité courante au sein du parc de bâtiments gérés par la Direction de la Culture de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-i, 67 à 68, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25/03/2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an reconductible trois fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Prix, au regard du DQE : 40 % ; Valeur technique : 60 %. Le critère de valeur technique est décomposé comme suit : Mode opératoire envisagé, méthode et organisation des équipes et moyens humains affectés à la réalisation du marché : 30 points ; Délais d'exécution : 30 points ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 24 octobre 2017 a approuvé l'attribution du marché n°4715DC17, Lot 8, Menuiserie bois, à l'entreprise ATELIER DUCROT, rue des Fournels, 34400 Lunel pour un montant annuel estimé au DQE de 83 508 € HT, celle-ci présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature du marché n°4715DC17 de travaux à bons de commande pour les bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole, Lot 8, Menuiserie bois, avec l'entreprise ATELIER DUCROT, rue des Fournels, 34400 Lunel. Ce marché est sans montant minimum ni montant maximum. Il prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible trois fois.

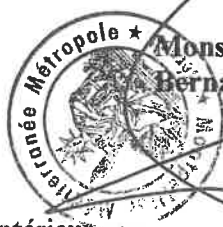
Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903 et 933.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 FEV. 2018



Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 13 FEV. 2018

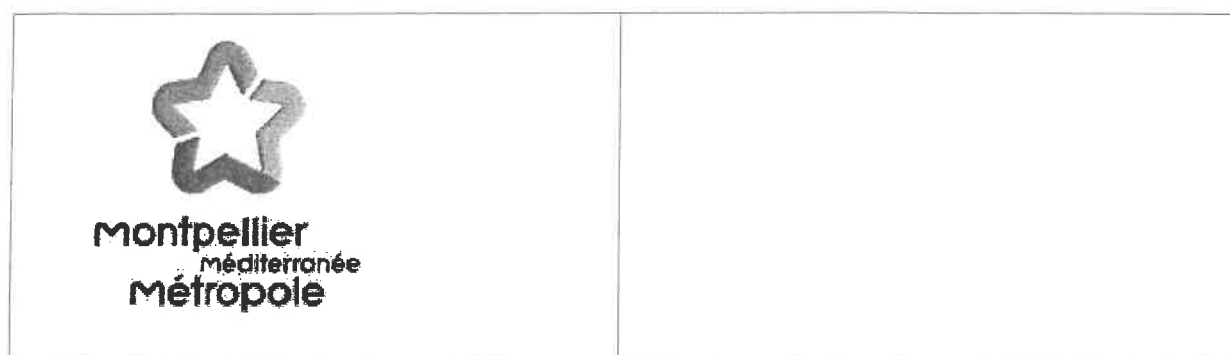
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
036-26800017-26800017-1754-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°3840DC15 de maintenance des
ascenseurs et monte-charges des bâtiments
culturels de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la délibération n°12806 autorisant l'attribution du marché n°3840DC15 de maintenance des ascenseurs et monte-charges des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise OTIS, pour un montant forfaitaire annuel 15 000 € HT et des prestations ponctuelles limitées par un seuil maximal annuel de 30 000 €, HT, pour une durée de 4 ans.

Considérant :

- Que le Domaine d'Ô a été transféré à Montpellier Méditerranée métropole au 1^{er} janvier 2018,
- Qu'il y a lieu de prévoir la maintenance des ascenseurs existants sur le site,

DECIDE

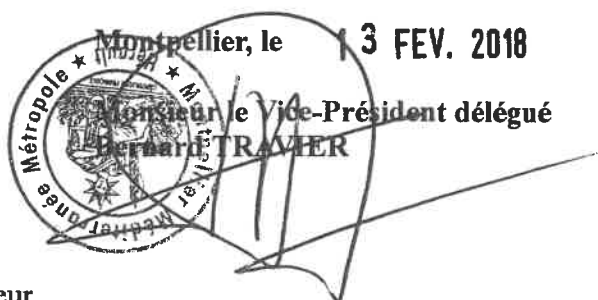
Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°3840DC15 de maintenance des ascenseurs et monte-charges des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole conclu avec l'entreprise OTIS. Cet avenant intègre au marché précité des prestations supplémentaires liées à la maintenance des ascenseurs du Domaine d'Ô. Il a pour conséquence d'augmenter le montant forfaitaire annuel du marché de 1 350 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant susmentionné et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 FEV. 2018
Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 13 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

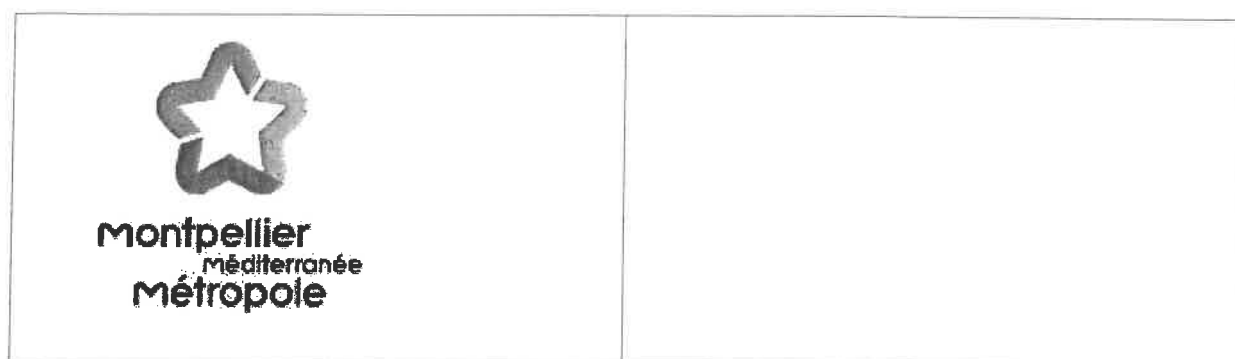
036-24340007-60180101-2758-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°3792DC14 de maintenance
multitechnique des bâtiments culturels de
Montpellier Méditerranée Métropole, lot 2

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la délibération n°12600 autorisant l'attribution du lot n°2 du marché n°3792DC14 de maintenance multitechnique des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SME, pour un montant forfaitaire annuel de 179 276.67 € euros HT et pour une durée de 4 ans.
- VU la décision n°D2017-287 autorisation la signature de l'avenant n° 1 en moins-value de 10 275,15 € HT ;

Considérant :

- Que la partie Nord du Domaine d'Ô a été transférée à Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2018,
- Qu'il y a lieu de prévoir la maintenance des bâtiments existants sur le site.
- Que la Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable à la passation de cet avenant n° 2, lors de sa séance du 20 février 2018.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°3792DC14, lot 2, de maintenance multitechnique des bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole conclu avec l'entreprise SME. Cet avenant intègre au marché des prestations supplémentaires liées à la maintenance multitechnique les bâtiments existants sur la partie Nord du Domaine d'Ô. Il a pour conséquence d'augmenter le montant forfaitaire annuel du marché d'un montant de 20 600 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 06 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

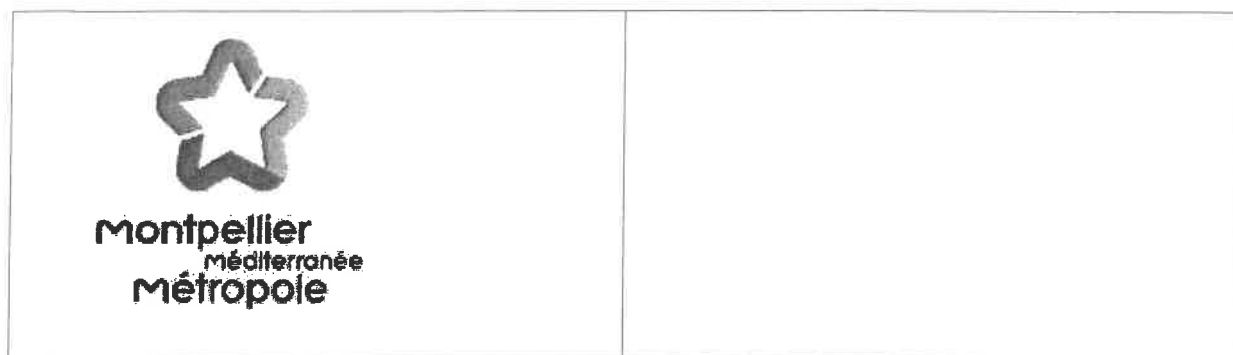
034 - 2434 00017 - 201801 01 - 27587 - Ce

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MARS 2018

Réception en Préfecture : 06 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'opération de
réalisation du nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional (CRR) - Avenant
n°1 au marché de maîtrise d'œuvre
approuvant l'Avant-Projet Définitif,
l'estimation du coût prévisionnel des
travaux et le forfait de rémunération
définitifs**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

Considérant qu'une opération de réalisation d'un nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional a été lancée sur le site de l'ancienne Maternité Grasset, à Montpellier, dans l'objectif d'affirmer l'établissement comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, permettant de réunir l'ensemble des enseignements et pratiques musicales et chorégraphiques qu'il dispense sur un même site,

Considérant qu'à cet effet, par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier par une convention de mandat la réalisation de l'opération à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), conformément aux dispositions de l'article L1531-1 du Code général des collectivités territoriales permettant aux Sociétés publiques locales la réalisation d'équipements publics.

Considérant qu'un marché de maîtrise d'œuvre n°2926S17.01 a été conclu avec l'équipe de maîtrise d'œuvre Architecture studio / MDR Achitectes / Base Paysage / Sud Ifnra Environnement / A. Verdier / Bet Louis Choulet / F. Boutte / Acoustic Vivie&Associés / Baticene / Eco Cites / TKDES / CEC pour un montant global et forfaitaire provisoire pour l'ensemble du marché de 4 028 752,00 € HT. Ce marché a été notifié le 10 juillet 2017.

Considérant qu'au cours des investigations menées sur les bâtiments existants, les diagnostics pollution réalisés ont indiqué la présence d'amiante tant sur les bâtiments conservés que sur les bâtiments à démolir et qu'il est donc nécessaire de confier une mission complémentaire de désamiantage au groupement de maîtrise d'œuvre,

Considérant qu'au terme des premières études, l'Avant-Projet Définitif a été remis par la maîtrise d'œuvre le 29 décembre 2017. Il permet d'arrêter le coût des travaux ainsi que de valider le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre.

Considérant qu'à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif, la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est arrêtée à la somme de 26 810 000,00 € HT, valeur décembre 2017.

Considérant que conformément à la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique, le forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre est arrêté par avenant, sur cette nouvelle base, à la somme de 4 163 943,80 € HT et se décompose comme suit :

- Mission de base : 2 959 287,80 € HT,
- Mission complémentaire n° 1 : Coordination en matière de système de sécurité incendie : 38 000,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 2 : Etablissement pour chaque lot de travaux, d'un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire indiquant les quantités estimées sur la base d'un avant-métré : 90 000,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 3 : Assistance pour les démarches environnementales BDM / BEPOS 219 558,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 4 : Définition et choix des équipements mobiliers : 20 000,00 € HT,
- Mission complémentaire n°5 : Signalétique : 40 000 € HT,
- Mission complémentaire n°6 : Scénographie : 56 740 € HT,
- Mission complémentaire n°7 : Plan de composition et urbanisme : 12 000 € HT,
- Mission complémentaire n°8 : Conception des espaces publics : 78 800 € HT,
- Mission complémentaire n°9 : Mission responsable de projet : 5 108 € HT,

- Mission complémentaire n°10 : Ordonnancement, Pilotage, Coordination : 242 000 € HT,
- Mission complémentaire n°11 : Simulation Thermodynamique : 52 000 € HT,
- Mission complémentaire n°12 : BIM Management : 114 450 € HT,
- Mission complémentaire n°13 : Assistance pour la rédaction des cahiers des charges des contrats de maintenance : 25 000 € HT,
- Mission complémentaire n°14 : Animation des travaux de la cellule de synthèse : 195 000 € HT.
- Ajout d'une mission complémentaire relative au désamiantage à réaliser : 16 000 € HT.

D E C I D E

Article 1 : d'adopter l'Avant-Projet Définitif conformément aux termes de la loi MOP n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'œuvre publique.

Article 2 : d'approuver l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, établie à la somme de 26 810 000 € HT, valeur décembre 2017.

Article 3 : d'approuver la passation de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre relatif :

- à l'ajout d'une mission complémentaire relative au désamiantage à réaliser ;
- à l'engagement du maître d'œuvre au respect de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux ;
- à la fixation du forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre à la somme de 4 163 943,80 € HT, décomposée comme suit :

- Mission de base : 2 959 287,80 € HT,
- Mission complémentaire n° 1 : SSI : 38 000,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 2 : DPGF : 90 000,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 3 : BDM / BEPOS 219 558,00 € HT,
- Mission complémentaire n° 4 : MOB : 20 000,00 € HT,
- Mission complémentaire n°5 : SIG : 40 000 € HT,
- Mission complémentaire n°6 : SCENO : 56 740 € HT,
- Mission complémentaire n°7 : URBA : 12 000 € HT,
- Mission complémentaire n°8 : ESP PUB : 78 800 € HT,
- Mission complémentaire n°9 : RESP : 5 108 € HT,
- Mission complémentaire n°10 : OPC : 242 000 € HT,
- Mission complémentaire n°11 : STD : 52 000 € HT,
- Mission complémentaire n°12 : BIM : 114 450 € HT,
- Mission complémentaire n°13 : MAINT : 25 000 € HT,
- Mission complémentaire n°14 : SYN+ : 195 000 € HT.
- Mission complémentaire n°15 : AMIA : 16 000 € HT

Article 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant précité et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,

Article 6 : d'autoriser les demandes de subvention les plus larges possibles auprès de l'État, de la Région Occitanie et du Département de l'Hérault.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : **05 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

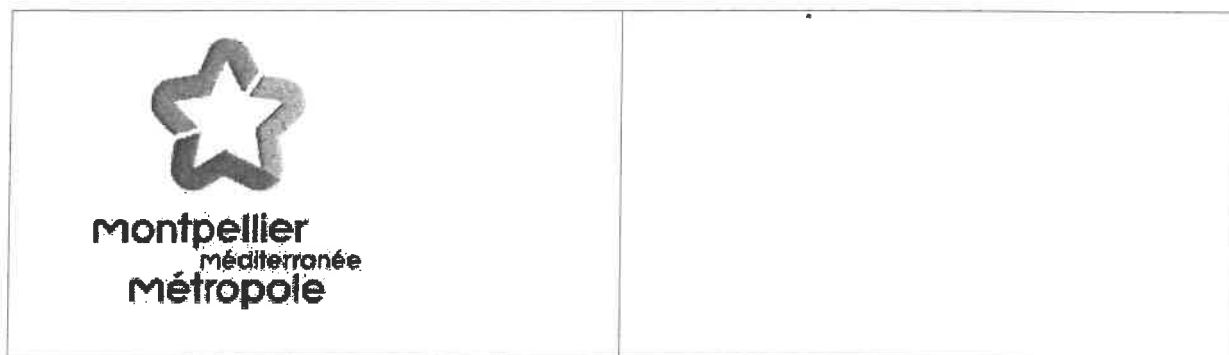
034-24340017-20180101-27678-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **05 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
la convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
TWIN SOLUTIONS pour l'occupation de
locaux au sein du bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° 15124 du 20 décembre 2017 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2018 au sein du bâtiment MIBI,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} janvier 2015 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise TWIN SOLUTIONS pour l'occupation de

locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1^{er} janvier 2017.

- Considérant que la convention précitée arrive à échéance le 31 décembre 2017 et que la société TWIN SOLUTIONS a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire de 3 ans,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TWIN SOLUTIONS pour une période de trois ans à compter de sa signature et ce jusqu'au 31 décembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise pour la surface de 36,60 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à 498,49€ soit 13,62 euros/m² conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 15124 du Conseil de Métropole en date du 20 décembre 2017.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



13 FEV. 2018

Publiée le : 13 FEV. 2018

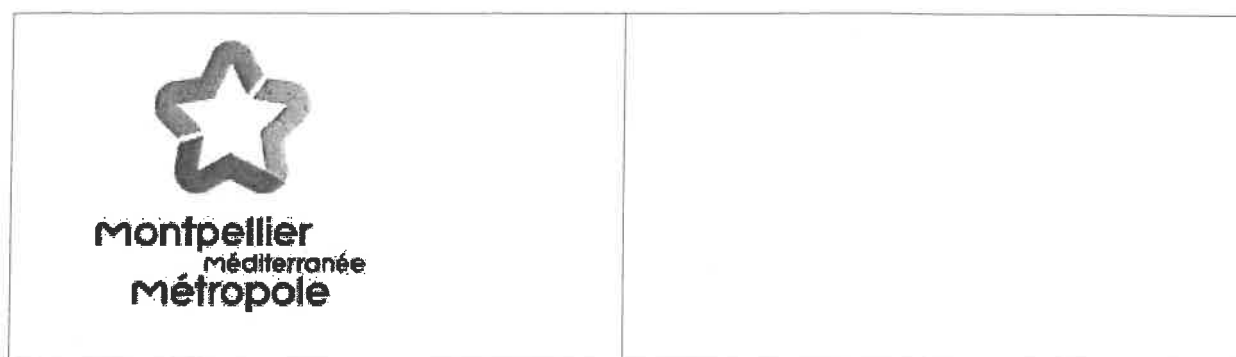
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-24345007 - 6018001-21814-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 FEV. 2018**

Réception en Préfecture : **13 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5061DC18
de traitements de conservation-
restauration sur des objets archéologiques
du musée Henri Prades**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER ;

Considérant :

- Que les objets du musée archéologique Henri Prades nécessitent des traitements de conservation-restauration pour leur mise en valeur et leur bonne tenue dans le temps.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande d'une durée de 4 ans comprenant 4 lots : lot n°1, traitements de conservation-restauration sur des objets en céramique ; lot n°2, traitements de conservation-restauration sur des objets en métal ; lot n°3, traitements de conservation-restauration

sur des objets en verre ; lot n°4, traitements de conservation-restauration sur des objets en bois et matériaux organiques ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1 – Prix au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %

2 – Valeur technique : 60 %

- Qu'après analyse, l'entreprise MATERIA VIVA, sise 27 rue Bernard Délicieux, 31 200 Toulouse, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°1 ; l'entreprise A-CORROS sise Pôle économique et technologique Archeomed, 17 chemin de Séverin, 13 200 Arles, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°2 ; l'entreprise MATERIA VIVA, sise 27 rue Bernard Délicieux, 31 200 Toulouse, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°3 ; l'entreprise ARC-NUCLEART, sise CEA Grenoble, 17 rue des Martyrs, 38 054 Grenoble, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°4.

DECIDE

Article 1 : D'attribuer, pour une durée de 4 ans :

- le marché de traitements de conservation-restauration sur des objets en céramique du musée archéologique Henri Prades (lot n°1) à l'entreprise MATERIA VIVA pour un montant de 20 951,40 euros (non soumise à TVA) ;

- le marché de traitements de conservation-restauration sur des objets en métal du musée Prades (lot n°2) à l'entreprise A-CORROS pour un montant de 20 915 euros HT ;

- le marché de traitements de conservation-restauration sur des objets en verre du musée Prades (lot n°3) à l'entreprise MATERIA VIVA pour un montant de 9 583,20 euros (non soumise à TVA) ;

- le marché de traitements de conservation-restauration sur des objets en bois et matériaux organiques du musée Prades (lot n°4) à l'entreprise ARC-NUCLEART pour un montant de 7 334 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 06 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

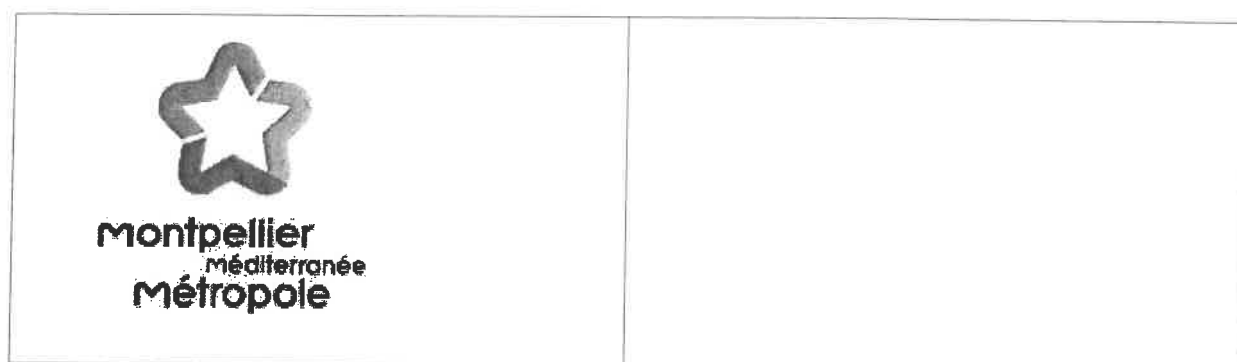
034-243400017-20180101-27840-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 MARS 2018

Réception en Préfecture : 06 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Avenant n°1 à la convention de
groupement de commande relative à
l'amélioration de la chaîne de transfert des
effluents de Palavas-les-Flots et de Lattes à
la station d'épuration MAERA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans le domaine des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement ;
- VU la délibération n°13704 du 14 avril 2016 autorisant la signature de la convention de groupement de commande relative à l'amélioration de la chaîne de transfert des effluents de Palavas-les-Flots et de Lattes à la station d'épuration MAERA avec PAYS DE L'OR AGGLOMERATION sise boulevard de la Démocratie CS 70040 34131 MAUGUIO CEDEX fixant les principes de répartition des coûts de maîtrise d'œuvre mis à la charge de chaque membre du groupement. La convention ne prévoyait pas la répartition des couts des travaux, les solutions techniques devant être précisées à l'issue de l'avant-projet ;

CONSIDERANT :

- La nécessité de poursuivre le projet en phase travaux sur un mode de fonctionnement en groupement de commandes publiques ;
- La nécessité de préciser le coût des travaux à la charge respective des 2 maîtres d'ouvrage, au stade AVP.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de groupement de commande relative à l'amélioration de la chaîne de transfert des effluents de Palavas-les-Flots et de Lattes à la station d'épuration MAERA avec PAYS DE L'OR AGGLOMERATION sise boulevard de la Démocratie CS 70040 34131 MAUGUIO CEDEX.

ARTICLE 2 : De dire que le montant d'investissement, estimé au stade de l'AVP, à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 1 245 250 euros HT.

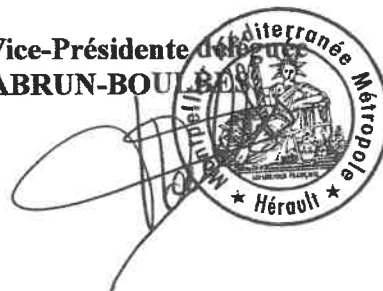
ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULENGER



Publiée le : 07 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

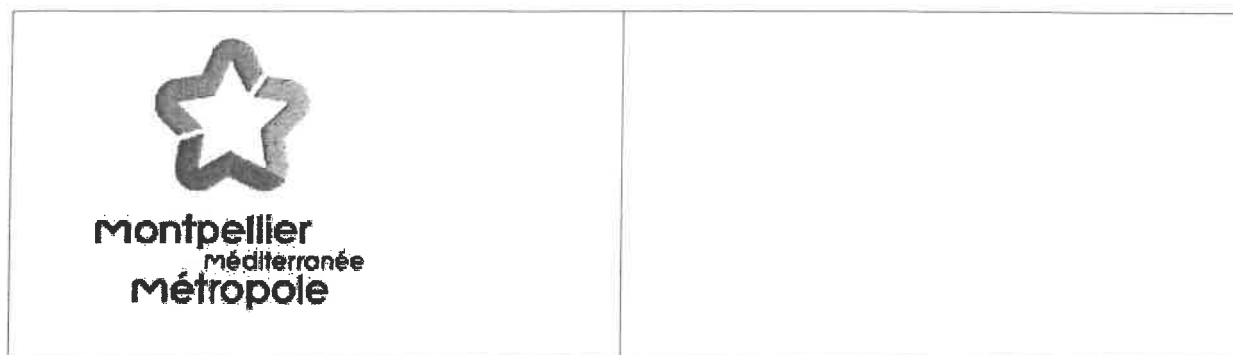
034- 243400017- 20180101- 27866-CC-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **07 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Assurances / CADA

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au sinistre ayant touché le
site d'exploitation d'ordures ménagères de
Pignan - Indemnités d'assurances -
Acceptation d'une offre d'indemnisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurances, dont le montant est supérieur à 5 000€,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « de l'Administration Générale, du Contentieux, des Affaires Juridiques et du Protocole »,
- **CONSIDERANT** la proposition d'Affiliated FM, compagnie d'assurance dommages aux biens de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurances d'un montant de 9876€ TTC à Montpellier Méditerranée Métropole, au titre du sinistre survenu le 4 janvier 2018 au droit du site de l'Agora de la danse à Montpellier dû à un bris de glace.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 9876€ TTC correspondant à un montant total de 12 876 € TTC auquel est déduit une franchise de 3000€.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acceptation d'indemnité d'assurance, visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

16 FEV. 2018

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 16 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2640007-2018-2784-AU -


Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

16 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 16 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Décision n° MD2018-124
-----------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------

Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative au marché n° 4792 - Veille médias pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication, développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique ».

Considérant :

- Que la direction de la presse est mutualisée et œuvre indifféremment pour le compte de la ville et de la métropole,
- Que le précédent marché arrive à échéance le 08/02/2018,
- Qu'une convention de groupement de commandes permanent a été adoptée par la décision n°2017-55,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 et 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché mixte à prix forfaitaire avec une partie à bons de commande pour une durée de 1 an renouvelable une fois.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 40% et valeur technique 60%.

- Qu'après analyse, l'entreprise L'ARGUS DE LA PRESSE (75018 Paris) l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

Article 1 : D'attribuer le marché **Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier** à l'entreprise L'ARGUS DE LA PRESSE, pour un montant forfaitaire annuel de 79 608,72 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 7 FEV. 2018
Monsieur le Conseiller métropolitain
Abdi EL KANDOUSSE



Honneur le Conseiller Délégué,

Publiée le : - 8 FEV. 2018

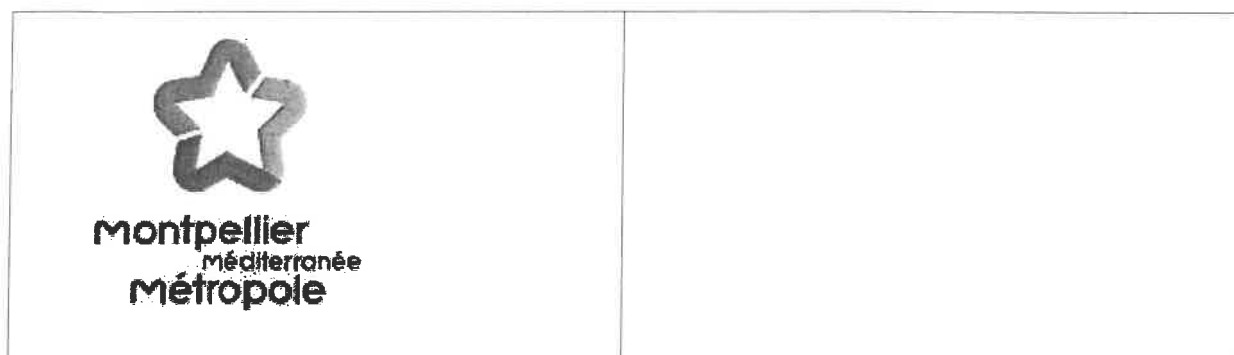
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034 - 262400017 - 20180101 - 28131-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 7 FEV. 2018

Réception en Préfecture : - 7 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché 5032EA17 -
Reconnaisances complémentaires sur les
ouvrages existants de la station d'épuration
MAERA dans le cadre du diagnostic Génie
Civil**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

Considérant :

- Dans le cadre du projet d'extension et d'adaptation de la station MAERA, Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage de l'opération, a lancé un diagnostic du génie civil nécessitant des investigations complémentaires,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée avec une publicité restreinte et la formalisation du marché par lettre de commande pour une durée d'un mois.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40 %)
 2. Valeur technique au regard d'une note méthodologique (60 %)
- Qu'après analyse, l'entreprise DEKRA Industrial sise Immeuble Aurélien – 29 av Jean-François Champollion – BP 43797 – 31037 TOULOUSE Cedex présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer le marché n°5032EA17 – Reconnaissances complémentaires sur les ouvrages existants de la station d'épuration MAERA dans le cadre du diagnostic Génie Civil à l'entreprise DEKRA pour un montant de 31 075 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : **07 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

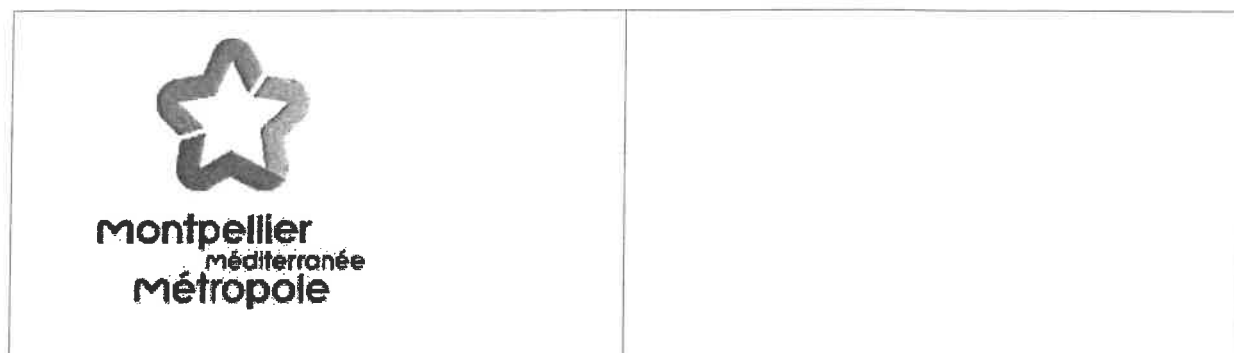
034-243400017-20180101-28251-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **07 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 à la convention de mise à
disposition de locaux, de matériels et de
véhicules conclue le 22 décembre 2015 par
Montpellier Méditerranée Métropole et la
commune de Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- VU la convention de Mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules signée le 22 décembre 2015 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Jacou,
- **CONSIDERANT** que la convention prévoit dans son article 11 que Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Commune de Jacou la quote-part des charges lui incombant concernant les charges courantes des locaux mis à disposition par la commune à la Métropole sur la base d'un cout fixe par mètre carré occupé,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un Avenant n°1 à la convention modifiant l'article 11 «Charges, impôts et taxes » afin de préciser la somme forfaitaire annuelle versée à la Commune de Jacou par Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Jacou signent un avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux de matériels et de véhicules du 22 décembre 2015.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » concernant les locaux. Le premier paragraphe est reformulé de la manière suivante : « Pour les locaux : les charges courantes des locaux mis à disposition dont la liste est précisée en annexe I (éclairage, chauffage, téléphone, nettoyage, internet, contrats de maintenance et d'entretien...), seront remboursées sur la base d'un forfait fixé à 5200 euros par an. Cette somme sera versée à hauteur de 50% de son montant, en juin, et en décembre de chaque année».

ARTICLE 3 : Le second paragraphe de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » et les autres articles de la convention restent inchangés.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 le **13 FEV. 2018**
Monsieur le Président
Philippe SUREL

Publiée le : **13 FEV. 2018**

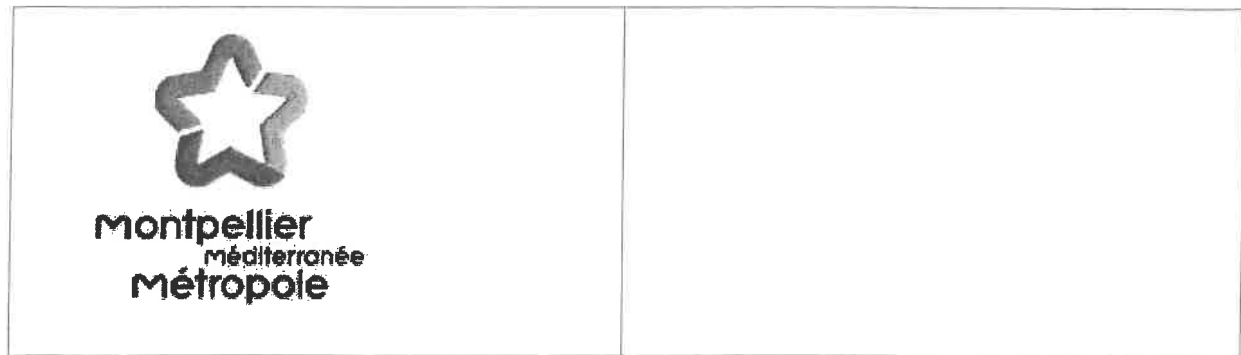
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
054 - 243400017 - 10101 - 28278 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 FEV. 2018**

Réception en Préfecture : **13 FFV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 à la convention de mise à
disposition de locaux, de matériels et de
véhicules conclue le 22 décembre 2015 par
Montpellier Méditerranée Métropole et la
commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- VU la convention de Mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules signée le 22 décembre 2015 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- **CONSIDERANT** que la convention prévoit dans son article 11 que Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone la quote-part des charges lui incombant concernant les charges courantes des locaux mis à disposition par la commune à la Métropole sur la base d'un cout fixe par mètre carré occupé,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un avenant n°1 à la convention modifiant l'article 11 « Charges, impôts et taxes » afin de préciser la somme forfaitaire annuelle versée à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone par Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone signent un avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de locaux de matériels et de véhicules du 22 décembre 2015.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article 11 « Charges, impôts et taxes » concernant les locaux. Le premier paragraphe est reformulé de la manière suivante : « Pour les locaux : les charges courantes des locaux mis à disposition dont la liste est précisée en annexe I (éclairage, chauffage, téléphone, nettoyage, internet, contrats de maintenance et d'entretien...), seront remboursées sur la base d'un forfait fixé à 4650 euros par an. Cette somme sera versée à hauteur de 50% de son montant, en juin, et en décembre de chaque année».

ARTICLE 3 : Le second paragraphe de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » et les autres articles de la convention restent inchangés.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 FEV. 2018
Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

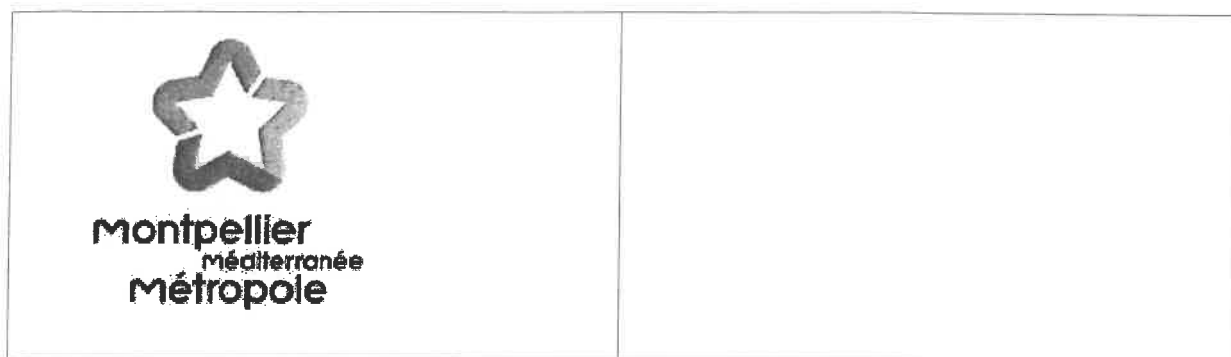
054-24340007-6080001-18186-CC-

Acte Certifié exécutoire 13 FEV. 2018

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 -
Convention de mise à disposition de
l'infrastructure de communications
électroniques à très haut débit entre
Montpellier Méditerranée Métropole et
KOSC**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUCI dans le domaine « Développement du très haut débit et de la fracture numérique » ;
- VU la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit en date du 1^{er} janvier 2017 au bénéfice de KOSC ;

- VU la délibération n°13991 en date du 21 juillet 2016 et autorisant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire;

Considérant :

- Que la société KOSC a transféré son activité de fourniture de prestations de bitstream livrées aux NRA et NRO et de mise en location de FON au profit de sa filiale KOSC RESEAU dans le cadre d'une restructuration interne.
- Que conformément aux stipulations de l'article 4.2 de la convention de mise à disposition, la réalisation de la Cession ne requiert pas d'autorisation préalable du Cédé mais une simple notification.
- Que les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base afin d'appliquer l'évolution tarifaire.

D.E.C.I.D.E.

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques très haut débit avec Kosc et Kosc Réseau.

Article 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

19 FEV. 2018

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 19 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

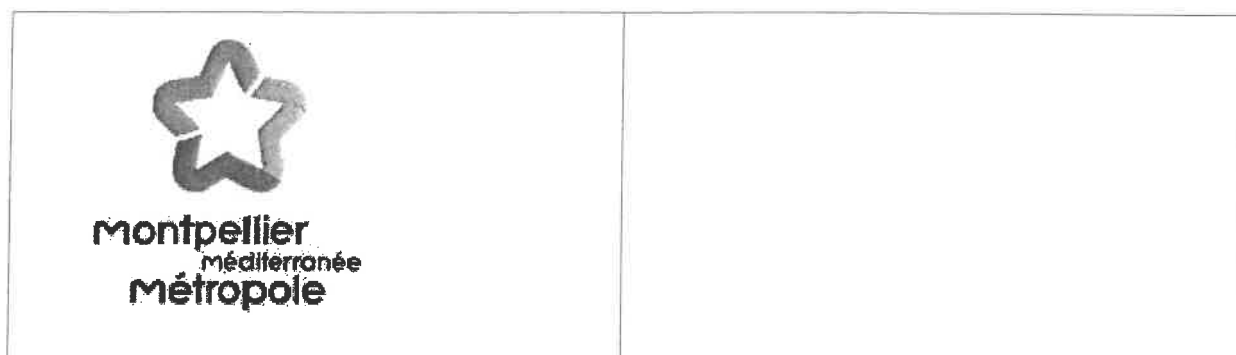
034-2440017-148001-28328-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 19 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour pièces
d'un véhicule poids-lourd de marque
Renault et d'une balayeuse de marque
Eurovoirie vétustes et économiquement
irrécupérables**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des véhicules vétustes économiquement irrécupérables et qu'il convient de les réformer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède pour pièces à la société Borrás Truck, sise 1150 route départementale 142 à Aigues-Vives (30 670) un poids-lourd de marque Renault immatriculé AL 162 HT et une balayeuse BAL3 de marque Eurovoirie, les deux véhicules étant vétustes et économiquement irrécupérables.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession pour pièces est de 300 euros.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018
Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

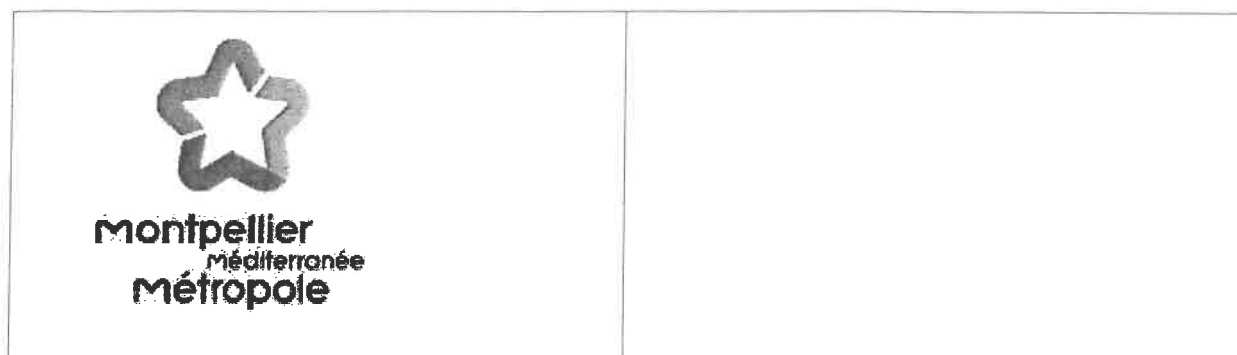
034-243400017-20180101-28480-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2018

Réception en Préfecture : 05 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 au contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société SCI du Trois Mats - Local 4ème
étage et 4 places de parking immeuble "Le
Belem" à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI DU TROIS MATS ont signé un bail le 27/11/2017 portant sur des locaux situés au 4^{ème} étage de l'immeuble « Le Belem » sis 355 avenue Vendémiaire à Montpellier ainsi que 4 places de parking pour y installer les services Cultures et Sports,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un avenant n° 1 à la convention pour prendre en compte la correction de l'article 15 portant sur la mise à disposition d'une partie des locaux au profit de la ville de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI DU TROIS MATS signe un avenant n° 1 au bail du 27/11/2017 portant sur des locaux situés au 4^{ème} étage de l'immeuble « Le Belem » sis 355 avenue Vendemiaire à Montpellier ainsi que 4 places de parking pour y installer les services Cultures et Sports.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article 15 « Sous-Location » en permettant la mise à disposition d'une partie des locaux au profit de la ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'Avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2018**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

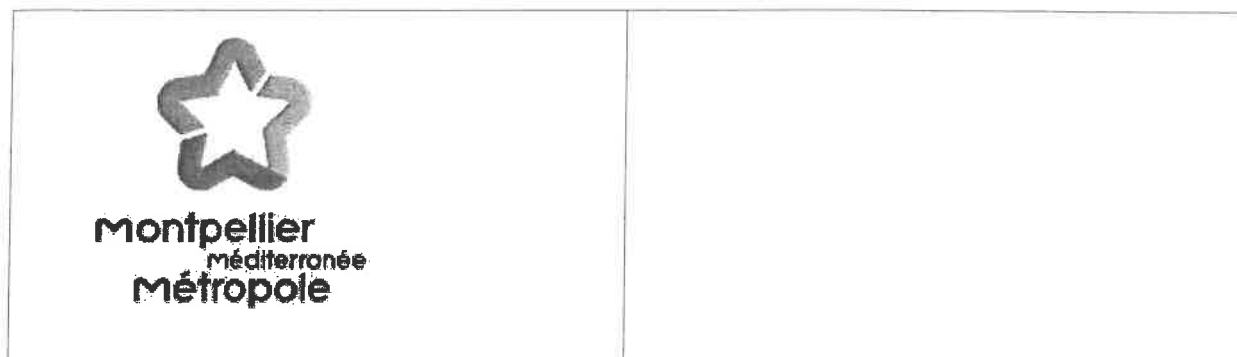
034-243400017-20180101-29083-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **05 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 au contrat de location entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
société SCI du Trois Mats - Locaux aux 1er
et 3ème étage et 20 places de parking
immeuble "Le Belem" à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI DU TROIS MATS ont signé un bail le 27/11/2017 portant sur des locaux situés au 1^{er} et 3^{ème} étage de l'immeuble « Le Belem » sis 355 avenue Vendémiaire à Montpellier ainsi que 20 places de parking pour y installer les services Cultures et Sports,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un Avenant n° 1 au bail pour prendre en compte la correction de l'article 15 portant sur la mise à disposition d'une partie des locaux au profit de la ville de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI DU TROIS MATS signe un Avenant n° 1 au bail du 27/11/2017 portant sur des locaux situés au 1^{er} et 3^{ème} étage de l'immeuble « Le Belem » sis 355 avenue Vendemiaire à Montpellier ainsi que 20 places de parking pour y installer les services Cultures et Sports.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article 15 « Sous-Location » en permettant la mise à disposition d'une partie des locaux au profit de la ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

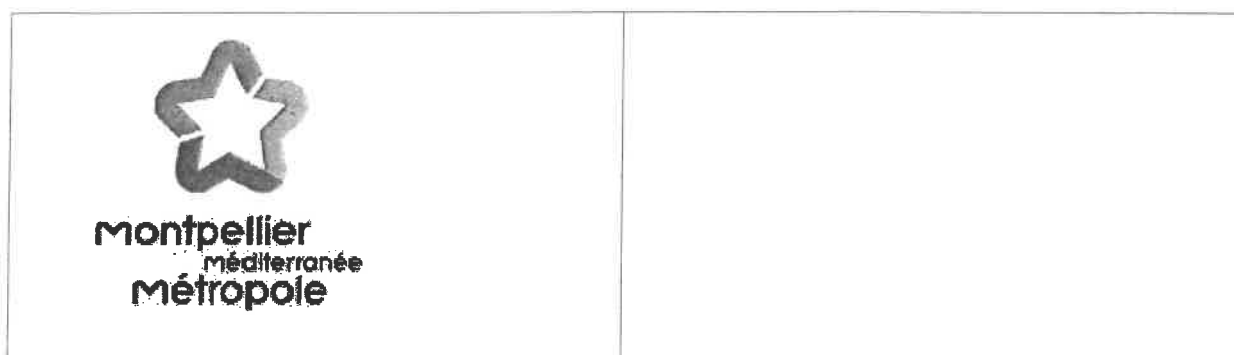
034-243400017-20180101-29091-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2018

Réception en Préfecture : 05 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat
Service Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Suivi animation du programme d'intérêt
général (PIG) ' rénover pour un habitat
durable et solidaire ' 2013 - 2018 - Avenant
n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Noël SEGURA,
- VU la délibération N°11933 attribuant le marché n° 3408UH13 « suivi animation du Programme d'Intérêt Général « Rénover pour un habitat durable et solidaire » 2013 – 2018 » à l'entreprise URBANIS, pour un montant de 1 137 460 € euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 60 mois (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

Considérant :

- Que le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire » s'inscrit plus largement dans le cadre de la délégation des aides à la pierre de l'Etat à la Métropole.
- Que le présent avenant vise à prendre en compte la décision de l'Etat d'augmenter les objectifs du programme national « Habiter Mieux » pour lequel le PIG est labellisé. Cette volonté de l'Etat s'est traduite par des modifications successives du régime des aides de son agence (l'Agence nationale de l'habitat – Anah) pour rendre plus incitatives les aides aux particuliers réalisant des travaux de rénovation thermique.
- Que dans ce cadre, des crédits supplémentaires ont été délégués par l'Etat à la Métropole pour financer les propriétaires réalisant des travaux de rénovation thermique. En parallèle, des campagnes de communication nationales ont relayé ce message entraînant un afflux de dossiers de demande de financement à monter pour le titulaire du marché qu'il n'était pas possible d'anticiper initialement pour la collectivité.
- Que le marché de suivi-animation est monté de telle sorte que l'opérateur est financé pour ses missions sur une part fixe et sur une part variable liée au nombre de dossiers réalisés. Après une tranche ferme de 3 ans, la Métropole a engagé la tranche conditionnelle de 2 années supplémentaires.
- Que lors de la notification de ce marché, les objectifs fixés par la Métropole en lien avec l'Etat (Programme « Habiter Mieux ») étaient de financer annuellement la rénovation thermique de 104 logements de propriétaires occupants et 10 logements de propriétaires bailleurs.
- Que sur les 3 premières années du marché, les objectifs finalement revisités en lien avec l'Etat ont entraîné la rénovation thermique de 474 logements de propriétaires occupants et d'un propriétaire bailleur, soit 38,9 % de logements en plus que les objectifs initiaux sur lesquels étaient calculés la part variable.
- Que pour les 2 dernières années du marché, l'objectif fixé est de financer 252 logements de propriétaires occupants et 20 logements de propriétaires bailleurs pour un objectif initial à la notification du marché de 208 logements de propriétaires occupants et 20 logements de propriétaires bailleurs sur la même période.
- Qu'au total, 747 logements devraient être réhabilités sur la thématique de la rénovation thermique (contre 570 prévus initialement) représentant une augmentation de plus de 31% des objectifs.
- Qu'au regard des estimations des dossiers réalisables et des objectifs fixés par l'Etat pour bénéficier du label « Habiter Mieux », le nombre de dossiers prévus dans la part variable initiale sera atteinte avant la fin du premier trimestre 2018 et donc avant l'échéance du marché (décembre 2018).
- Qu'il n'était pas possible pour la collectivité d'anticiper une telle augmentation des objectifs du programme « Habiter Mieux » et donc une telle hausse du nombre de dossiers à monter par le titulaire du marché.
- Que le montant de l'avenant (Taux de la TVA 20 %) HT est de 127 058,22 € et le Montant TTC est de 152 469,86 €. L'écart introduit par l'avenant est de 11,17 % du HT.
- Que le nouveau montant du marché public (Taux de la TVA 20 %) HT est de 1 264 518,22 € et le montant TTC est de 1 517 421,86 €.
- Que la Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable à la passation de cet avenant le 17 octobre 2017.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché « suivi animation du Programme d'Intérêt Général « Rénover pour un habitat durable et solidaire » 2013-2018 » à l'entreprise URBANIS, avenant d'un montant de 127 058,22 € euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Noël SEGURA



Publiée le : **05 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

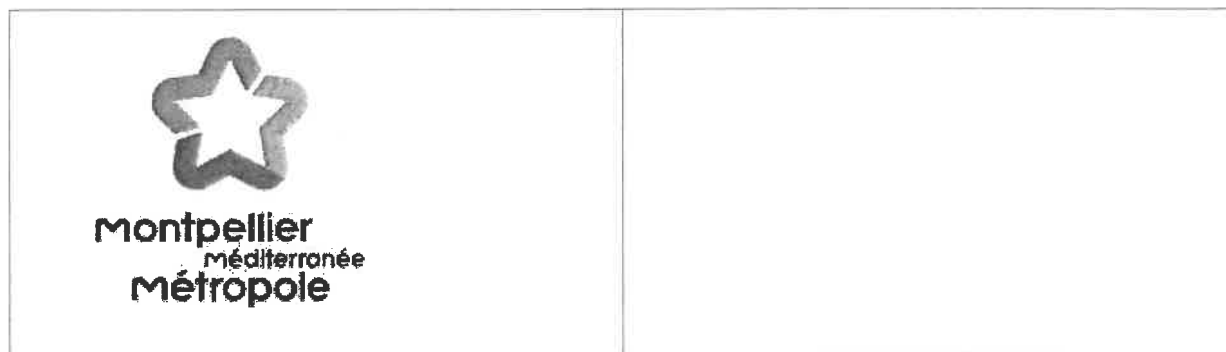
034-243400017-20180101-28816-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **05 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "SNC STEVEN
Requête 1800459-5TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1800459-5 le 1^{er} février 2018 par la SNC STEVEN contre le titre exécutoire émis le 27 novembre 2017 par Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 41 837,68 euros correspondant aux frais de relogement des occupants de l'immeuble situé au 10 bis rue Jules Ferry à Montpellier et ce, consécutivement à un incendie ayant affecté ce dernier le 22 juin 2016.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24340017 - 2018-02-13 - 14 -

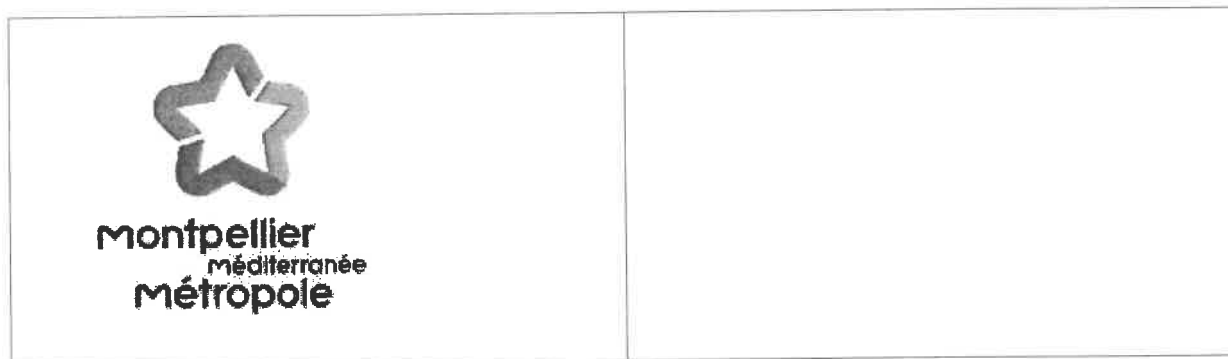
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018

Réception en Préfecture :

13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "SNC STEVEN
- Requête n°1800460-5 TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1800460-5 du 1^{er} février 2018 par la SNC STEVEN contre le titre exécutoire d'un montant de 52 411,68 euros émis le 31 mai 2017 par Montpellier Méditerranée Métropole correspondant aux frais de relogement des occupants de l'immeuble situé au 10 bis rue Jules Ferry à Montpellier et ce, consécutivement à l'indignité ayant affecté ce dernier le 22 juin 2016.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

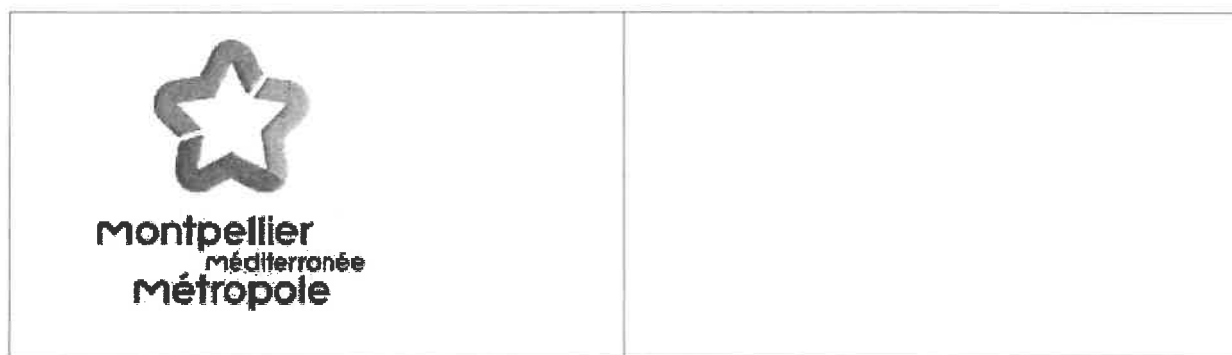
034-24340007-20180101-18925-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 FEV. 2018**

Réception en Préfecture : **13 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n° 1 à la convention de mise à
disposition de locaux, de matériels et de
véhicules signée entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la commune de
Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- VU la convention de Mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules signée le 11 mars 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castelnau-le-Lez,
- CONSIDERANT** que la convention prévoit dans son article 11 que Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Commune de Castelnau-le-Lez la quote-part des charges lui incombant concernant les charges courantes des locaux mis à disposition par la commune à la Métropole sur la base d'un cout fixe par mètre carré occupé,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un avenant n°1 à la convention modifiant l'article 11 « Charges, impôts et taxes » afin de préciser la somme forfaitaire annuelle versée à la Commune de Castelnau-le-Lez par Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Castelnau-le-Lez signent un avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de locaux de matériels et de véhicules du 11 mars 2016.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » concernant les locaux. Le premier paragraphe est reformulé de la manière suivante : « Pour les locaux : les charges courantes des locaux mis à disposition dont la liste est précisée en annexe I (éclairage, chauffage, téléphone, nettoyage, internet, contrats de maintenance et d'entretien...), seront remboursées sur la base d'un forfait fixé à 7 302 euros par an. Cette somme sera versée à hauteur de 50% de son montant, en juin, et en décembre de chaque année».

ARTICLE 3 : Le second paragraphe de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » et les autres articles de la convention restent inchangés.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2018**
Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

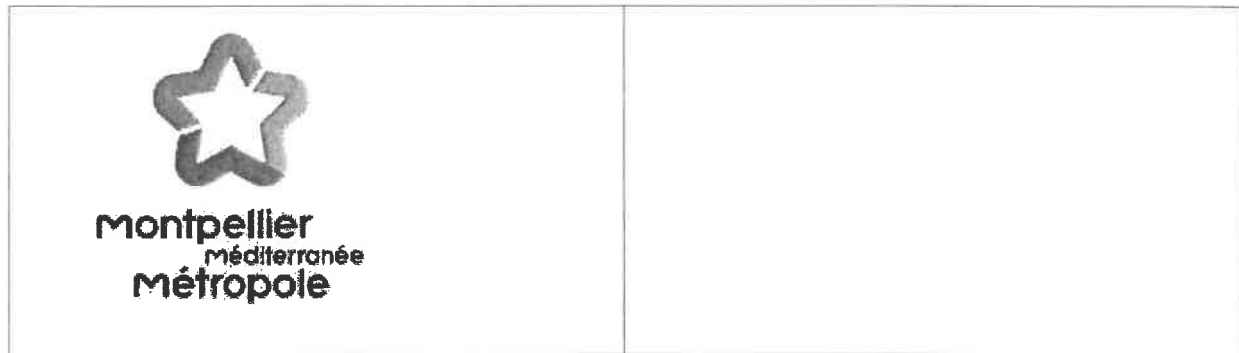
034-243400017-20180101-28931-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **05 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession à titre gratuit
de mobiliers vétustes de bureau à
l'association "Les amis et compagnons
Emmaüs"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des mobiliers vétustes de bureau,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède un ensemble de mobiliers vétustes de bureau d'une valeur estimée à 800 euros, à l'association Les Amis et Compagnons Emmaüs, sise ZAC Saint-Antoine, 34 130 Saint-Aunès.

ARTICLE 2 : La liste des mobiliers concernés est annexée à la présente décision.

ARTICLE 3 : La cession est effectuée à titre gratuit.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

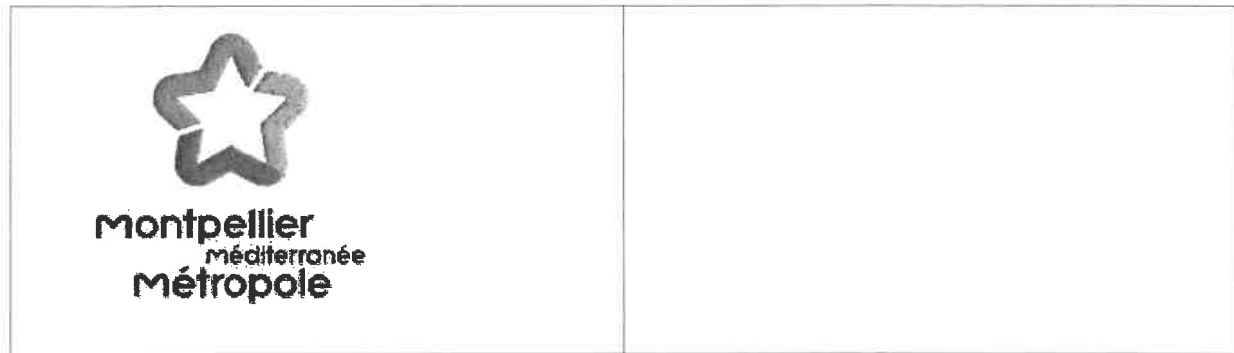
034-24340017-20180101-29073-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2018

Réception en Préfecture : 05 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "requête
n°1800493-3TA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1800493-3, le 22 janvier 2018, par Monsieur Abdenabi NACERI, agent de Montpellier Méditerranée Métropole, tendant à l'annulation de l'arrêté du 15 mars 2017 relatif à l'attribution du complément indemnitaire au titre de l'année 2016 le concernant.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 FEV. 2018**

Monsieur le Président
Philippe SALPEL



Publiée le : **13 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

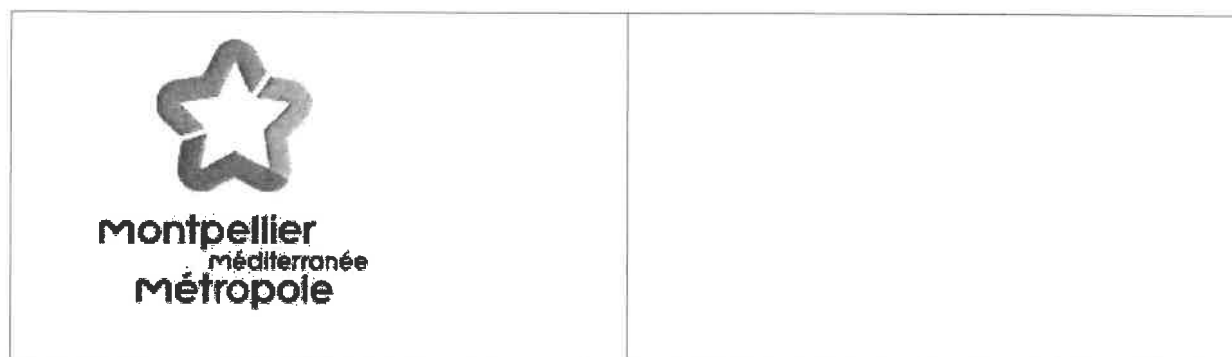
034-24340007-208001-2910-AU-

Acte Certifié exécutoire
13 FEV. 2018

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **13 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au droit de préemption
urbain - Propriété ROUX - Terre du Mas
d'Astre Sud - Parcelle cadastrée OC 1 -
Exercice du droit de préemption**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech, l'artisanat et planification urbaine » ;

- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 2 mars 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier ;
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 6 novembre 2017, envoyée par Maître GAYRAUD Gilles, Notaire à Pignan (34570), mandataire de Monsieur Etienne ROUX, reçue en Mairie de Montpellier le 8 novembre 2017 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 9 novembre 2017, concernant la parcelle cadastrée OC n° 1, d'une superficie de 25 846 m², située sur la Commune de Montpellier, au lieudit Terre du Mas d'Astre, en valeur libre ;
- VU l'avis de France Domaines en date du 15 décembre 2017.
- **CONSIDERANT**, qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence aménagement de l'espace métropolitain ;
- **CONSIDERANT**, que la parcelle cadastrée OC 1 est classée par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier, pour sa majeure partie en zone à urbaniser 4U1-4 et pour une plus petite part en zone naturelle N-1 ;
- **CONSIDERANT**, que le droit de préemption urbain a été instauré par la Ville de Montpellier sur les zones urbaines et les zones à urbaniser ;
- **CONSIDERANT**, que l'article L 213-2-1 du Code de l'urbanisme précise *"Lorsque la réalisation d'une opération d'aménagement le justifie, le titulaire du droit de préemption peut décider d'exercer son droit pour acquérir la fraction d'une unité foncière comprise à l'intérieur d'une partie de commune soumise à un des droits de préemption institué en application du présent titre. Dans ce cas, le propriétaire peut exiger que le titulaire du droit de préemption se porte acquéreur de l'ensemble de l'unité foncière"* ;
- **CONSIDERANT**, que dans la Déclaration d'Antention d'Aliéner, les propriétaires indiquent que dans le cas où le titulaire du droit de préemption viendrait à exercer son droit de préemption sur la partie soumise au droit de préemption urbain, ils exigeraient que le titulaire du droit de préemption se porte acquéreur de l'ensemble de l'unité foncière ;
- **CONSIDERANT**, que la zone 4U1-4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier a comme vocation l'accueil et le développement d'activités économiques, de manière limitée, l'habitat lié à celles-ci et au logement et à l'hébergement pour les personnes en difficultés lorsque l'environnement immédiat y est favorable et parfois l'activité commerciale ;
- **CONSIDERANT**, que Montpellier Méditerranée Métropole recherche à mobiliser des tenements fonciers pour répondre à ses projets d'aménagement en conformité avec la réglementation du PLU ;
- **CONSIDERANT**, que la propriété de Monsieur Etienne ROUX, parcelle de grande superficie conviendrait pour réaliser ce type d'opération ;
- **CONSIDERANT**, l'opportunité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'exercer le droit de préemption sur ce bien, pour permettre la réalisation d'un projet d'aménagement de la parcelle, conformément aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat et de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur de la parcelle cadastrée OC n°1, libre de toute occupation, d'une surface de 25 846 m², située sur la Commune de Montpellier, au lieudit Terre du Mas d'Astre auprès de Monsieur Etienne ROUX domicilié 574 Rue de la Madeleine Quartier Rieucoulon – Mas d'Astis 34070 MONTPELLIER, par exercice du droit de préemption en ce qui concerne la partie de la propriété soumise au droit de préemption et par suite de la mise en demeure d'acquérir des propriétaires de la partie non soumise au droit de préemption au titre de l'article L 213-2-1 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 1 461 538,46 euros plus 70 153,85 euros de commission d'intermédiaire, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



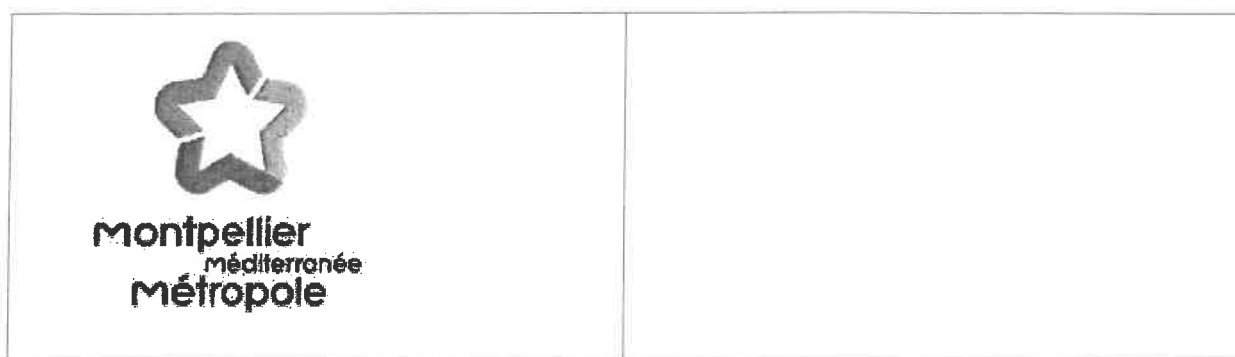
Publiée le : 12 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-24340007 - 20180101-29112 - AU -

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 12 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 12 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention avec ENEDIS concernant
l'extension du réseau public de distribution
publique d'électricité pour le raccordement
de la parcelle 327-331(B) située rue de la
Croix d'Avignon à Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme PC03402214M0037 accordé sur la parcelle n°327-331 (B), rue de la croix d'Avignon à Baillargues,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférent présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer une convention avec ENEDIS en vue de la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située rue de la croix d'Avignon à Baillargues.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 76 228, 43 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 25 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

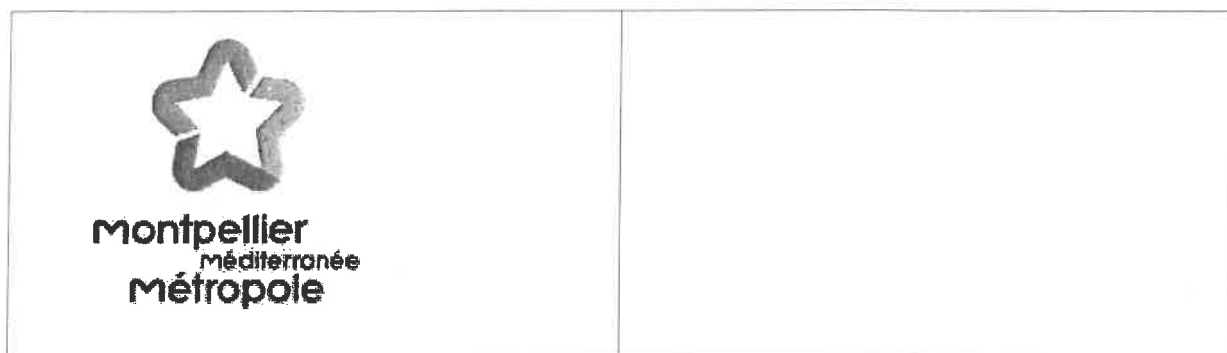
034-243400017-20180101-29141-00

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2018

Réception en Préfecture : 05 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel
Service Foncier

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de
60/300èmes des droits indivis de la parcelle
cadastrée SK n°264 - rue de la Cavallade
commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat ; et de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'AN-RU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme.»
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les

indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 22 novembre 2017 par Mesdames Nathalie LEVY et Francine ASTRUC, portant sur les 60/300èmes des droits indivis de la parcelle cadastrée SK n°264, d'une superficie cadastrale de 2 462 m² sise commune de Montpellier, moyennant un prix de 14 772 € toutes indemnités confondues,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Mme Nathalie LEVY, domiciliée 655 rue de la Cavallade à Montpellier (34000), et de Mme Francine ASTRUC, domiciliée 13 lot Puech Merle à Montarnaud (34570), les 60/300^{ème} des droits indivis de la parcelle cadastrée SK n°264, sise commune de Montpellier, d'une superficie cadastrale de 2 462 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition des droits indivis aura lieu moyennant le prix de 14 772 € (quatorze mille sept cent soixante-douze euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition des droits indivis de la parcelle visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13 FEV. 2018

Monsieur le Président
Philippe SAFREL



Publiée le : 13 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

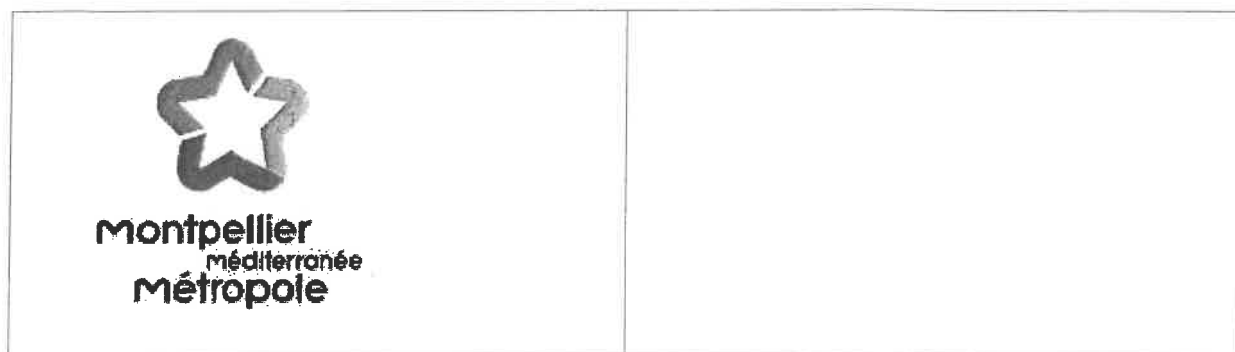
036-24345007-208010-29220-AL-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 13 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'estimer en justice "CORBIERE Hélène - Assignation TGI"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,

- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite au dépôt de la requête par Madame Hélène CORBIERE tendant à ce que l'ordonnance de référé rendue le 8 juin 2017 relative à une mesure d'expertise de son habitation sise aux 26 et 26 bis de l'Avenue de Lodève à Montpellier, soit déclarée commune et opposable à Montpellier Méditerranée Métropole et ce, consécutivement à des désordres ayant affecté son habitation dans le cadre de travaux de voirie, Avenue de Lodève, ayant été réalisés de 2009 à 2011.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gaucher et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 19 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 00017-20180101-2958-AU-

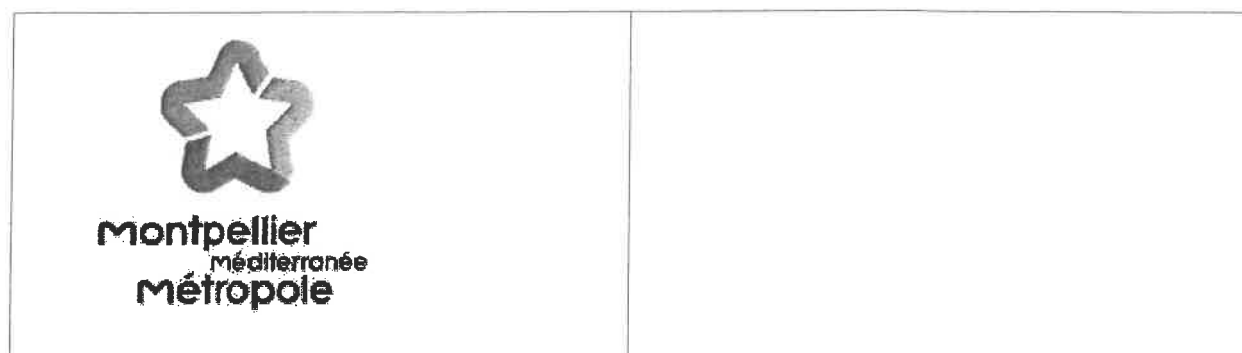
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

19 FEV. 2018

Réception en Préfecture **19 FEV. 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre de
prestations intellectuelles à bons de
commande relatif à la réalisation d'une
mission de synthèse et de cartographie
urbaine sur le secteur Comédie Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION
- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention.

Considérant :

- Qu'une procédure a été lancée par la SA3M dans le cadre de son mandat conformément à l'article 71 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles à bons de commande pour une durée de 4 ans à compter de sa notification. Il s'agit

d'un accord-cadre avec un montant minimum de 15 900 € HT (synthèse des études existantes et état des lieux du site) et un montant maximum de 60 000 € HT.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations (40%) apprécié au regard du détail quantitatif estimatif DQE).
- Valeur technique de l'offre (60 %) apprécié au regard du mémoire méthodologique et organisationnel demandé concernant la compréhension des enjeux, l'adéquation des moyens et compétences par mission ainsi que de la méthodologie de conception du projet.

- Qu'après analyse, l'Atelier Lafond sis 10 rue de la Palissade à Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'accord cadre de mission de prestations intellectuelles à bons de commande pour une mission de synthèse et de cartographie urbaine à l'Atelier Lafond pour un montant minimum de 15 900 € HT et un montant maximum de 60 000 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 14 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

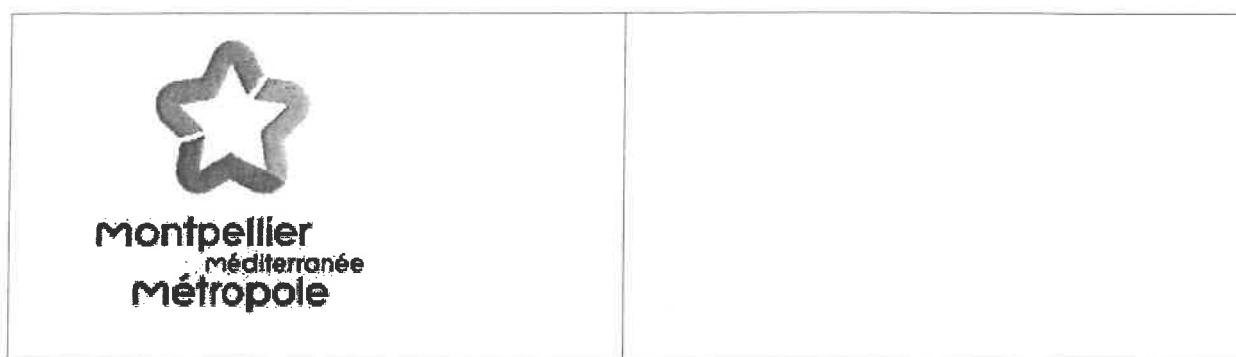
034-243400017-20180101-29386-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **14 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Mission Rénovation Urbaine

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'un
marché pour la réalisation d'une mission
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
participation du public au projet de
renouvellement urbain de Montpellier
(Mosson/Cévennes)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine de la rénovation urbaine ;
- VU le protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain de Montpellier (Mosson/Cévennes) signé le 16 décembre 2016 ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables inscrites au protocole de préfiguration portant sur les quartiers de la Mosson et des Cévennes, de réaliser une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la participation du public au projet de renouvellement urbain ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande et un opérateur économique pour une durée de 18 mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique étant décomposée comme suit : 20% pour les compétences et organisation de l'équipe dédiée à la prestation et références sur des missions similaires de l'équipe, 40% attribués à la compréhension de la commande, planning détaillé et pertinence de la méthodologie par phase et par étape pour chacun des quartiers concernés ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Institutions et Projets, sise 12 rue Castilhon, 34000 Montpellier, présente une offre économiquement bonne et intéressante.

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer le marché « mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la participation du public au projet de renouvellement urbain de Montpellier (Mosson/Cévennes) » à l'entreprise Institutions et Projets, pour un montant forfaitaire de 59 175 € HT et un montant maximum de 20 000 € HT pour les prestations rémunérées aux quantités réellement exécutées du Bordereau des Prix Unitaires. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **14 MARS 2018**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : 14 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

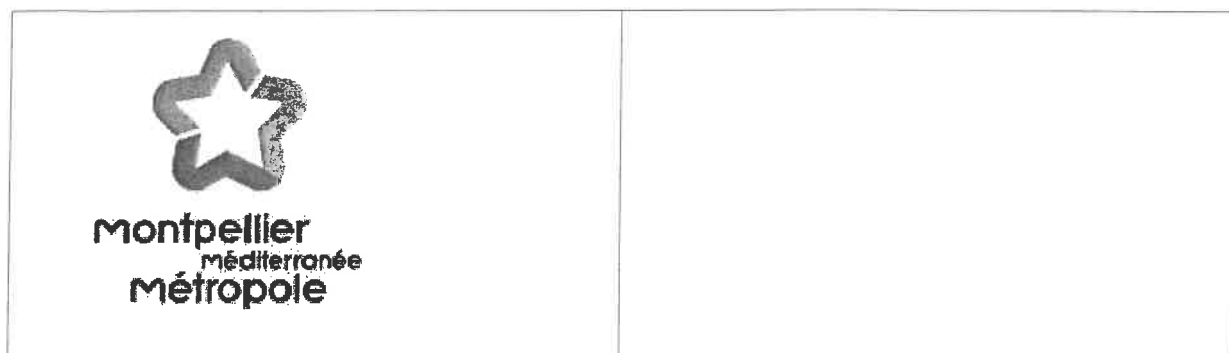
034-243400017-20180101-29752-CC-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **14 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Marché n° 4768DM 17 de prestations de
maintenance et d'extension pour le système
de vidéo existant des carrefours à feux, des
sites de fermetures automatiques et du
tunnel de la Comédie.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean Pierre RICO dans le domaine de la mobilité et des transports ;

Considérant :

- Que la décision MD2018-083 en date du 6 février 2018 est certifiée exécutoire par la Préfecture doit être modifiée pour corriger une erreur matérielle sur la durée d'exécution du marché 4768 DM 17.

- Que dans le cadre de la maintenance globale des installations de vidéo-protection sur l'espace public de la Métropole, il est nécessaire de confier à une entreprise spécialisée l'exécution de travaux de maintenance et d'extension pour le système de vidéo existant des carrefours à feux, des sites de fermetures automatiques et du tunnel de la Comédie.
- Que cet accord cadre est décomposé en deux lots :
 - Lot 1 : Prestations de maintenance du système vidéo existant sur les carrefours à feux, les sites de bornes et le tunnel de la Comédie ;
 - Lot 2 : Prestations d'extension du système vidéo existant sur les carrefours à feux, les sites de bornes et le tunnel de la Comédie.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I-1°, 67 à 68 et 78 à 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché à bons de commande prenant effet dès sa notification pour une durée initiale d'un an. Il est reconductible ensuite 3 fois par période d'un an.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - prix des prestations (40%) ;
 - valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60 %).
- Que la Commission d'Appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole dans sa séance du 28 novembre 2017 a attribué le marché 4768DM17 Lot 1 après analyse, au groupement IPERION/SOGETREL, Parc d'activités de la Peyrière, place de la Méditerranée, 34430 Saint Jean de Vedas. Ce groupement propose une offre économiquement avantageuse pour ce lot.
- Que la Commission d'Appel d'offres de Montpellier Méditerranée Métropole dans sa séance du 28 novembre 2017 a attribué le marché 4768DM17 Lot 2 après analyse, au groupement IPERION/SOGETREL, Parc d'activités de la Peyrière, place de la Méditerranée, 34430 Saint Jean de Vedas. Ce groupement propose une offre économiquement avantageuse pour ce lot.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De modifier l'article 1 de la décision n°2018-083 sur la mention de la durée du marché.

Au lieu de : « pour une durée démarrant à compter de la date de notification du marché jusqu'au 31/12/2018 reconductible trois fois par période d'un an ».

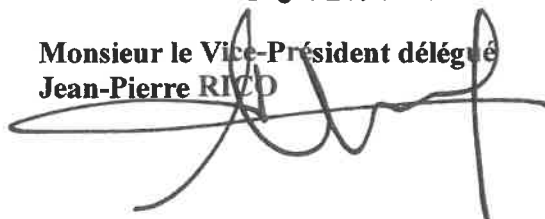
Lire : « pour une durée initiale d'un an démarrant à compter de la date de notification du marché, et reconductible trois fois par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ».

ARTICLE 2 : Les articles suivants demeurent inchangés.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 FEV. 2018

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 28 FEV. 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

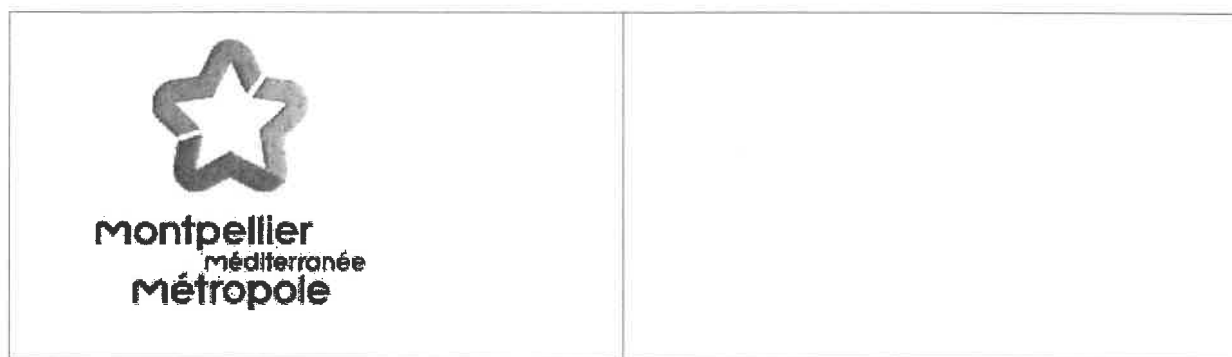
034-243400017-20180101-29761-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 FEV. 2018

Réception en Préfecture : 28 FEV. 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (3M)
Service Gestion Budgétaire et Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision modificative de la régie d'avances de la Direction des Ressources Humaines

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°2004-26 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 8 janvier 2004 portant création d'une régie d'avances auprès de la Direction des Ressources Humaines,
- VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 12 février 2018,

CONSIDERANT, le déménagement de la Direction des Ressources Humaines de Montpellier Méditerranée Métropole dans les locaux de l'Hôtel de Ville.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n° 2004-26 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 8 janvier 2004 a institué une régie d'avance auprès de la Direction des Ressources Humaines, elle est corrigée comme suit.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 1, place Georges Frêche - 34267 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

Avances sur frais de mission ou frais de mission lorsqu'il n'a pas été consenti d'avances (autoroute, taxi, location de véhicules, avion, train, frais de visa, taxes d'aéroport, taxe de séjour, frais d'hébergement, frais de restauration, frais d'interprétariat, frais inhérents aux visites touristiques guidées, frais de carburant, etc).

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- en espèces,
- par chèques.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7: Le montant maximum de l'avance consentie est fixé à CINQ MILLE EUROS.

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de paiement tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 0

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

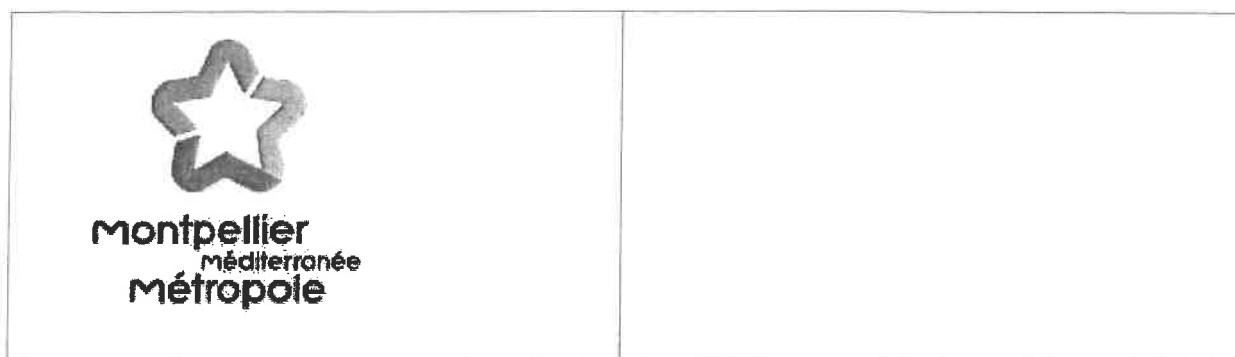
034-243400017-20180101-29829-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **05 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (3M)
Service Gestion Budgétaire et Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la régie d'avances
de la Direction des Finances de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la délibération modifiée n° 4532 du Conseil de Communauté en date du 28 décembre 2001, instituant une régie d'avances auprès de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole.

- VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 13 février 2018,

CONSIDERANT, le déménagement de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole dans les locaux de l'Hôtel de Ville.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délibération modifiée n° 4532 du Conseil de Communauté en date du 28 décembre 2001 a institué une régie d'avances auprès de la Direction des Finances de Montpellier Méditerranée Métropole ; elle est corrigée comme suit.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée 1, place Georges Frêche - 34267 Montpellier

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

Frais d'actes et de contentieux (délivrance des documents cadastraux, droits d'enregistrements et de publications),
Dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de denrées alimentaires, achat de petites fournitures, frais postaux et de télécommunication),
Certificat d'immatriculation des véhicules (par internet et autres),
Exécution de travaux et réparations courantes,
Achat d'espaces publicitaires sur internet,
Paiement des redevances pour dépôt de marques,
Frais de colloques, adhésions, parutions, dont les paiements ne peuvent s'effectuer que par internet.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- en espèces,
- au moyen de chèques bancaires,
- par carte bancaire.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 7: Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à SEPT MILLE EUROS.

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **05 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

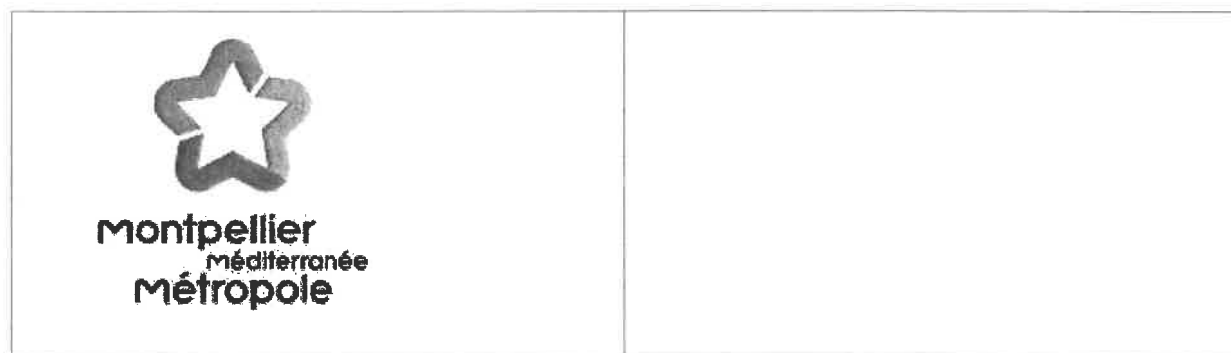
034- 243400017-20180101-29936-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **05 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au
Marché 4045CO15/6C0006 - Veille média
pour Montpellier Méditerranée Métropole
et la ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;
- VU la décision N°D2016-56 attribuant le marché n° 4045Co15 Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier à l'entreprise KANTAR MEDIA pour un montant de forfaitaire annuel de 93 170 euros HT et pour une durée de 1 an renouvelable une fois.

Considérant, que le marché qui devait se terminer le 16/02/2018 sera prolongé par le présent avenant jusqu'au 16/03/2018 afin d'assurer la continuité des prestations objet du présent marché car la procédure de consultation pour renouveler le marché est en cours d'achèvement mais le nouveau marché ne sera pas notifié avant la date de fin du premier marché.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché Veille média pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier à l'entreprise KANTAR MEDIA, avenant d'un montant de 3 882,08 € HT pour chacun des membres du groupement de commandes.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **12 MARS 2018**

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 12 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

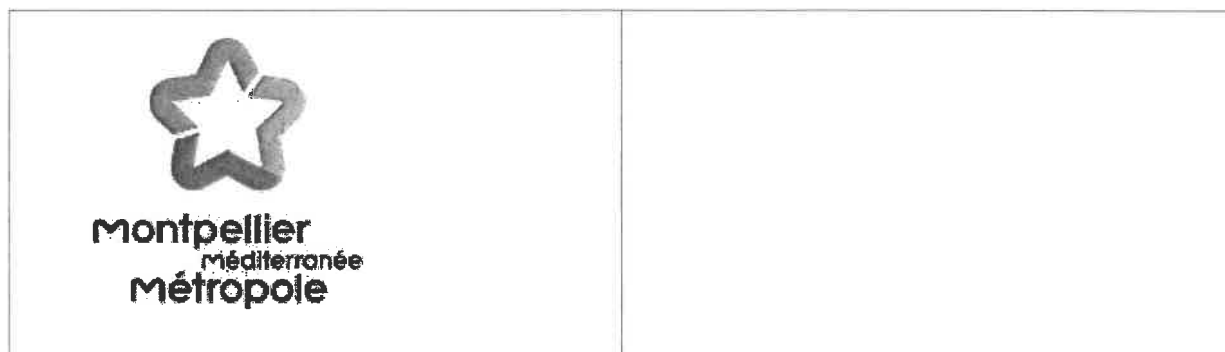
034-243400017-20180101-30248-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **12 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention avec ENEDIS concernant
l'extension du réseau public de distribution
publique d'électricité pour le raccordement
de la parcelle BS 7-47-45 située Allée de
l'Europe à Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT :**
 - l'autorisation d'urbanisme PA03412315M0001 du 18/04/2016 accordé sur la parcelle BS 7-47-45, allée de l'Europe à Juvignac,
 - la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
 - la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer une convention avec ENEDIS en vue de la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située allée de l'Europe à Juvignac.

ARTICLE 2 : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 70 880,47 € HT.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

ARTICLE 4 : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 28 semaines.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

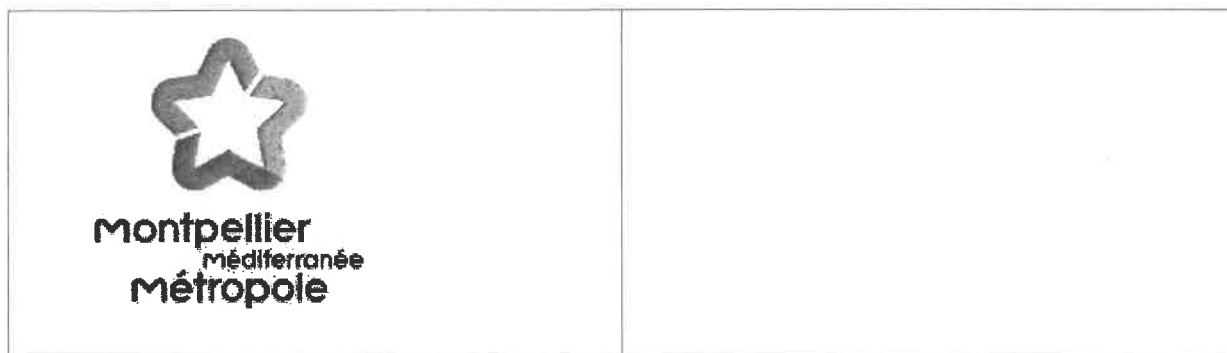
034-213400017-20180101-30438-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2018

Réception en Préfecture : 05 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 à la convention de mise à
disposition de locaux, de matériels et de
véhicules conclue le 08 janvier 2016 par
Montpellier Méditerranée Métropole et la
commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- VU la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules signée le 08 janvier 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Castries,
- **CONSIDERANT** que la convention prévoit dans son article 11 que Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Commune de Castries la quote-part des charges lui incombant concernant les charges courantes des locaux mis à disposition par la commune à la Métropole sur la base d'un cout fixe par mètre carré occupé,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de signer un avenant n°1 à la convention modifiant l'article 11 « Charges, impôts et taxes » afin de préciser la somme forfaitaire annuelle versée à la Commune de Castries par Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Castries signent un avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de locaux de matériels et de véhicules du 08 janvier 2016.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » concernant les locaux. Le premier paragraphe est reformulé de la manière suivante : « Pour les locaux : les charges courantes des locaux mis à disposition dont la liste est précisée en annexe I (éclairage, chauffage, téléphone, nettoyage, internet, contrats de maintenance et d'entretien...), seront remboursées sur la base d'un forfait fixé à 5 347 euros par an. Cette somme sera versée à hauteur de 50% de son montant, en juin, et en décembre de chaque année».

ARTICLE 3 : Le second paragraphe de l'article 11 « Charges, impôts et taxes » et les autres articles de la convention restent inchangés.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

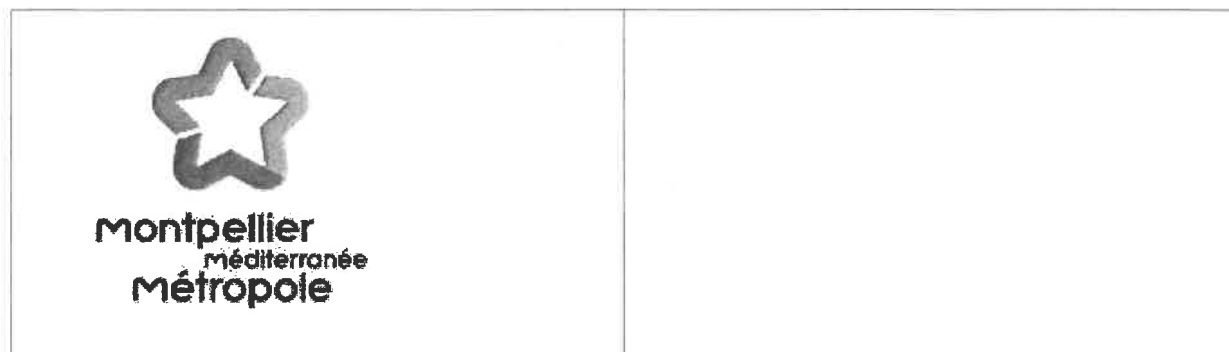
034-243400017-20180101-30634-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2018

Réception en Préfecture : 05 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la délégation du Droit
de Prémption Urbain - Parcelle CR n° 50
- Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L240-1 du Code de l'Urbanisme,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) en date du 11 janvier 2018, envoyée par Maître Olivier BROUSSON, notaire à Narbonne, reçue en Mairie de Lattes le 15 janvier 2018, concernant la parcelle cadastrée CR n°50 d'une superficie de 6 271 m², située sur la Commune de Lattes, lieudit 1 532 Avenue des Platanes, au prix de 2 750 000 euros,
- VU la concession d'aménagement dénommée Route de la Mer signée le 5 décembre 2011 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue depuis le 26 décembre 2014 Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM devenue la SA3M),
- **CONSIDERANT** qu'à l'occasion du dépôt de cette déclaration d'intention d'aliéner il y a lieu de déléguer le droit de préemption urbain à la SA3M, concessionnaire d'aménagement, afin de lui permettre de se porter acquéreur de ce bien par préemption, conformément aux dispositions de l'article L300-1 du code de l'urbanisme,

DECIDE

ARTICLE 1 : Le droit de préemption urbain est délégué à la SA3M pour l'acquisition du bien suivant : Parcelle cadastrée CR n° 50 d'une superficie de 6 271 m² supportant un bâti, à usage de locaux commerciaux, occupés, située 1 532 Avenue des Platanes 34970 LATTES.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

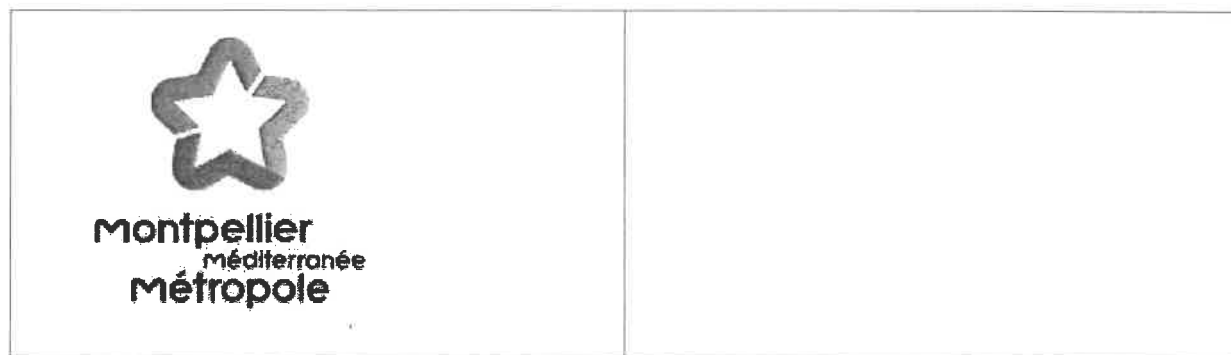
034-243400017-20180101-30639-Au.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2018

Réception en Préfecture : 05 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession à l'Hôtel des
Ventes de Montpellier de 4 scooters
vétustes à réformer**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver des scooters vétustes et qu'il convient de les réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède quatre scooters vétustes à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Les scooters vétustes cédés pour réforme sont les suivants : un scooter de marque Aprilia immatriculé CV-993-SB, un scooter de marque Aprilia immatriculé CV-996-SB, un scooter de marque Peugeot immatriculé CT-036-NP, un scooter de marque Peugeot immatriculé CT-996-NN.

ARTICLE 3 : Le prix des cessions résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à aux cessions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2018

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

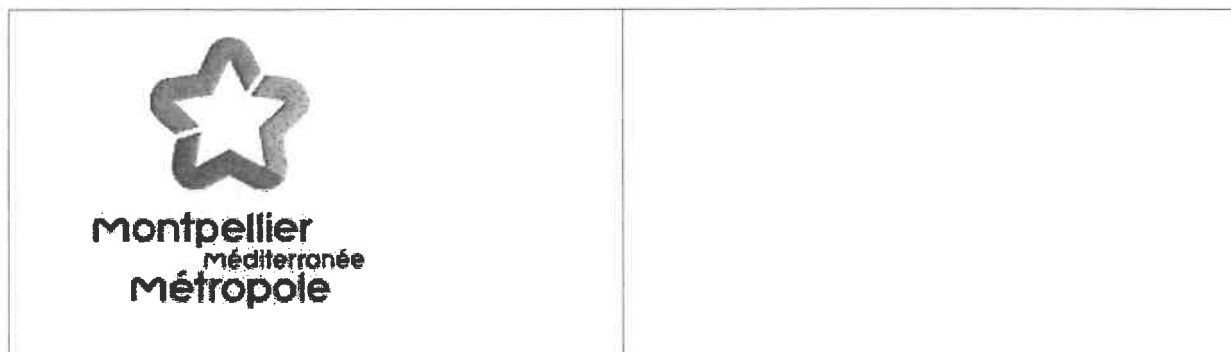
034- 2434 00017- 20180101- 30812 -AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 MARS 2018

Réception en Préfecture : 05 MARS 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°2926S18.01
de missions de géomètre et de services
connexes dans le cadre de la réalisation du
nouveau Conservatoire à Rayonnement
Régional (CRR)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat en date du 30 mai 2016 au bénéfice de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), 50 place Zeus, CS 39556, 34961 Montpellier Cedex 2.

Considérant :

- Que dans le cadre de l'opération de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional, il est nécessaire de recourir à des missions de géomètre et de services connexes ;

- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 4 ans ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, 40% ;
 - Valeur technique de l'offre, 60%, répartis comme suit : Méthodologie employée, 24%, Moyens humains et matériels affectés à l'opération, 24% ; Délais maximaux d'intervention et d'exécution, 12% ;
- Qu'après analyse, la société BILICKI, DHOMBRES, OSMO, FUZERE, PELORCE, 134 rue de Font Claude, 34080 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer le marché n°2926S18.01 de missions de géomètre et de services connexes dans le cadre de la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise BILICKI, DHOMBRES, OSMO, FUZERE, PELORCE, pour un montant maximal de 40 000 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 MARS 2018**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 06 MARS 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30888-CC.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

06 MARS 2018

Réception en Préfecture : **06 MARS 2018**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

**ARRETES
REGLEMENTAIRES**

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES MARS 2018

N°ARRETES	TITRES	PAGES
MAR2018-0053	Délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN, 3 ^{ème} Vice-Présidente	370
MAR2018-0057	Délégations de signature relatives au Département de Développement et de l'Aménagement Durables du Territoires (DDADT)	373
MAR2018-0071	Délégations de signature relatives au Département de Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP)	381
MAR2018-0072	Délégations de signature relatives au Département Développement Economique, Emploi et Insertion (DDEEI)	386
MAR2018-0074	Délégations de signature relatives au Département Solidarité et Vivre ensemble (DSVE)	390
MAR2018-0075	Délégations de signature relatives au Département Administration Générale et Finances (DGAF)	393
MAR2018-0076	Délégations de signature relatives au Département Culture et Sports (DCS)	399
MAR2018-0084	Délégations de signature relatives au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales (PRHRS)	407
MAR2018-0093	Délégations de signature relatives à la Direction Générale des Services	415
MAR2018-0094	Délégations de signature relatives au Cabinet du Maire	419
MAR2018-0096	ARRETE portant sur la commission des membres de la Commission de Réforme pour Montpellier Méditerranée Métropole	425
MAR2018-0097	ARRETE portant modifications des membres du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole	428
MAR2018-0099	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Prades-le-Lez	431
MAR2018-0100	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lattes	433
MAR2018-0101	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	435
MAR2018-0102	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Jacou	439



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonction à Madame
Stéphanie JANNIN, 3ème Vice-Présidente**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° MAR2018-0045 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN.

ARTICLE 2 : Madame Stéphanie JANNIN, 3^{ème} Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- le Développement durable ;
- l'Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ;
- la Biodiversité et la Culture scientifique et technique, incluant l'Aquarium Mare Nostrum et le Planétarium Galilée ;
- le Plan Climat Air Energie Territorial
- la Réhabilitation thermique des copropriétés

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1er, Madame Stéphanie JANNIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.

- En matière de marchés publics :

- Délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT;
- Délégation de signature pour tous les actes relatifs à la préparation, passation, exécution et règlement des procédures dont le montant est supérieur ou égal aux seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales , publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

Néanmoins, pour ces dernières procédures, la délégation consentie à Madame Stéphanie JANNIN n'inclut pas l'ouverture des plis ni l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5: En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie JANNIN et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 21/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-28677-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/03/18

Réception en Préfecture : 21/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au
Département du Développement et de
l'Aménagement Durables du Territoire
(DDADT)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) est composé de :

- La Mission Cité intelligente,
- La Mission Espaces Publics,
- La Direction Innovations, Politiques Contractuelles, Systèmes d'Information Géographiques (DICOSIG),
- La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE),
- La Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT),
- La Direction Habitat et Parcours Résidentiels (DHPar),
- La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI),
- La Direction Urbanisme Appliqué (DUA),
- La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST),
- La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU).

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Rémy AILLERET, Directeur Adjoint du DDADT.

En cas d'absence concomitante de Messieurs Yves NURIT et Rémy AILLERET, les délégations ci-dessus sont accordées à Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

Madame Hélène ROUSSEL, directrice de la Mission Cité intelligente, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 3:

Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Espaces Publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 4:

Monsieur Fabien BLASCO, directeur de la Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations Géographiques (DICOSIG), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 4-1 :

Monsieur Marc APARICIO, chef du Service SIG Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Franck PERDRIZET, responsable de la Mission Expertise Géomatique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Franck PERDRIZET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

ARTICLE 5:

Madame Isabelle LE VANNIER, directrice de la Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 5-1 :

Madame Delphine BAUS, chef du Service Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

ARTICLE 5-2 :

Madame Emilie SALLES, responsable de l'Unité Plan Climat Air Energie et Environnement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

ARTICLE 6:

Madame Caroline FRIOL, directrice de la Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 6-1 : Monsieur Vincent MEYER, chef du service Déplacements/ Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent MEYER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

ARTICLE 6-2 : Monsieur Alban FILIPIAK, chef du service Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

ARTICLE 7: Monsieur Bruno LEROY, Directeur de la Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 7-1 : Monsieur Grégory FAYE, chef du service Programmation et développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

ARTICLE 7-2 : Madame Stéphanie DELBREL, chef du service Gestion sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

ARTICLE 7-3 : Monsieur Matthieu THEET, chef du service Gens du voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

ARTICLE 8: Madame Emmanuelle DI GRAZIA, Directrice de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 8-1 : Madame Sophie TARDIVEL, chef du service Stratégie et Opérations foncières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

ARTICLE 8-2 : Madame Patricia BOURRAT, chef du service Foncier Espaces publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

ARTICLE 9 : Monsieur Yves CHAUSSOUY, Directeur de la Direction Urbanisme Appliqué (DUA), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bernard ROUVIER, Directeur adjoint.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, Directeur, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 9-1 : Madame Nathalie BELVEZE, chef du service Droits des sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

ARTICLE 9-2 : Monsieur Bernard ROUVIER, chef du service Droit des sols Montpellier, Directeur adjoint de l'Urbanisme Appliqué, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard ROUVIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

ARTICLE 10 : Monsieur Eric GOMEZ, Directeur de la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 10-1 : Monsieur Bertrand SAUTRE, chef du service Aménagement et réinvestissement économiques et urbains, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

ARTICLE 11 : Madame Sylvie MAHOT, Directrice de la Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT ou à Monsieur Rémy AILLERET.

ARTICLE 11-1 : Monsieur Nicolas PICCININ, chef du service Montpellier Territoires Est et Nord, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

ARTICLE 11-2 : Madame Hélène REDER, chef du service Montpellier Territoires Ouest et Sud, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

ARTICLE 12 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29981-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/18

Réception en Préfecture : 06/03/18

Notifié le : 06/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au
Département Proximité et Modernisation
de l'Action publique (DPMAP)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique est composé de :

- La Direction du Secrétariat Général (SG)
- La Direction des Ressources Informatiques (DRI)
- La Direction du Pilotage et du Contrôle de gestion (DPCG)

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de

ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction du Secrétariat Général est composée des services :

- Assemblée
- Courrier

Madame Clémentine PAPA, Directrice du Secrétariat Général, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- Délégation de signature de toutes les réponses aux demandes de communication de documents administratifs et pour toute correspondance avec la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA).
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-1 :

Madame Fanie DUCHIER, responsable du service Assemblée, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions du registre municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Fanie DUCHIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Fanie DUCHIER et Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-2 :

Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Céline GAGLIANO et Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3 :

La Direction des Ressources Informatiques est composée des services :

Monsieur Pierre BRICE, Directeur des Ressources Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Philippe GIPPET, Directeur adjoint des Ressources informatiques.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Philippe GIPPET, Directeur adjoint des Ressources informatiques, responsable du service Etudes et Développement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.

- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions du registre municipaux et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Philippe GIPPET et Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-2 :

Le responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4 :

La Direction du Pilotage et du Contrôle de gestion est composée du service :

- Contrôle externe des satellites.

Madame Caroline KNAPP-LUQUET, Directrice par intérim du Pilotage et du Contrôle de gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4-1 :

Madame Caroline KNAPP-LUQUET, responsable du service Contrôle externe des satellites, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Caroline KNAPP-LUQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29983-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/18

Réception en Préfecture : 06/03/18

Notifié le : 06/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au
Département Développement Economique,
Emploi et Insertion (DDEEI)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement économique, Emploi et Insertion est composé de :

- La Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE),
- La Direction Attractivité, Tourisme et Relations internationales (DATRI)

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction de l'Economie et de l'Emploi (DEE) est composée des services :

- Administration et Finances
- Marketing, réseaux et animation
- Unité BIC- Création entreprises innovantes
- Unité implantation
- Accélérateur de croissance.

Le Directeur de l'Economie et de l'Emploi (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Emmanuel GUILLERMO, Directeur de projets et Directeur adjoint de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Economie et de l'Emploi et de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui les concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel GUILLERMO, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-1 : Monsieur José SANTANA, responsable du service Administration et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur José SANTANA, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Economie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur José SANTANA et du Directeur de l'Economie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-2 : Madame Chantal DUMAS, responsable du service Marketing, réseaux et animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal DUMAS, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Économie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal DUMAS et du Directeur de l'Économie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-3 : Madame Isabelle PREVOST, responsable de l'Unité BIC- Création entreprises innovantes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle PREVOST, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Économie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle PREVOST et du Directeur de l'Économie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Benoît ILLINGER, responsable de l'Unité implantation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ILLINGER, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Économie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoît ILLINGER et du Directeur de l'Économie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-5 : Le responsable du service Accélérateur de croissance (poste vacant) reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Accélérateur de croissance, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur de l'Économie et de l'Emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Accélérateur de croissance et du Directeur de l'Économie et de l'Emploi, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 3 : La Direction du Tourisme, de l'Attractivité et des Relations internationales est sous la responsabilité directe de Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29985-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/18

Réception en Préfecture : 06/03/18

Notifié le : 06/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au
Département Solidarité et Vivre ensemble
(DSVE)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Solidarité et Vivre ensemble (DSVE) est composé de :

- Le service Politique de la Ville (SPV)
- Le service Téléalarme (ST)

Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, Directeur Général Adjoint en charge du Département Solidarité et Vivre ensemble, reçoit à compter du 1^{er} mars 2018, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département :
 - o délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
 - o délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur M'hamed BELHANDOUZ, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Madame Béatrice CLERGET-LASNE, responsable du service Politique de la Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Béatrice CLERGET-LASNE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'hamed BELHANDOUZ.

ARTICLE 3 : Monsieur Gérard LASSUS, responsable du service Téléalarme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur M'hamed BELHANDOUZ.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mars 2018



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 06/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29993-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/18

Réception en Préfecture : 06/03/18

Notifié le : 06/03/18

Arrêté n° MAR2018-0074

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature relatives au
Département Administration générale et
Finances (DAGF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le département Administration Générale et Finances est composé de :

- La Direction des Finances
- La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
- La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Madame Juliette BEREGI, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses

directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction des Finances est composée des services :

- Gestion Budgétaire et Financière
- Gestion comptable
- Ressources et Prospective Financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, Directeur des Finances à compter du 1^{er} mars 2018, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-1 :

Madame Emilie DREUX, chef du service Gestion budgétaire et Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-2 :

Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 2-3 :

Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Ressources et Prospective Financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3 :

La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Moyens généraux et patrimoine
- Energie Télécom
- Administratif et Financier

Madame Isabelle LE VANNIER, Directrice des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Mary-Laure DUPUIS, Directrice adjointe des Moyens généraux et des Bâtiments.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER et de Madame Mary-Laure DUPUIS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER et de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-1 :

Madame Mary-Laure DUPUIS, chef du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mary-Laure DUPUIS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mary-Laure DUPUIS et Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-2 :

Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Moyens généraux et patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-3 :

Le responsable du service Energie Télécom (poste vacant) reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Energie Télécom, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Energie Télécom et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-4 :

Monsieur Frédéric RICO, responsable par intérim du service Administratif et financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 4 :

La direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée de deux directions adjointes :

- La Direction adjointe des Affaires Juridiques, elle-même composée du service Etudes juridiques, documentation et archives,
- La Direction adjointe de la Commande Publique, elle-même composée du service Procédures et marchés.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées chacun en ce qui concerne leur direction adjointe à Madame Laurence BONNET, Directrice adjointe des Affaires juridiques, et à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur adjoint de la Commande publique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA et de Madame Laurence BONNET ou de Monsieur Fabrice MOURET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 4-1 :

Madame Laurence BONNET, directrice adjointe des Affaires juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BONNET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BONNET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Fabrice MOURET, directeur adjoint de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Fabrice MOURET, Laurence BONNET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29999-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/18

Réception en Préfecture : 06/03/18

Notifié le : 06/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature relatives au Département Culture et Sports (DCS)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport est composé de :

- La Direction Culture et Patrimoine,
- Le Pôle Sports et Jeunesse, lui-même composé de la Direction des Sports.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En ce qui concerne le pôle Sports et Jeunesse, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christel CELIE, responsable du pôle.

En ce qui concerne le pôle Sports et Jeunesse, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MANUEL et de Madame Christel CELIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL pour les autres directions relevant du Département, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services :

- Rayonnement et développement culturel
- Archives municipales
- Administration
- Coordination du spectacle vivant
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage
- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEULLAS, responsable du service Archives municipales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEULLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEULLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-4 : Madame Claire AEBERHARDT, responsable du service Rayonnement et Développement culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claire AEBERHARDT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Claire AEBERHARDT et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-7 : Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-8 : Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9 : Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-10 : Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-11 : Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3 : La Direction des Sports (DS) est composée des services :

- Ressources,
- Travaux et Maintenance,
- Réseau des piscines.

Monsieur Thierry GUITTET, Directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-30005-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/18

Réception en Préfecture : 06/03/18

Notifié le : 06/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives au Pôle
Ressources Humaines et Relations Sociales
(PRHRS)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Pôle Ressources humaines et Relations sociales est composé de :

- La Direction du Pilotage et de la Modernisation RH (DPM)
- La Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH)
- La Direction des Parcours Professionnels et des Compétences (DPPC)
- La Direction de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial (DQVTDSA).

Monsieur Benoît ZENOU, Responsable du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ZENOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Thaïs CASTELLO, Responsable adjointe du pôle Ressources Humaines et Relations sociales,

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoît ZENOU et de Madame Thaïs CASTELLO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

Madame Thaïs CASTELLO, Responsable adjointe du pôle Ressources Humaines et Relations sociales, Directrice du Pilotage et de la Modernisation RH, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Thaïs CASTELLO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Thaïs CASTELLO, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 2 :

La Direction de l'Administration des Ressources Humaines (DARH) est composée des services :

- Unité Carrière Métropole
- Unité Carrière Ville
- Unité Rémunération Métropole
- Unité Rémunération Ville
- Service Activité Santé

Monsieur Etienne ROSSIGNOL, Directeur de l'Administration des Ressources Humaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service ou d'unité de la direction, en ce qui le concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-1 :

Madame Agnès FERVAL, responsable de l'Unité Carrière Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Agnès FERVAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Agnès FERVAL et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-2 :

Madame Mélanie SCAPIN, responsable de l'Unité Carrières Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mélanie SCAPIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Mélanie SCAPIN et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-3 :

Madame Catherine ABRAHAM, responsable de l'Unité Rémunérations Métropole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine ABRAHAM, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine ABRAHAM et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-4 :

Madame Ingrid CREVEAU, responsable de l'Unité Rémunérations Ville, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ingrid CREVEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Ingrid CREVEAU et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 3-5 :

Monsieur Karl LEGOUSSOUART, responsable du service Activité Santé, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl LEGOUSSOUART, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl LEGOUSSOUART et Monsieur Etienne ROSSIGNOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4 :

La Direction des Parcours professionnels et des Compétences (DPPC) est composée des services :

- Mobilité interne, recrutement, stages
- Laboratoire RH et accompagnement des parcours professionnels
- Formation

Madame Cécile MATTERA, Directrice des Parcours professionnels et des Compétences, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile MATTERA, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-1 :

Monsieur Michel JULIEN, responsable du service Mobilité interne, recrutement, stages, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel JULIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel JULIEN et Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-2 :

Madame Cécile DELEUZE, responsable du service Laboratoire RH et accompagnement des parcours professionnels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile DELEUZE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cécile DELEUZE et Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 4-3 :

Madame Nathalie CONNAC, responsable du service Formation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie CONNAC, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cécile MATTERA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie CONNAC et Madame Cécile MATTERA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5 :

La Direction de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial (DQVTDSA) est composée des services :

- Dialogue social, accompagnement managérial et égalité professionnelle
- Qualité de vie au travail.

Madame Catherine GILLES, Directrice de la Qualité de vie au Travail, du Dialogue social et de l'Accompagnement managérial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine GILLES, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine GILLES, la délégation est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5-1 :

Monsieur Laurent CHALVIDAN, responsable du service Dialogue social, accompagnement managérial et égalité professionnelle, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine GILLES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent CHALVIDAN et Madame Catherine GILLES, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 5-2 :

Monsieur Mehdi JACQUET, responsable du service Qualité de vie au travail, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mehdi JACQUET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Catherine GILLES.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mehdi JACQUET et Madame Catherine GILLES, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ZENOU.

ARTICLE 6 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-29991-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/18

Réception en Préfecture : 06/03/18

Notifié le : 06/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature relatives à la
Direction générale des services**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme de la collectivité approuvé en Comité technique,

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée ainsi :

- Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique
- Le Département Solidarité et Vivre ensemble
- Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire
- Le Département Administration générale et finances
- Le Département Culture et Sport
- Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports
- Le Département Développement économique, Emploi et Insertion
- La Mission Grand Cœur
- La Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité
- La Mission Coopérations territoriales
- La Mission Coopérative de services aux 31 communes et Projet métropolitain.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L2122-22 (CGCT) et arrêtés du Maire.

Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT). Ces dispositions ne sont pas exclusives de celles lui accordant délégation de signature pour des procédures excédant ces seuils dans le cadre de sa suppléance des élus métropolitains.
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président.
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager.
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, les délégations ci-dessus sont accordées à Messieurs Yves NURIT et Alain PONS DE VINCENT, Directeurs Généraux Adjointes.

ARTICLE 2 : Madame Florence TISSEYRE, Directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission.
 - En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-1 : Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 : Monsieur Philippe RENAUD, Directeur de la Mission Coopération territoriales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité et à compter du transfert de la compétence de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission.
 - En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : Madame Karine CANER, Directrice de la Mission Coopérative de services aux 31 communes et Projet métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité et à compter du transfert de la compétence de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission.
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes.
 - En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, concernant les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine CANER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30590-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/18

Réception en Préfecture : 06/03/18

Notifié le : 06/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature relatives au Cabinet du Maire

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme de la collectivité approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département du Cabinet du Maire est composé de :

- La Direction de la Communication
- La Direction des Relations Presse
- La Direction du Protocole

Madame Sophie SALELLES, Directrice de cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son Département, délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins du montant des seuils européens des marchés de fournitures et services des pouvoirs adjudicateurs des collectivités territoriales, publiés au journal officiel de la République française (valeur indicative 2018 : 221 000 € HT)

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie SALELLES, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Simine NAMDAR, Chef de Cabinet.

ARTICLE 1-1 : Madame Simine NAMDAR, Chef de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Simine NAMDAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2 :

La Direction de la Communication est composée des services :

- Administratif et Financier
- Production
- Numérique
- Information Magazine
- Projets
- Évènementiel
- Communication interne

Monsieur Benoît ROOS, Directeur de la Communication, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît ROOS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Fabrice CHOMARAT, directeur adjoint de la communication.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoît ROOS et de Monsieur Fabrice CHOMARAT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benoît ROOS et de Monsieur Fabrice CHOMARAT, la délégation est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-1 : Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Aude BOURDEL-TAILLEFER, et Monsieur Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-2 : Madame Florence FAVIER, responsable du service Production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FAVIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence FAVIER et Monsieur Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-3 : Monsieur Vincent BOBÉ, responsable du service Numérique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent BOBÉ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Vincent BOBÉ et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Fabrice CHOMARAT, responsable du service Information Magazine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice CHOMARAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Fabrice CHOMARAT et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Nicolas PUTEAUX, responsable du service Projets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PUTEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Nicolas PUTEAUX et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-6 : Madame France MALLIE, responsable du service Evènementiel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame France MALLIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame France MALLIE et Monsieur Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 2-7 : Monsieur Cyril LOZANO, responsable du service Communication interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service.
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril LOZANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît ROOS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Cyril LOZANO et Benoît ROOS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 3 : Madame Coralie TRIGUEROS, Directrice des Relations Presse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie TRIGUEROS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine LOCCI, Directrice adjointe des Relations Presse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Coralie TRIGUEROS et Sandrine LOCCI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sophie SALELLES.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie TRIGUEROS, la délégation est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 4 : La Direction du Protocole est composée des services :

- Coordination
- Administratif
- Production

Monsieur Serge POITOU, Directeur du Protocole, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge POITOU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Stéphane MARECHAL, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Serge POITOU et Stéphane MARECHAL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui concerne son service.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Serge POITOU, la délégation est accordée à Madame Sophie SALELLES.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 06/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30594-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/03/18

Réception en Préfecture : 06/03/18

Notifié le : 06/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service dialogue social accompagnement managérial et égalité professionnelle

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrête portant sur la composition des
membres de la Commission de Réforme
pour Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU l'arrêté ministériel du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la Fonction Publique Territoriale et de la Fonction Publique Hospitalière,
- VU la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des Commissions Administratives Paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU l'arrêté n°2017-113 du 28 juin 2017 portant désignation des représentants appelés à siéger au sein des Commissions de Réforme,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections municipales de mars 2014,
- VU l'arrêté n°2017-248 du 5 octobre 2017 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole.

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 2017-113 du 28 juin 2017 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Les représentants désignés pour siéger aux commissions de réforme sont :

REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Mme Régine ILLAIRE	Mme Eliane LLORET
	M. Guy BARRAL
Mme Rosy BUONO	M. Abdi EL KANDOUSI
	M. Jérémie MALEK

REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL :

Catégorie A :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Mohamed CHEBLI	Mme Raphaëlle ALBER
	M. Pierre BRICE
M. Grégory FARGAS	Mme Aurélie CAUVIN
	M. Gil BUSCAYLET

Catégorie B :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Laurent BERNARD	Mme Carole GILBERT
	M. Patrick SENDRA
M. Frédéric DOLADILLE	Mme Sabine BERGUA
	M. Gilles GUY

Catégorie C :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Jean-Luc MALRIC	M. Abdelkader AMLOUK
	Mme Christel BALLUET QUINTANA
M. Denis SAVOYE	M. Thierry NOFARES
	Mme Edwige HERNANDEZ

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 21/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30679-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/03/18

Réception en Préfecture : 21/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service dialogue social accompagnement managérial et égalité professionnelle

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant modifications des membres
du Comité d'Hygiène de Sécurité et des
Conditions de Travail de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics modifiés,
- VU le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale modifié,
- VU le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections de mars 2014,
- VU l'élection municipale partielle de la commune de Pignan en date du 31 mai 2015,
- VU la délibération du Conseil de communauté n°12405 du 31 juillet 2014, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 4 décembre 2014,
- VU l'arrêté n°A2017-219 du 26 septembre 2017 portant composition du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Montpellier Méditerranée Métropole.

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2017-219 du 26 septembre 2017 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Sont désignés en tant que représentants de Montpellier Méditerranée Métropole relevant du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail placé auprès de l'administration les membres ci-après :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
Mme Régine ILLAIRE, Présidente	Mme Jacqueline GALABRUN-BOULBES
Mme Rosy BUONO	M. Jérémie MALEK
M. Guy BARRAL	Mme Eliane LLORET
M. Abdi EL KANDOUSSI	M. Thierry BREYSSE
M. Christian FINA	M. Yves NURIT
M. Jean-Claude HEMAIN	M. Fabrice MANUEL

ARTICLE 3 : Les représentants du personnel désignés par les organisations syndicales suite aux résultats des élections professionnelles du 4 décembre 2014 pour siéger au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail sont les suivants :

En qualité de membres titulaires :	En qualité de membres suppléants :
Mme Rosalie BOULANGHIEN, Syndicat UNSA	M. Jean-Luc MALRIC, Syndicat UNSA
M. Abdelkader AMLOUK, Syndicat UNSA	M. Daniel BARCELO, Syndicat UNSA
M. Laurent BERNARD, Syndicat UNSA	Mme Hanane ZIANI, Syndicat UNSA
M. Frédéric DOLADILLE, Syndicat FO	M. Christian FABARON, Syndicat FO
M. Rémy MOREAU, Syndicat FO	Mme Karine BERNARD, Syndicat FO
M. Hervé BONNEAU, Syndicat SUD	Mme Françoise TILLY, Syndicat SUD

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 21/03/18

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-30809-AR**

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/03/18

Réception en Préfecture : 21/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la commune de
Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
 - VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R.151-51, R.153-18 ;
 - VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Prades-le-Lez approuvé le 27/08/2012, mis à jour le 09/04/2013, mis à jour le 25/03/2014, modifié le 23/04/2014, mis à jour le 10/06/2014, modifié le 28/09/2016, mis à jour le 27/03/2017 ;
 - VU le Décret 2014-1605 en date du 23/12/2014 publié au journal officiel de 26/12/2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
 - VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15/04/2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
 - VU la délibération n°12200 du Conseil de Métropole en date du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ;
 - VU l'arrêté préfectoral n°106187 en date du 23/12/2015 déclarant d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du captage des Méjanels im-
- commune de Saint Clément de Rivière.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Prades-le-Lez est mis à jour pour reporter en annexe la servitude d'utilité publique relative aux périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du captage des Méjanel.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Prades-le-Lez (Place du 8 mai 1945 - 34730 PRADES-LE-LEZ) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Prades-le-Lez.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Prades-le-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 mars 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 23/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-31621-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/03/18

Réception en Préfecture : 23/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la commune de
Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, L.331-14, L.331-15, R.153-18 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes approuvé le 12/03/2009, modifié le 28/06/2010, modifié le 14/04/2011, modifié le 03/05/2012, révisé le 03/05/2012, révisé le 19/09/2013, modifié le 16/12/2015, modifié le 24/11/2016 ;
- VU le Décret 2014-1605 en date du 23/12/2014 publié au journal officiel de 26/12/2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15/04/2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du Conseil de Métropole en date du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ;

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2015-93 en date du 10/08/2015 relatif au captage de Maurin (dit Lou Garrigou) implanté sur la commune de Saint Jean de Védas et portant sur l'abrogation des arrêtés préfectoraux :

- n°82/206 du 28 octobre 1982 déclarant d'utilité publique le projet de travaux d'alimentation en eau potable de dérivation d'eau souterraine et d'établissement de périmètres de protection ;
- n°86/IV/159 du 5 septembre 1986 déclarant d'utilité publique la délimitation des nouveaux périmètres de protection rapprochée ;
- n°87/IV/6 du 2 février 1987 déclarant d'utilité publique la délimitation des nouveaux périmètres de protection rapprochée – modificatif

- **VU** la délibération n°13373 du Conseil de Métropole en date du 12/11/2015 fixant le taux de la taxe d'aménagement à 5% sur l'ensemble des communes de son territoire et majorant ce taux dans certains secteurs des communes de Restinclières et de Lattes.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Lattes est mis à jour pour :

- supprimer les périmètres de protection liés au captage de Maurin et les servitudes qui lui sont attachées,
- reporter en annexe le périmètre au sein duquel s'applique le taux de la taxe d'aménagement majoré à 14 % sur le secteur de Boirargues.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Lattes (Avenue de Montpellier - 34970 LATTES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus – 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en Mairie de Lattes.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Lattes sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 mars 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 23/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-31629-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/03/18

Réception en Préfecture : 23/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté prescrivant l'engagement de la
modification n°12 du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement ur-

bain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ;

- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU ;

- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :

- de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

A R R E T E

ARTICLE 1 : La procédure de modification n°12 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est engagée.

ARTICLE 2 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Ville de Montpellier préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.132-7 du Code de l'Urbanisme et à Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L.153-41, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Métropole pour approbation.

Montpellier, le 21 mars 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 21/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-31644-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/03/18

Réception en Préfecture : 21/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.211-1 à L.211-7, R.151-51, R.151-52, R.153-18, R.211-1 à R.211-8 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Jacou approuvé le 18/12/2006 et mis à jour le 19/02/2010 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23/12/2014 publié au journal officiel de 26/12/2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15/04/2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du Conseil de Métropole en date du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi, de l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, de la rénovation urbaine dont l'ANRU, de l'habitat, du droit des sols, ainsi que des acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les procédures d'expropriation, les documents liés à l'exercice du droit de priorité pour tout bien immobilier à vocation de domaine public affecté à tout mode de déplacement et leurs accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération n°M2018-14 du Conseil de Métropole en date du 25/01/2018 instaurant un Droit de Préemption Urbain Renforcé sur le secteur « centre commercial Bel Air » composé de la parcelle cadastrée AR1.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Jacou est mis à jour pour reporter en annexe la délibération n°M2018-14 susvisée relative au périmètre d'application du Droit de Prémption Urbain Renforcé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Jacou (Rue de l'Hôtel de Ville - 34830 JACOU) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Jacou.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Jacou sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 mars 2018

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 23/03/18

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-31638-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/03/18

Réception en Préfecture : 23/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES INDIVIDUELS

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES INDIVIDUELS MARS 2018

N°ARRETES	TITRES	PAGES
MAI2018-0004	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°41	443
MAI2018-0005	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°62	446
MAI2018-0007	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°4	449
MAI2018-0012	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Maguelone « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°5	452
MAI2018-0013	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°2	455
MAI2018-0014	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier - Autorisation de stationner n°65 – Présentation d'un successeur à titre onéreux	458
MAI2018-0018	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°8	461
MAI2018-0020	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Juvignac « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°3	464
MAI2018-0022	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°13	467
MAI2018-0023	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Pérols « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°4	470
MAI2018-0024	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°28	473
MAI2018-0025	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montferrier-sur-Lez « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°3	476
MAI2018-0026	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°119	479
MAI2018-0027	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°126	482
MAI2018-0028	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°88	485
MAI2018-0029	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°36	488

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES INDIVIDUELS MARS 2018

MAI2018-0030	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°103	491
MAI2018-0033	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Laverune « Changement de véhicule » - Autorisation de stationner n°1	494



**Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements**

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°41**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-184 en date du 31 juillet 2017 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la **SOCIETE TAXI LE ROUX**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté métropolitain du 31 juillet 2017, n°A2017-184, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **TAXI LE ROUX (SIREN 829 073 022)**, dont le siège social est situé au **1025 avenue Henri Becquerel à Montpellier (34 000)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **BMW type SERIE 5 immatriculé EA-877-ZC**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **41**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29846-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 20/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°62**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-390 en date du **22 décembre 2016** relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Tahar BARA**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du **22 décembre 2016**, n°A2016-390, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Tahar BARA** né le **31 octobre 1962** à **Saint Chamond (Loire)**, domicilié au **60 rue Pous de la Sers à Montpellier (34 090)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **BK-178-JK**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **62**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29849-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
CASTELNAU-LE-LEZ "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°4**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Castelnau-le-Lez n°2014/10-1561 du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-153 en date du **08 septembre 2015** relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société TAXI DU ROMARIN, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de CASTELNAU-LE-LEZ, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté métropolitain du **08 septembre 2015**, n°A2015-153, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société TAXI DU ROMARIN (SIREN 529 158 826), dont le siège social est situé au **320 chemin du romarin à Castelnau-le-Lez (34 170)** est autorisée à stationner avec le véhicule **FORD** type **S-MAX** immatriculé **ET-738-KH**, sur le territoire de la commune de **CASTELNAU-LE-LEZ** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **4**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **CASTELNAU-LE-LEZ** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29869-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 20/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
VILLENEUVE-LES-MAGUELONE
"Changement de véhicule" - Autorisation
de stationner n°5**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone n°2014 ARR 351 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone n°2013ARR179 en date du 25 juin 2013 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur BORDELLIER** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **VILLENEUVE-LES-MAGUELONE**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone du 25 juin 2013, n°2013ARR179, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Alain BORDELLIER** né le 05 mai 1966 à Montpellier (Hérault), domicilié au **19 plan du petit Tinal à Lattes Maurin (34 970)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **BMW** type **série 3** immatriculé **CZ-407-OV**, sur le territoire de la commune de **VILLENEUVE-LES-MAGUELONE** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **5**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **VILLENEUVE-LES-MAGUELONE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30018-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 21/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D.3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/1704/T/N en date du **02 juin 2014** relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur David BACHENET**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de Montpellier du **02 juin 2014**, n°2014/1704/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur David BACHENET** né le **04 janvier 1972** à **Valréas (Vaucluse)**, domicilié au **5 rue des tilleuls à Mudaison (34 130)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **ES-012-WG**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **2**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30020-AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 23/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER - Autorisation n°65 -
Présentation d'un successeur à titre
onéreux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L.5211-9 et L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2013/0393/T/N en date du **18 mars 2013** relatif à un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à **Monsieur Jean-Luc TOMAS** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- VU la demande formulée par la **société TAXI SAM 34** pour la succession de cette autorisation ;

- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 30 janvier 2018 au terme duquel, **Monsieur Jean-Luc TOMAS** consent la présentation à titre onéreux de la **société TAXI SAM 34** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de MONTPELLIER délivrée sous le numéro 65.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 158 000 €.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de Montpellier du **18 mars 2013**, n°2013/0393/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La **société TAXI SAM 34 (SIREN 834 369 720)** dont le siège social est situé au **45 rue de l'étrier à Saint-Just (34 400)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **BMW** type **série 5** immatriculé **ED-498-VM**, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **65**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-30022-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°8**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D.3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°345/2012 en date du 26 novembre 2012 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Ali BELFKIH**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de Montpellier du 26 novembre 2012, n°345/2012, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Ali BELFKIH** né le 1^{er} juillet 1963 à **Kenitra (Maroc)**, domicilié au **850 avenue Justin Bec, résidence l'orée de Montpellier, bâtiment sarriette, appartement 19 à Saint-Georges-d'Orques (34 680)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **TOYOTA** type **AVENSIS** immatriculé **ET-389-YF**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **8**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30091-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 26/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de JUVIGNAC
"Changement de véhicule" - Autorisation
de stationner n°3**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Juvignac n°2014-403 du 15 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-86 en date du 13 avril 2017 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jean-Michel ARNAL**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **JUVIGNAC**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté métropolitain du 13 avril 2017, n°A2017-86, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Jean-Michel ARNAL** né le 22 décembre 1976 à Montpellier (Hérault), domicilié au 48 rue des cigales à Juvignac (34 990), est autorisé à stationner avec le véhicule **SKODA** type **OCTAVIA** immatriculé **ER-926-HJ**, sur le territoire de la commune de **JUVIGNAC** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 3, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de JUVIGNAC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30131-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 21/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 13**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-135 en date du 05 avril 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société TAXI STEPHANE, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de MONTPELLIER, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté métropolitain du 05 avril 2016, n°A2016-135, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société TAXI STEPHANE (SIREN 500 257 290) dont le siège social est situé au 3 rue des iris à Mireval (34 110), est autorisée à stationner avec le véhicule FORD type MONDEO immatriculé ET-008-NQ, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 13, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29861-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 22/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de PEROLS
"Changement de véhicule" - Autorisation
de stationner n° 4**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D.3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-85 en date du 18 février 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Philippe LLABADOR** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **PEROLS**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté métropolitain du 18 février 2016, n°A2016-85, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Philippe LLABADOR** né le 28 Juillet 1953 à Alger (Algérie), domicilié au **1 chemin de Bellevue à Lodève (34 700)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **FORD** type **S-MAX** immatriculé **ET-856-DG**, sur le territoire de la commune de **PEROLS** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation de stationner n°10 sur l'emprise de l'aéroport de MONTPELLIER MEDITERRANEE, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **4**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **PEROLS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29952-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°28**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D.3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2017-3BIS en date du 20 mars 2017 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jean-Pierre ROCHE** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté métropolitain du 20 mars 2017, n°A2017-3BIS, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Jean-Pierre ROCHE** né le 29 mars 1948 à Saint-Pargoire (Hérault), domicilié au 6 rue des Canepetières à Montpellier (34 000), est autorisé à stationner avec le véhicule **VOLKSWAGEN** type **TOURAN** immatriculé **BX-014-LM**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **28**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29951-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 04/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTFERRIER-SUR-LEZ
"Changement de véhicule" - Autorisation
de stationner n° 3**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D.3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montferrier-sur-Lez n°2014-222 du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montferrier-sur-Lez n°2014-210 en date du **30 septembre 2014** relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que la société **BOULANGER TAXI** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTFERRIER-SUR-LEZ**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de Montferrier-sur-Lez du **30 septembre 2014**, n°2014-210, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **BOULANGER TAXI** (SIREN 488 841 180), dont le siège social est situé au **122 chemin de l'ayre des masques à Montferrier-sur-Lez (34 980)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **SKODA** type **KODIAQ** immatriculé **ET-176-SL**, sur le territoire de la commune de **MONTFERRIER-SUR-LEZ** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **3**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTFERRIER-SUR-LEZ** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29960-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 21/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°119**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°405/2009 en date du 05 octobre 2009 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Agnès BENHAMOU**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de Montpellier du 05 octobre 2009, n°405/2009, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Agnès BENHAMOU**, née le 26 mai 1963 à Montpellier (Hérault), domiciliée au 25 avenue du Maréchal Foch à Palavas-Les-Flots (34 250), est autorisée à stationner avec le véhicule **MERCEDES** type **CLASSE C** immatriculé **AW-241-ZV**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **119**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30102-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 23/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°126**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D.3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°21/2011 en date du 03 janvier 2011 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Marlène NAZON**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté de la commune de Montpellier du 03 janvier 2011, n°21/2011, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Marlène GILLION épouse NAZON** née le 03 avril 1952 à **Eusseind'hev (Algérie)**, domiciliée au 15 avenue de Villeneuve à Mireval (34 110), est autorisée à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **CLASSE C** immatriculé **DJ-028-GC**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **126**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 20 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-29970-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20/03/18

Réception en Préfecture : 20/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n° 88**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/0028/T/N en date du **14 janvier 2014** relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Robert LLANOS**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté de la commune de Montpellier du **14 janvier 2014**, n°2014/0028/T/N, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Robert LLANOS** né le 16 septembre 1966 à Fontainebleau (Seine-et-Marne) domicilié au **21 rue Rouget de Lisle à Fabrègues (34 690)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **OPEL** type **ZAFIRA TOURER** immatriculé **ET-510-PV**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **88**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de MONTPELLIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180101-30025-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 24/04/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner n°36**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-138 en date du 05 avril 2016 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Moad BOUJLILAT** titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté métropolitain du 05 avril 2016, n°A2016-138, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Moad BOUJLILAT** né le 11 janvier 1978 à **L'Aigle (Orne)**, domicilié au **18 rue Salvador Allende au Crès (34 920)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **BMW** type **SERIE 2** immatriculé **ET-189-TS**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **36**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30056-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 21/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de
MONTPELLIER "Changement de
véhicule" - Autorisation de stationner
n°103**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D.3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;

- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2015-118 en date du 30 juin 2015 relatif à un changement de véhicule ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Djamel KEDDOUH**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté métropolitain du 30 juin 2015, n°A2015-118, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Djamel KEDDOUH** né le 24 octobre 1976 à Paris (12^{ème}), domicilié au 449 rue du Pic Saint Loup à Montarnaud (34 570), est autorisé à stationner avec le véhicule **NISSAN** type **OASHOAI** immatriculé **AA-017-VR**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **103**, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-30838-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Autorisation d'exploiter un taxi sur le
territoire de la commune de LAVERUNE
"Changement de véhicule" - Autorisation
de stationner n° 1

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R.221-10 ;
- VU le Code des transports notamment l'article D.3120-39 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Laverune n°165 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2016-291 en date du 25 juillet 2016 ;
- **CONSIDERANT** que la société **AGGLO TAXI 34**, titulaire d'une autorisation de stationnement sur la commune de **LAVERUNE**, a procédé au changement de son véhicule.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté métropolitain du 25 juillet 2016, n°A2016-291, susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **AGGLO TAXI 34** (SIREN 821 026 556), dont le siège social est situé au 1025 avenue Henri Becquerel, 10 Parc club du Millénaire à Montpellier (34 000), est autorisée à stationner avec le véhicule **INFINITI** type **Q70** immatriculé **DY-390-DR**, sur le territoire de la commune de **LAVERUNE** dans l'un des emplacements réservés aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 1, sous réserve :

- D'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- D'être titulaire pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le Préfet ou Sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- D'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- Que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est exploitée de façon effective et continue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de LAVERUNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Montpellier, le 16 mars 2018



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180101-31317-AI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/03/18

Réception en Préfecture : 16/03/18

Notifié le : 20/03/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 5
CERTIFICATS D’AFFICHAGE

PARTIE IV – SOMMAIRE
CERTIFICAT D’AFFICHAGE – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

TITRES	PAGES
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACCIM	499
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société URBIS REALISATIONS	500
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et Madame ZININI	501

CERTIFICAT DE DEBUT D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION vice-présidente *Déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*, certifie :

une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 13 février 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec la société ACCIM dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation d’un ensemble immobilier de 11 logements sur un terrain sis avenue de Mireval à Villeneuve lès Maguelone (parcelles cadastrées AK 440 et AK 441) a été affichée le 13 mars 2018 pour une période d’un mois soit jusqu’au 13 avril 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.



Fait à Montpellier, le **27 MARS 2018**

Chantal MARION

Vice-présidente *Déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*



Montpellier
Méditerranée
Métropole

CERTIFICAT DE DEBUT D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION vice-présidente *Déléguee au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*, certifie :

une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 12 décembre 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec la société Urbis Réalisations dont l'objet est la prise en charge par le promoteur d'une partie des équipements publics rendus nécessaires par l'opération d'aménagement de la parcelle DS 28, impasse de l'Agau à Lattes a été affichée le 25 janvier 2018 pour une période d'un mois soit jusqu'au 25 février 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.



Fait à Montpellier, le 27 MARS 2018

Chantal MARION

Vice-présidente *Déléguee au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*

CERTIFICAT DE DEBUT D’AFFICHAGE

Je, soussignée Chantal MARION vice-présidente *Déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*, certifie :

une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 22 novembre 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole avec Madame Zinini dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation d’un seul logement sur un terrain sis avenue de Mireval à Villeneuve lès Maguelone (parcelle cadastrée AK n°353) a été affichée le 12 janvier 2018 pour une période d’un mois soit jusqu’au 12 février 2018 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.



Fait à Montpellier, le 27 MARS 2018

Chantal MARION

Vice-présidente *Déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat, à la planification urbaine (SCoT, PLUi)*

